

Rapport Annuel d'Activités

Exercice 2024

Table des matières

PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE L'INSTITUTION	7
I - PRESENTATION DE L'INSTITUTION	8
II - SERVICES OFFERTS	9
III- ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE	15
III-1- ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION	15
III-2- SITUATION PATRIMONIALE.....	19
III-2- RAPPORT AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS ET D'AIDE AU DEVELOPPEMENT 2024	25
IV-ANALYSE DU PORTEFEUILLE	28
VI-1- ACTIVITES DE CREDIT	28
V- ACTIVITES DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES.....	42
VI- ACTIVITES DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE	46
VI-1- Mise en place des liaisons backup (secours) pour l'interconnexion des agences de l'intérieur de WAGES	46
VI-2- Amélioration du système d'information et de gestion PERFECT	47
VI-3- Formation professionnel pour le renforcement des compétences de l'équipe IT	47
VI-4- Objectifs de l'année 2025	48
VII- ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX	48
VII-1 – Les activités juridiques	48
VII-2 – Les actes judiciaires	49
VII-3 – Recouvrement	49
IV – Difficultés rencontrées et les mesures de redressement.....	51
VIII- GESTION DES PROJETS	51
VIII-1- partenariat avec WSM.....	51
VIII-2- Partenariat avec l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social- Centre Africain de Formation (INADES FORMATION)	59
VIII-2-- Partenariat avec le Secrétariat d'Etat chargé de la Finance Inclusive et du secteur Informel : Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).....	59
VIII-3-Partenariat avec SCANNING SYSTEMS.....	60
IX- ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE	60
X- ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE.....	74

X-2- Les difficultés rencontrées et les approches de solutions..... **Erreur ! Signet non défini.**

DEUXIEME PARTIE : ETATS FINANCIERS ET ANNEXES EXERCICE 2024.....82



MOT DU DIRECTEUR GENERAL,

« En neuf (09) ans de gestion, nous pouvons dire avec humilité que nous avons accompli notre mission et ceci sous l'inspiration de l'Eternel Tout Puissant en qui nous plaçons toute notre confiance ».

Depuis juillet 2015, année où nous avons pris les rênes de WAGES, nous avons par la grâce de Dieu notre créateur, initié des actions qui ont permis à l'institution de reprendre peau neuve pour renouer avec la croissance, la rentabilité et le respect de toutes les normes prudentielles régissant le secteur de la microfinance dans l'UMOA.

En effet, avant notre prise de fonction, WAGES a connu 3 années consécutives de résultats déficitaires dont le cumul dépasse un milliard de FCFA. Cette situation a érodé considérablement les fonds propres de l'institution et fragilisé ses ratios avec le refus des partenaires financiers et non financiers de continuer de l'accompagner.

En neuf (09) ans de gestion, nous pouvons dire avec humilité que nous avons accompli notre mission et ceci sous l'inspiration de l'Eternel Tout Puissant en qui nous plaçons toute notre confiance. Notre rigueur dans la gestion, notre capacité d'innovation et d'anticipation, nous ont permis de réaliser les performances suivantes :

- Un résultat total cumulé de 3 milliards 152 millions (3 152 054 777) FCFA
- L'ouverture de 14 nouveaux guichets et de 2 nouvelles agences ;
- L'achat de 11 terrains pour les agences (ZOSSIME, ADIDOGOME, BAGUIDA, AGOE, LEGBASSITO, SAGBADO, SOGBOSSITO, TSEVIE, KABOLI, NOTSE), et le SIEGE ;
- L'acquisition des immeubles qui abritaient déjà nos agences de AKODESSEWA et AGBODRAFO
- La construction de 7 agences (BAGUIDA, AGOE, LEGBASSITO, NOTSE, SOTOUBOUA, KARA, et KABOLI) ;
- La construction du siège de WAGES dont les travaux sont presque terminés en 2024 et dont l'intégration est prévue pour mars 2025 ;
- Etc.

Toutes ces réalisations n'ont pas été accomplies sans difficultés. Nous avons connu plusieurs crises et perturbations externes qui ont affecté et ralenti significativement nos actions et nos performances notamment :

- Les mouvements socio-politiques de 2017 et dont les répercussions se sont poursuivies jusqu'en 2019 à travers de grandes manifestations et la paralysie de l'activité économique dans le pays ;
- Les incendies des marchés de Agoè Assiyéy et de KEGUE ;
- La crise sanitaire mondiale de CORONA VIRUS de 2020 à 2023 avec ses corollaires de report d'échéance et de repli des activités, de fermeture des frontières, de l'augmentation du coût du transport maritime, aérien et terrestre ;

- La guerre entre la Russie et l'Ukraine et ses incidences sur l'économie mondiale et son phénomène de vie chère ;
- La crise au sahel ;
- Etc.

Malgré ces soubresauts, Dieu nous a secouru et nous a permis de prendre des dispositions et des mesures de résilience pour anticiper sur les conséquences des différentes crises.

Pour revenir spécifiquement sur l'exercice 2024, nous dirions que nous avons mené des actions pour permettre à WAGES d'obtenir les résultats suivants :

- Un résultat excédentaire de 272 millions ;
- Le respect des normes prudentielles ;
- La croissance soutenue de l'encours d'épargne et de crédit ;
- L'amélioration de l'accès aux services et produits de WAGES à travers une amélioration de la relation client ;
- Le respect des obligations réglementaires vis-à-vis des autorités de tutelle et de contrôle ;

C'est le lieu pour nous de rendre toute la gloire à Dieu pour ses bienfaits durant tout ce temps où son soutien et sa protection ne nous ont jamais fait défaut.

Nous n'oublions pas les membres de l'AG, du CA, du CS et tout le personnel pour leurs contributions aux grandes réalisations énumérées plus haut.

Comme perspectives, une attention particulière sera mise sur les points suivants au cours de l'année 2025 :

- ✓ Poursuivre le développement de l'approche clientèle ;
- ✓ Renforcer et innover dans les actions de mobilisation de l'épargne ;
- ✓ Renforcer les actions de développement de M'HEZA (Mbanking) et de la finance digitale ;
- ✓ Mettre en place des stratégies et le développement des actions pour assurer l'amélioration continue du portefeuille à risque ;
- ✓ Finaliser des travaux de construction du bâtiment abritant le siège et l'agence principale de WAGES ;
- ✓ Renforcer et innover dans les produits de crédit pour la satisfaction de la clientèle en vue de leur fidélisation ;
- ✓ Poursuivre le renforcement des actions pour la mobilisation de l'épargne locale ;
- ✓ Rechercher l'efficacité et l'efficience gage de la maîtrise des charges ;
- ✓ Poursuivre l'extension des activités dans les zones à forte potentialité, surtout à Lomé ;
- ✓ Réaliser la transformation institutionnelle.

Le tableau suivant retrace l'évolution des grands agrégats de l'institution durant les cinq dernières années :

Tableau d'évolution des grands agrégats au 31/12/2024

Eléments	2020	2021	2022	2023	2024	Variation (2023- 2024)
Résultat	110 890 299	694 557 793	533 333 629	427 490 757	272 281 403	-36,31%
Encours Epargne	11 032 440 595	12 593 846 954	14 213 383 609	15 951 415 524	16 015 209 114	0,40%
Encours de crédit	11 807 344 515	12 844 823 587	14 860 604 948	16 996 962 706	16 897 893 480	-0,58%
Total Actif	15 325 775 324	18 049 458 144	21 009 613 233	24 159 033 891	24 157 708 758	-0,01%
Total des fonds propres	3 510 990 487	4 344 142 852	4 838 578 106	5 141 841 804	5 061 655 055	-1,56%
Total crédits sortis au cours de l'année	14 091 696 500	15 953 776 920	18 789 902 126	20 809 210 668	18 701 506 986	-10,13%
Nombre de prêts en cours	14 968	15 201	16 391	17 619	15 829	-10,16%
Nombre d'agences et guichets	27	29	32	34	34	0,00%

PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE L'INSTITUTION

I - PRESENTATION DE L'INSTITUTION

Sous forme de projet sur l'initiative de CARE International Togo avec pour objectif de départ, la satisfaction des besoins socio-économiques de 3 900 femmes à Lomé sur une période de trois ans renouvelables une fois, WAGES (Women and Associations for Gain both Economic and Social) a démarré ses activités en 1994.

En moins de trois ans, l'objectif de départ a été atteint et dépassé grâce à l'engagement du personnel. Eu égard aux résultats remarquables obtenus, le projet WAGES a été transformé en une IMF (Institution de Microfinance).

- En 1998, WAGES est devenue un SFD sous forme associative
- Elle est officiellement reconnue par le Ministère de l'Economie et des Finances sous la Convention n°002/MEF/SG/CAS-IMEC
- Le Ministère de la Planification en tant que ONG et le Ministère de l'intérieur en tant qu'association
- En 2014, WAGES a obtenu son agrément sous le numéro 208/MEF/SG/CAS-IMEC et est enregistrée sous le numéro T/1/GFLM/2014/215A

La mission

« Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, en majorité les femmes, menant des activités économiques en zones urbaines et rurales du Togo en leur offrant des services financiers et non financiers »

La vision

« Devenir une institution de Microfinance pérenne et modèle au Togo », et participer de manière active au développement socio - économique de la communauté de base.

WAGES intervient dans les zones urbaines, périurbaines et rurales du Togo de par ses agences et contribue surtout à l'amélioration des conditions de vie de la communauté de base.

Au 31 décembre 2024, WAGES dispose d'un siège social en plus de sept (7) agences dans la capitale Lomé (Aguiarkomé, Akodéssewa, Baguida, Hédzranawoé, Adidogomé, Agoè, et Avédji) ; huit (9) agences dans les villes de l'intérieur du pays (Agbodrafo, Tsévié, Sokodé, Atakpamé, Aného, Anié, Kpalimé, Cinkasse et Kara) et treize (14) guichets Assivito; Zossimé ; Adakpamé ; sagbado, Agoe assiyeye, Gbossime, Zanguera, Legbassito, Kelegougan, Notse ;

Tchamba ; Adetikopé, Agbavi et Vakpossito . WAGES dispose aussi de cinq (4) points de service, pour les crédits ruraux, à Sotouboua, à Kaboli, à Pagala-Gare, et à Hahotoé.

Les fonds propres de WAGES sont constitués à la base de fonds de dotation initialement obtenus de CARE sous forme de lignes de crédits non remboursables et du cumul des résultats enregistrés.

Les valeurs que véhicule WAGES sont : l'honnêteté, l'équité, l'efficacité, et l'efficience, dans le but de mieux servir sa clientèle.

II - SERVICES OFFERTS

2-1- Les services financiers :

2-1-1- Les services d'Epargne

Epargne HOLA (Healthy Opportunity for Life Assured)

C'est le dépôt à vue. Le compte est ouvert à vue à la demande de toute personne, sur remplissage d'un formulaire de demande d'ouverture du compte épargne individuelle. C'est un compte de dépôt sur lequel l'on peut faire des retraits à tout moment.

DAT (Dépôt à Terme)

C'est une épargne faite par le client sur un compte bloqué suivant un contrat dont la durée minimum est de six mois (durée au cours de laquelle l'épargne ne peut être retirée sous peine de pénalité) avec un taux de rémunération compétitif.

Epargne tontine

C'est une collecte de proximité ; les agents de collecte vont chez les clients, sur leurs lieux d'activité et font la collecte quotidienne suivant une mise du client fixée de commun accord à partir de 200 FCFA généralement.

Epargne vieux jours

C'est une épargne que son souscripteur constitue mensuellement, régulièrement et pour une période de cinq ans auprès de WAGES en vue de s'assurer une couverture sociale dans les cas de force majeure ou lorsque sa force diminuera d'intensité.

Domiciliation Salaire

C'est un compte qui permet à un salarié (employé, ouvrier, quel que soit son secteur d'activités) de bénéficier d'un virement périodique (par mois ou par quinzaine) de son salaire.

2-1-2- Les produits de crédit

Le crédit ordinaire

Ce crédit est octroyé aux associations ou groupes de solidarité et aux membres individuels. Le taux d'intérêt est de 1,44% dégressif le mois.

Le crédit spécial

C'est un crédit d'opportunité que WAGES offre à ses clients. Il est destiné aux individus, aux associations et groupes de solidarité, ayant respecté les échéances des remboursements, pour des activités ponctuelles. Il est d'une courte durée (10 mois).

Le crédit à épargne déductible

C'est un crédit sans épargne préalable pour lequel le bénéficiaire s'engage à déposer un fonds de garantie correspondant à 20% du montant du crédit sollicité.

Le crédit direct

Ce produit est plus développé dans les zones périurbaines et rurales réputées pour leur misère sociale. Il est destiné aux plus démunis regroupés au sein des groupes de solidarité et sans épargne préalable qui est constituée au cours du remboursement.

Le crédit tontine

C'est un crédit de court terme (de 3 à 12 mois) associé à l'épargne tontine afin de faciliter aux clients, quel que soit leur niveau d'activité, l'ouverture d'un compte épargne et l'accès au crédit pour le développement de leurs activités.

Le Crédit Rural

C'est un crédit destiné au monde rural organisé en groupements et en entreprises agricoles.

Le Crédit Domiciliation Salaire

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire à WAGES de pouvoir solliciter un prêt.

Crédit sur salaire par ordre de virement permanent :

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire ailleurs et sous crédit déjà, de pouvoir solliciter un prêt en faisant un ordre de virement permanent.

Le Crédit aux IMF

C'est un crédit destiné aux institutions de Microfinance, bien installées et reconnues comme ayant des potentialités de développement.

Le Crédit Privilège

C'est un crédit destiné aux bons clients disposant d'une ancienneté suffisante ou ayant atteint cinq cycles de crédit. Le bon client est celui qui a bien remboursé ses échéances.

Le Crédit WACA

C'est un crédit destiné aux professionnels du transport public, membre d'une organisation régulièrement constituée pour leur permettre de payer l'assurance de leurs véhicules chez les compagnies d'assurance.

Le Crédit aux Organisations Sociales

C'est un crédit destiné aux Organisations Sociales normalement enregistrées pour leur permettre de répondre à leur besoin de financement en immobilisation et en équipement.

Le Crédit tontine prépayée

C'est un crédit sur un mois destiné aux clients qui font déjà l'épargne tontine pour leur permettre de répondre à des besoins ponctuels de leur activité.

Crédit fêtes

C'est un crédit sur 10 mois avec un taux de 12% destinée aux clients épargnants faisant mouvementer régulièrement leur compte, les clients ayant domicilié leurs salaires à WAGES, aux clients pouvant faire des virements permanents de leurs salaires pour remboursement du crédit et aux bons clients individuels.

Crédit fondement

Il est destiné aux personnes dynamiques, engagées menant des activités génératrices de revenus (AGR) avec expérience d'au moins 1 an, qui font obligatoirement la tontine ou ayant un compte ouvert aux moins 2 mois. Le montant maximum du crédit est de 600.000 FCFA. Le taux d'intérêt est de 17,34% dégressif l'an et la durée maximale est de 10 mois. La Caution financière est de 1/5 du crédit sollicité.

Crédit spécial (Découvert)

WAGES donne la possibilité d'octroyer du crédit spécial (Découvert) sans exiger encore d'épargne préalable lorsque l'encours du crédit courant augmenté du découvert ne dépasse pas ledit crédit courant ; mais la durée de remboursement du découvert ne peut excéder quatre (4) mois.

Ce crédit requiert l'autorisation préalable de la Direction Générale. Le client devra donc adresser un courrier au Directeur Générale, avoir l'accord avant tout montage de dossier.

Crédit scolaire aux clients

Le crédit scolaire s'adresse aux clients épargnants faisant mouvementer régulièrement leur compte, aux clients ayant domicilié leurs salaires à WAGES, aux clients pouvant faire des virements permanents d'une partie de leurs salaires pour le remboursement du crédit et aux bons clients sous prêt avec un bon historique de remboursement.

Crédit émergence

Certains clients qui ont une expérience prouvée avec WAGES sont limités dans le financement de leurs activités parce qu'ils n'arrivent pas à trouver la garantie physique nécessaire leur permettant de porter leur crédit au-delà d'un million. Pour cela, le crédit émergence est créé et destiné à cette clientèle particulière.

Crédit à la consommation

Le crédit à la consommation est un crédit fait par WAGES pour permettre à ses clients d'acheter des biens de consommation et de soutenir la croissance de l'économie notamment les dépenses d'aménagement. Le crédit à la consommation ne peut être souscrit pour le financement d'une activité professionnelle ou financer l'acquisition d'un bien immobilier.

Crédit sinotruk

Peuvent bénéficier des crédits d'achat de SINOTRUK de la WAGES, les clients/ entreprises propriétaires d'au moins un camion 10 roues exerçant déjà dans l'activité de transport de sable et disposant :

- D'une carte d'opérateur économique à jour
- D'une autorisation d'exploitation de carrières de sable par l'autorité compétente, pour les exploitants de carrières
- D'un contrat de prestation de livraison de sable avec un opérateur agréé.
- D'une lettre adressée au DG avec accord préalable

- D'une copie de l'assurance des camions déjà possédés et en utilisation
- D'un contrat dûment signé l'engageant à souscrire chaque année à une assurance tout risque pour le camion
- Un engagement de gager le camion à acheter au profit de WAGES
- **Montant** : Le montant maximal est de cinquante millions (50 000 000) FCFA.
- **Durée** : La durée du crédit est fixée à maximum de 60 mois avec possibilité de 2 mois de différé
- **Taux d'intérêt** : Le taux d'intérêt est de 12 à 14% dégressif l'an.
- **Garanties** : Des sûretés réelles et/ou personnelles sont demandées aux clients conformément à la politique en vigueur et/ou les camions déjà acquis sont mis en gage en complément de la sureté réelle lorsque la valeur de celle-ci ne couvre pas le montant du crédit. Le camion acheté sera gagé auprès de WAGES
- **Caution financière** : Elle est fixée à 15%
- **Epargne obligatoire** : Le client constituera au cours du remboursement une épargne obligatoire de 100.000 FCFA (pour les montants de crédit inférieurs à 25 millions) et 150 000 FCFA (pour les montants de crédit supérieur strictement à 25 millions) par mois à chaque remboursement durant toute la période de remboursement.

Crédit investissement

Peuvent bénéficier des crédits d'équipement de la WAGES, les clients individuels ou personnes morales disposant d'une autorisation d'établissement délivrée réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ou disposant d'une autorisation.

- **Destination** ; Les crédits d'équipement sont accordés en vue du financement des actifs corporels et incorporels amortissables ainsi que des terrains, servant à des fins professionnelles ou privées. Font partie de ce produit de crédit équipement aussi, les parties d'immeubles servant à des usages non professionnels, le matériel roulant ainsi que les stocks de matières premières ou de produits finis
- **Montant** ; Le montant maximal est de 50 millions
- **Durée** ; La durée du crédit d'équipement est fixée en fonction de la nature de l'investissement avec un maximum de 60 mois.
- **Taux d'intérêt** ; Le taux d'intérêt est de 12% à 14% dégressif l'an
- **Assurance** ; Le taux de la prime d'assurance dépend de l'assureur. Il peut varier de 2 à 3%.

- **Remboursement ;** Les remboursements se font par mensualités constantes. Dans des cas particuliers, une période de différé maximale de 2 mois pour le remboursement du principal peut être accordée lors de l'octroi du prêt.

2-1-3- Le transfert d'argent

En partenariat avec ECOBANK TOGO, WAGES offre aussi un service de transfert d'argent (Western Union) permettant à ses clients d'envoyer et de recevoir de l'argent de par le monde. En partenariat avec WARI, WAGES offre un service de transfert d'argent et de paiement de facture WARI

En partenariat avec la banque atlantique, WAGES offre le service de transfert d'argent MONEY GRAM et RIA.

WAGES a également développé les produits de mobile banking avec les opérateurs de téléphonie Togocel (Tmoney) et Moov (Flooz).

2-2-Les services non financiers :

La formation : WAGES forme dans les domaines économique et social. Les modules développés sont :

-  La gestion de l'épargne / crédit
-  La gestion financière
-  Le marketing
-  La tenue des documents comptables
-  L'alphabétisation fonctionnelle
-  La sensibilisation sur le SIDA et le paludisme
-  Les techniques de transformation et de production
-  La gestion des exploitations agricoles
-  Etc.

L'appui institutionnel : Cet appui concerne essentiellement le renforcement de bases juridiques des groupes, groupements, organisations professionnelles paysannes et associations.

Les textes juridiques mis à la disposition des groupes de solidarité et des associations leur permettent d'asseoir une base juridique saine. Afin de faciliter la rédaction de ces textes dans les groupes, il leur est proposé des projets de statuts et de règlement intérieur qu'ils adaptent aux réalités de leurs groupes respectifs.

III- ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

III-1- ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION

L'année 2024 fut une année de stabilité des activités. L'institution a entrepris depuis 2023, la reprise effective de ses activités depuis la pandémie à la COVID19. La construction du siège de l'institution s'est poursuivie ainsi que la construction effective d'une agence.

A travers lesdites actions, l'année 2024 s'est terminée avec un résultat excédentaire. Néanmoins, et afin d'améliorer la performance des exercices à venir, et assurer une pérennité de l'institution, la réalisation d'une analyse financière s'avère nécessaire voire inévitable. Cette analyse permettra d'éprouver les résultats obtenus sur ledit exercice et ainsi tirer des leçons en vue de prendre des décisions de gestion pour l'exercice à venir afin d'améliorer les performances de l'institution.

Ainsi, afin d'opérer une bonne analyse financière, le reclassement des comptes par catégorie est une étape importante. Pour cette année 2024, le reclassement ci-après est réalisé sur les trois derniers exercices :

Tableau n° 1 : Données d'exploitation

	RUBRIQUES	2022	2023	2024
1	Produits financiers	3 120 129 794	3 657 024 829	3 659 012 396
2	Charges Financières	296 275 215	372 779 409	444 556 438
3	Produits financiers nets (PFN)	2 823 854 579	3 284 245 420	3 214 455 958
4	Frais de Personnel	1 558 127 039	1 688 755 266	1 636 987 499
5	Impôts et taxes	10 667 346	12 157 610	16 651 978
6	Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	646 065 065	875 581 446	961 632 027
7	Dotation au fonds pour risque financiers généraux	-	-	-
8	TOTAL FRAIS GENERAUX	2 214 859 450	2 576 494 322	2 615 271 504
9	Autres produits	13 701 622	12 653 901	17 816 855
10	Autres reprises de provisions	154 162 904	5 678 609	63 803 811
11	Achat et variations de Stocks	- 4 933 961	- 1 047 864	248 094
12	- Dotations aux amortissements	123 683 848	131 850 746	132 008 432
13	- Dotations aux provisions pour risques et charges	187 660 685	128 642 418	133 066 469
14	RESULTAT AVANT DEDUCTION PROV SUR CREDIT	470 449 083	466 638 308	415 482 126

	RUBRIQUES	2022	2023	2024
15	Reprise Provisions sur créances en souffrance et récupération sur créances amorties	679 097 544	579 722 930	723 973 344
16	Prov./Pertes sur crédits en souffrances	634 483 460	610 338 901	935 243 212
17	RESULTAT SUR LA QUALITE DU PORTEFEUILLE	44 614 084	- 30 615 971	- 211 269 869
18	RESULTAT D'EXPLOITATION	515 063 167	436 022 337	204 212 257
19	Produits Exceptionnels (Hors Quotes Parts)	17 033 001	78 389 720	109 104 126
20	Charges Exceptionnelles	10 790 127	111 637 336	63 914 503
21	RESULTAT EXCEPTIONNEL (15-16)	6 242 874	- 33 247 616	45 189 623
19	Impôt	10 000 000	9 973 294	10 419 819
24	Subventions reçues	22 027 588	34 689 330	33 299 342
26	RESULTAT NET AVEC SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS	533 333 629	427 490 757	272 281 403

Notre analyse débutera par celle des comptes d'exploitation des trois derniers exercices reclassés en soldes intermédiaires de gestion qui nous permettra d'analyser les performances de cet exercice et l'évolution de l'institution sur les trois (03) dernières années.

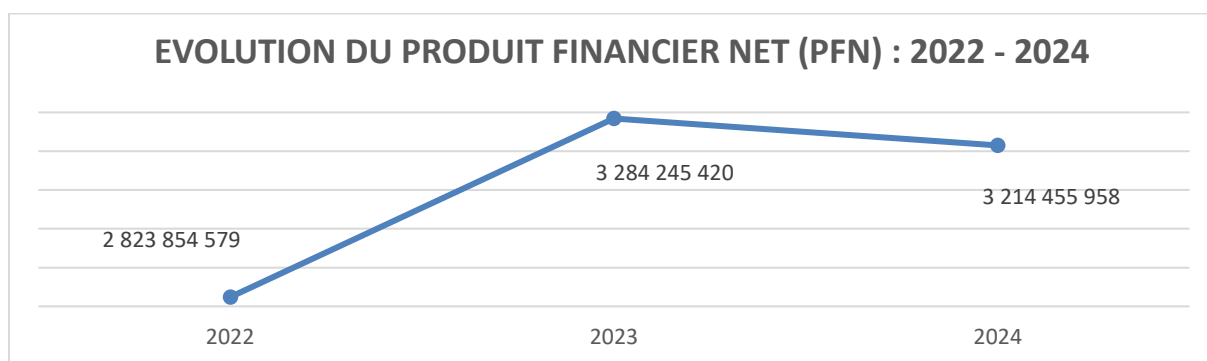
Pour débiter l'analyse des données d'exploitation, le premier élément qui ressort est la stabilité des produits financiers. Ils n'ont pas connu d'évolution particulière car ils présentent juste un écart excédentaire de 1 987 567 FCFA par rapport à 2023. Elle s'explique par le fait que l'encours de crédit n'a pas elle aussi connu de croissance au cours de l'exercice 2024. Elle est restée stationnaire.

Le second élément important à noter est la hausse des charges financières de 19,25%. Cette hausse s'explique par l'accroissement de l'épargne libre et des DAT et le recours aux emprunts afin de pouvoir répondre aux demandes de financement des clients de WAGES et à la construction du siège.

La stabilité des produits financiers confrontée à la hausse des charges financières s'est traduite par une baisse légère de 2,12% des produits financiers nets pour cette année 2024, les portant à un montant de 3,214 milliards contre 3,284 milliards en 2023.

Le graphique suivant retrace l'évolution du Produit Net Financier (PNF) sur les 3 derniers exercices.

Graphique N° 1 :



Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, le PFN a connu une légère baisse de 2023 à 2024 mais reste supérieur par rapport au niveau de l'année 2022.

Afin de mieux apprécier la rentabilité de l'institution, l'évolution du Produit Net Bancaire seul ne suffit pas. Il faut également analyser l'évolution des frais généraux qui impacte le PFN pour la détermination du résultat d'exploitation.

Sur les frais généraux, pour cette année 2024, une hausse de 1,51% est enregistrée, soit en valeur absolue une augmentation de 38 777 182 FCFA contre une hausse de 16,33% soit en valeur absolue un montant de 361 634 872 FCFA en 2023. Ceci dénote une maîtrise des charges pour cet exercice 2024.

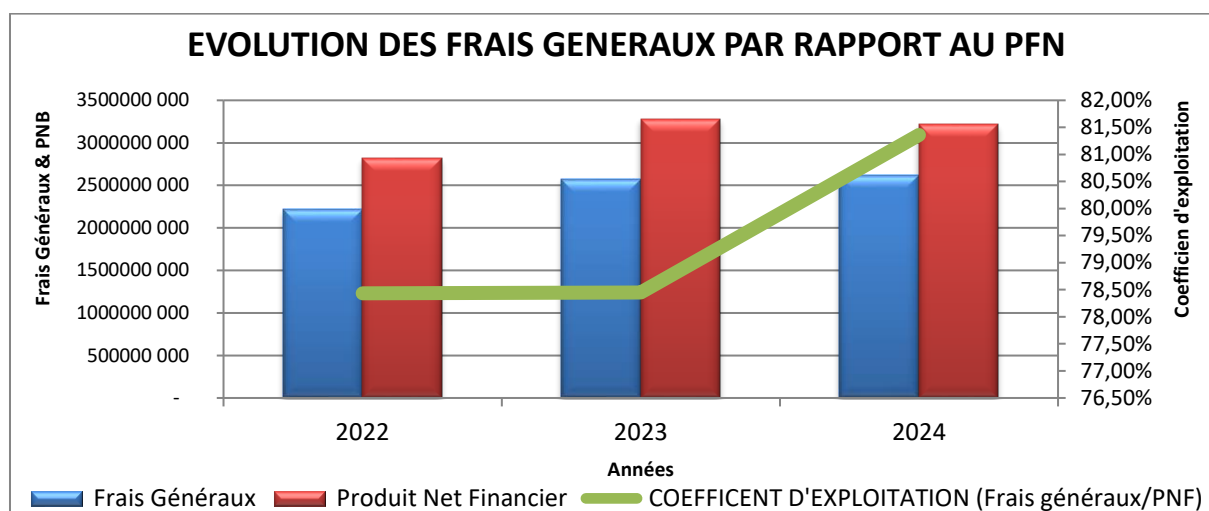
Afin de pousser l'analyse et de mesurer l'impact de cette hausse des frais généraux sur cet exercice, le coefficient d'exploitation constitue un bon élément car il est le rapport des frais généraux (ou charges d'exploitation, soit les salaires, loyers, autres services...) sur le PFN. Il permet de mesurer le poids de ces charges dans la richesse créée par le SFD. Plus ce ratio est élevé, plus la richesse est perdue dans des dépenses de fonctionnement.

Tableau N° 2 : Calcul du coefficient d'exploitation

RUBRIQUES	2022	2023	2024
Frais Généraux	2 214 859 450	2 576 494 322	2 615 271 504
Produit Net Financier	2 823 854 579	3 284 245 420	3 214 455 958
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (Frais généraux/PNF)	78,43%	78,45%	81,36%
Résultat Net	533 333 629	427 490 757	272 281 403
Résultat Net / PNF	18,89%	13,02%	8,47%

Les graphiques ci-dessous illustrent l'évolution des frais généraux, du Produit Net Financier, du coefficient d'exploitation ainsi que celle des résultats de WAGES.

Graphique N° 2 :



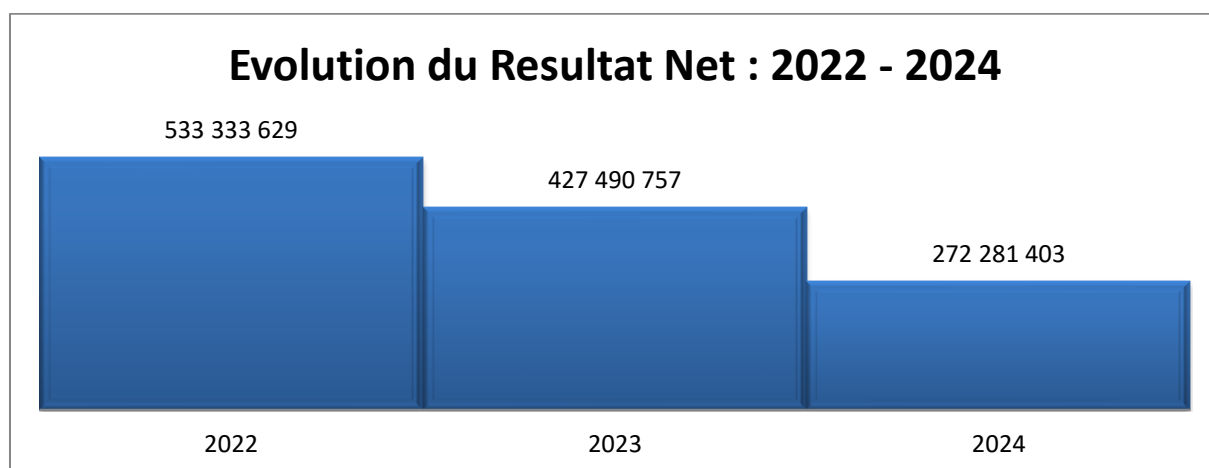
Une hausse est constatée sur le coefficient d'exploitation qui est passé de 78,45% en 2023 à 81,36% en 2024. Cette augmentation s'explique par la baisse légère des Produits Financiers Net et la légère hausse des frais généraux.

Cette augmentation du coefficient d'exploitation impacte le résultat avant déduction des provisions sur crédits qui se chiffre à 415 482 126 FCFA en 2024 contre 466 638 308 FCFA en 2023.

A ce résultat, vient s'ajouter un résultat sur la qualité du portefeuille déficitaire de 211 269 869 FCFA et résultat exceptionnel excédentaire de 45 189 623 FCFA.

De ces résultats précédents, viennent se déduire les impôts pour un montant de 10 419 819 FCFA et s'ajouter les subventions pour un montant de 33 299 342 FCFA. Tout cela permet à WAGES de dégager un résultat net excédentaire de 272 281 403 FCFA.

Graphique N° 3 :



III-2- SITUATION PATRIMONIALE

Pour une analyse plus complète de l'évolution de WAGES, un examen des grandes masses de la situation patrimoniale sur les trois dernières années est fondamental.

Reflétant l'image complète de la structure financière de WAGES, le bilan condensé sur les exercices 2022 à 2024, nous permettra de voir l'évolution des grandes masses.

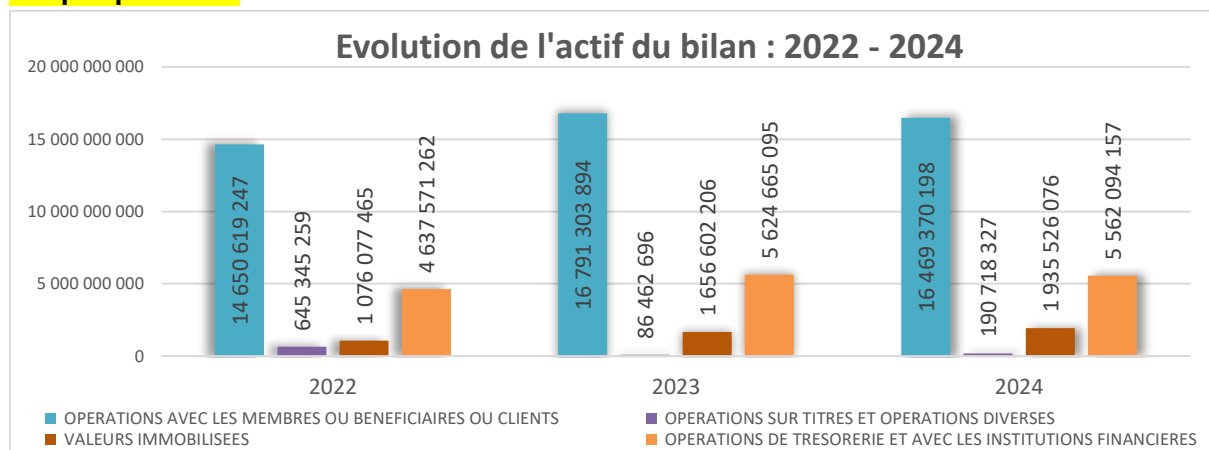
Tableau n°4 : Bilan condensé

ACTIF	2022	2023	2024
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	4 637 571 262	5 624 665 095	5 562 094 157
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	14 650 619 247	16 791 303 894	16 469 370 198
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	645 345 259	86 462 696	190 718 327
VALEURS IMMOBILISEES	1 076 077 465	1 656 602 206	1 935 526 076
TOTAL ACTIF	21 009 613 233	24 159 033 891	24 157 708 758
PASSIF	2022	2023	2024
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 519 812 827	2 477 085 482	2 173 967 759
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	14 296 961 359	16 052 336 994	16 123 649 864
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	354 260 941	487 769 611	798 436 080
PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	4 838 578 106	5 141 841 804	5 061 655 055
TOTAL PASSIF	21 009 613 233	24 159 033 891	24 157 708 758

Analyse des éléments d'Actif

De l'analyse du bilan condensé ci-dessus, nous constatons que l'actif total est resté constant de 2023 à 2024. Le graphique suivant vous présente l'évolution des agrégats de l'actif du bilan de WAGES sur les trois derniers exercices.

Graphique N° 4 :



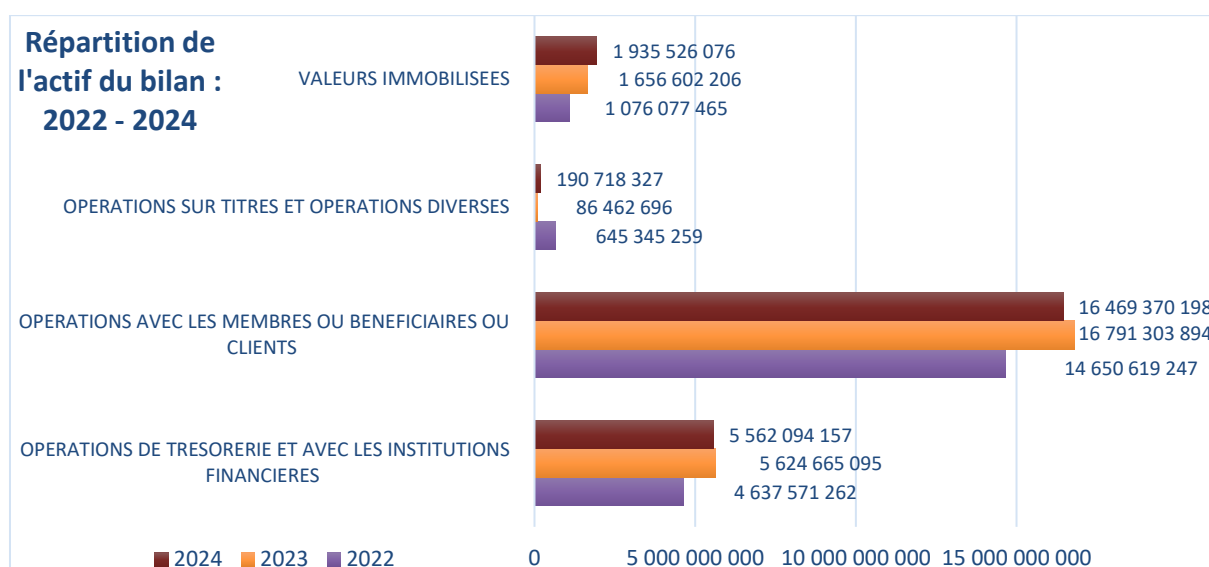
L'analyse individuelle de chaque poste d'actif nous permettra d'explorer plus en détail l'évolution du patrimoine sur l'exercice 2024.

Les opérations avec les membres bénéficiaires et clients :

Constituant au 31 décembre 2024, 68,17% du total actif, cette masse est la plus importante et constitue le moteur de production. De 2023 à 2024 les « **opérations avec les membres bénéficiaires et clients** » ont connu une très légère baisse de 1,92%. Cette baisse s'explique par le ralentissement des activités économiques dans la sous-région et au Togo.

Le graphique suivant illustre l'évolution de chacun de ces éléments de ce poste sur les 3 dernières années.

Graphique N° 5 :



En dehors du poste phare ci-dessus analysé, des commentaires portent sur les postes suivants de la surface financière de l'actif :

Les Immobilisations :

Une hausse de 16,84% est constatée sur les immobilisations au cours de l'exercice 2024. Le total net des immobilisations est passé de 1 656 602 206 FCFA de 2021 à 1 935 526 076 FCFA soit une évolution de 278 923 870 FCFA. Cela est dû l'enregistrement en immobilisations en cours des avances consenties aux prestataires pour la construction du siège et la construction de l'agence de Kaboli.

Graphique N° 6 :



Les Opérations de trésorerie et avec les Institutions financières :

Se chiffrant à un total de 5,562 milliards de francs CFA, ce n'a connu qu'une infime baisse de 62 570 938 FCFA de 2023 à 2024. Il est composé essentiellement de quatre rubriques à savoir :

- Les valeurs en caisse : 410 274 993 FCFA soit 7,38% du total du poste ;
- Les Comptes ordinaires chez les institutions financières : 792 529 421 FCFA soit 14,25% du total ;
- Les dépôts de garantie et dépôts à terme chez les institutions financières : 4 350 000 000 FCFA soit 78,21% du total.
- Les créances rattachées : 9 289 743 FCFA soit 0,17% du total.

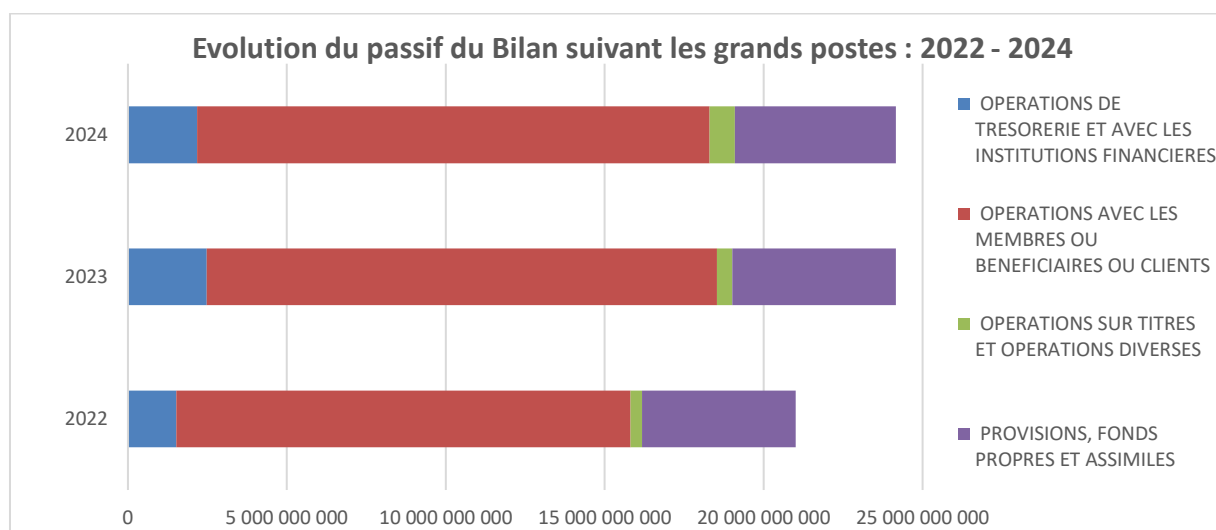
Les Opérations Diverses :

Ce poste a connu une hausse de 120,58% par rapport à l'année 2024 en passant de 86,462 millions de FCFA à 190,718 millions de FCFA.

Analyse des éléments du Passif

Comme pour les postes de l'actif, les postes du Passif sont reclassés en quatre grandes masses pour faciliter l'analyse.

Graphique N° 7 :



Les Opérations avec les institutions financières :

Etant un poste du passif et comme le dit son nom, ce poste est composé des dettes de WAGES envers les autres institutions financières que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Ce poste a enregistré globalement pour 2024, une baisse de 12,24% s'expliquant par la non sollicitation de concours supplémentaire face à la stabilité de l'encours au cours de cette année.

Graphique N° 8 :



Les opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients

Représentant 66,74% du passif et se chiffrant à un montant total de **16 123 649 864 FCFA**, ce poste est la plus importante ressource, autre que les fonds propres sur lequel WAGES finance son activité. Il a connu au cours de cet exercice une très légère hausse de **71 312 870 FCFA**. Cette croissance en valeur absolu dénote que tous les efforts mis en œuvre par l'institution pour

la mobilisation de l'épargne donnent des résultats louables. Il se décompose en quatre grands éléments :

✚ **Les Comptes ordinaires** : Composés des épargnes volontaires des clients (Epargnes libres), les comptes ordinaires se chiffrent à 8 319 988 784 FCFA et représentent 51,60% des opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients. Ils ont connu une croissance de 3,67% soit un montant de 294 263 995 FCFA de 2023 à 2024. Ils se décomposent comme suit au 31 décembre 2024 :

- Comptes ordinaires des Membres Associations : **155 142 419 soit 1,86%**
- Comptes ordinaires des membres EPI : **7 017 544 878 FCFA soit 84,35%**
- Comptes ordinaires des membres TONTINE : **1 091 375 278 FCFA soit 13,12%**
- Comptes ordinaires des membres : Zone Rurale : **8 084 806 FCFA soit 0,10%**
- Comptes ordinaires des membres PSAEG : **4 882 413 FCFA soit 0,06%**
- Comptes ordinaires des membres : Domiciliation salaire : **42 958 990 FCFA soit 0,52%.**

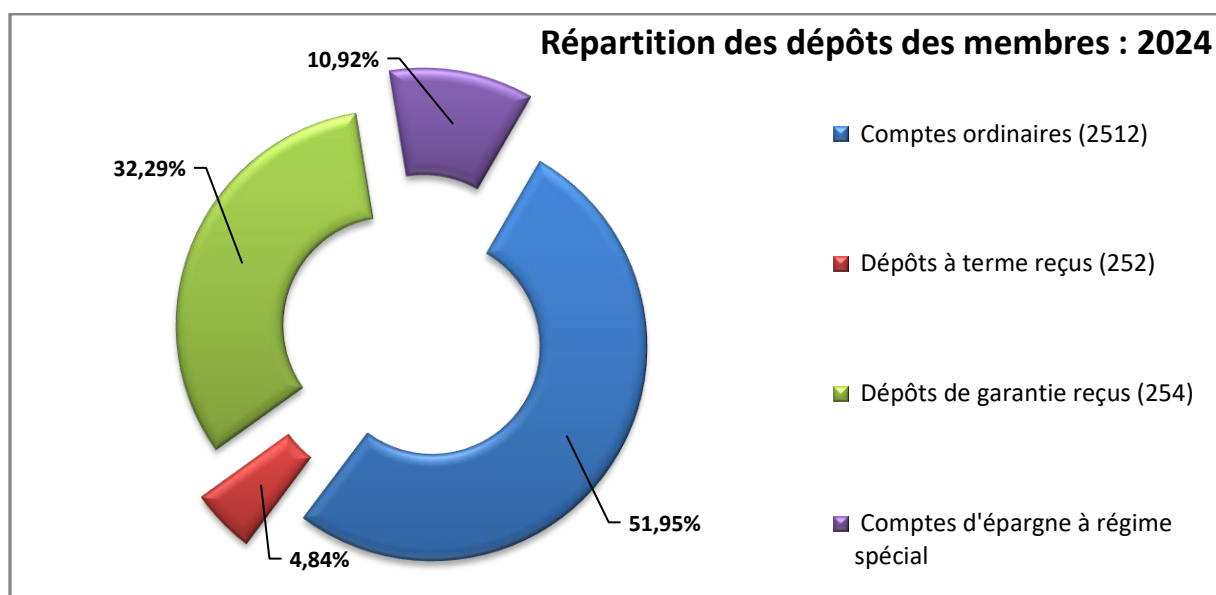
✚ **Les Dépôts à terme reçus** : les dépôts à terme ont connu une baisse de **13,75%** sur l'exercice 2024 et se chiffrent à **775 850 000 FCFA.**

✚ **Les Dépôts de garantie reçus** : Constitués des cautions des clients dans le but de bénéficier des produits de crédit de WAGES, et représentant en majorité le quart (1/4) du montant du crédit demandé, les dépôts de garanties représentant 32,07% de ce poste, et se chiffrent à **5 170 787 361 FCFA** en 2024.

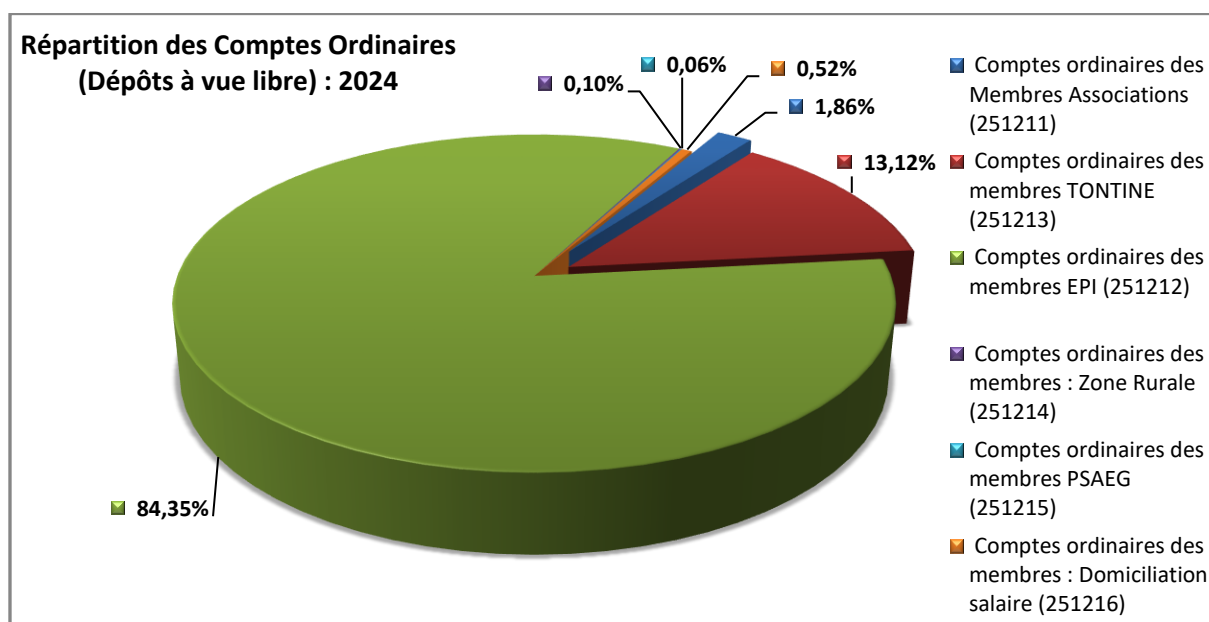
✚ **Autres Dépôts reçus** : Ils sont constitués des comptes épargne vieux jours. Ils ont connu en 2024 une croissance de 1,85% et représentent 10,84% des dépôts des membres.

Les deux graphiques suivants illustrent parfaitement les commentaires réalisés ci-dessus.

Graphique N° 9 :



Graphique N°10 :



Les opérations sur titres et opérations diverses

Le poste « **Opérations sur Titres et Opérations Diverses** » qui est constitué par les mouvements des créditeurs divers et des sous postes de régularisation du passif, a, au cours de l'exercice 2024, connu une hausse de 63,69% en passant de 487,769 millions de francs CFA à 798,436 millions de francs CFA.

Provisions fonds propres et assimilés :

Constituant la ressource de base de toute institution, le poste « **Provisions fonds propres et assimilés** » a connu une très légère baisse de 80 186 749 FCFA au cours de l'exercice 2024. Il se décompose comme suit :

- **Les Subventions d'investissement** : d'un montant de 20,209 millions, il est composé du solde des subventions (Don en immobilisation des partenaires ou de l'état) après déduction des quotes parts (prise en compte des amortissements des immobilisations données).
- **Les fonds affectés** : d'un montant total de 17,824 millions, il est composé des fonds de garanties des partenaires (Etat Togolais et INADES Formations) en couverture des risques (**risques de non-paiement**) sur les crédits octroyés dans le cadre des projets pilotés de commun accord avec lesdits partenaires.
- **Les fonds de crédit** : Composés de fonds mis à la disposition de WAGES par l'Etat et des institutions comme le PRADEB, le FAIEJ, dans le cadre de projets et dans le but d'octroyer des crédits à des populations cible bien spécifique selon les termes des projets. Les fonds de crédits se chiffrent à 96,426 millions au 31 décembre 2024.
- **Les Provisions pour Risques et Charges** : elles sont essentiellement constituées des provisions pour charge de retraite des membres du personnel de WAGES, mais aussi des autres provisions pour litiges. Ils se chiffrent au 31 décembre 2024 à un montant total de 130,649 millions.

- **Les Réserves** : Ce poste est composé des réserves obligatoires de 15% du résultat que WAGES dote chaque année et des autres réserves constituées par l'Assemblée Générale. Il s'élève à 2,068 milliards au 31 décembre 2024.
- **Les Fonds de Dotation** : ce poste est composé principalement de ligne de crédit non remboursable de CARE international et se chiffre donc au 31 décembre 2024, à 132,356 millions.
- **Le Report à Nouveau** : Composé de la dotation de 85% du résultat de chaque exercice (Résultat après dotation de 15% de la réserve obligatoire) et des résultats déficitaires, il se chiffre à 2,322 milliards au 31 décembre 2024.
- **Le résultat de l'exercice** : Un résultat net de **272 281 403 FCFA** est enregistré sur cet exercice 2024.

III-2- RAPPORT AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS ET D'AIDE AU DEVELOPPEMENT 2024

Pour maintenir sa croissance et avoir des ressources disponibles pour satisfaire les demandes des crédits de ses membres, WAGES sollicite auprès des partenaires locaux et étrangers des financements pour atteindre ses objectifs.

- Les partenaires locaux

BANQUE ATLANTIQUE

Le partenariat avec la banque atlantique s'est poursuivi au cours de l'année 2024. WAGES a des contrats de transfert Money Gram et RIA avec la Banque Atlantique. Au 31/12/24, WAGES à un encours de crédit de 604 245 451 (Six Cent Quatre Millions Deux Cent Quarante Cinq Mille Quatre Cent Cinquante Un) francs CFA auprès de la BANQUE ATLANTIQUE. WAGES dispose aussi d'un DAT de 800 000 000 (Huit Cent Millions) de Francs CFA au 31/12/24.

BIA

Comme par le passé, le fructueux partenariat entre WAGES et la BIA se passe de tout commentaire en 2024. WAGES mouvemente ses comptes à la BIA par des opérations de dépôts et de retraits en vue de satisfaire ses clients. Au 31/12/24, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BIA.

SUNU BANK

Le partenariat entre WAGES et SUNU BANK se poursuit convenablement. Au 31/12/24, WAGES a un encours de crédit de 240 015 112 (Deux Cent Quarante Millions Quinze Mille Cent Douze) auprès de SUNU BANK. WAGES dispose aussi d'un DAT de 800 000 000 (Huit Cent Millions) de Francs CFA au 31/12/24.

BTCI

Le partenariat avec la BTCI se poursuit normalement par les opérations de dépôt et de retrait en vue de satisfaire nos clients. Au 31/12/24, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BTCI.

NSIA BANQUE

Les mouvements continuent sur le compte courant et au 31/12/24, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la NSIA BANQUE.

CORIS BANK

Le partenariat entre CORIS BANK et WAGES se poursuit normalement à la grande satisfaction des deux parties. L'encours au 31/12/24 est de 394 225 567 (Trois Cent Quatre Vingt Quatorze Millions Deux Cent Vingt Cinq Mille Cinq Cent Soixante Sept) Francs CFA. Aussi, WAGES dispose d'un DAT de 750 000 000 (Sept Cent Cinquante Millions) de Francs CFA au 31/12/24.

ECOBANK

Le partenariat entre ECOBANK et WAGES se poursuit avec grande satisfaction au 31/12/24.

Aussi, est-il à souligner que le contrat de location de coffre-fort signé avec Ecobank en 2008 pour la conservation du double des sauvegardes de notre système hors de nos locaux pour la sécurité des données est toujours en vigueur.

ORABANK

Le partenariat entre ORABANK et WAGES se poursuit avec grande satisfaction. WAGES a des contrats de transfert rapide d'argent WESTERN UNION, SMALL WORLD avec ORABANK. Au 31/12/24, WAGES a des engagements auprès de l'ORABANK pour un encours total de 788 536 403 (Sept Cent Quatre Vingt Huit Millions Cinq Cent Trente Six Mille Quatre Cent Trois). Aussi, WAGES dispose d'un DAT de 2 000 000 000 (Deux Milliards) de Francs CFA au 31/12/24.

UTB

Ce compte enregistre seulement les opérations de dépôts et de retrait et de virement permanent des clients de WAGES. Outre cela, il n'y a pas d'engagement auprès UTB au 31/12/24.

BDM

Ce compte enregistre seulement les opérations de dépôts et de retraits et de virement permanent des clients de WAGES. Il n'y a pas d'engagement auprès BDM au 31/12/24.

BSIC

Ce compte enregistre les opérations de dépôts et de retrait et de virement permanent des clients de WAGES. WAGES n'a pas d'engagement auprès BSIC au 31/12/24.

FNFI

Comme par le passé, WAGES poursuit toujours l'octroi de ces prêts aux désireux. Au 31/12/24 WAGES a un encours de 88 341 332 (Quatre Vingt Huit Millions Trois Cent Quarante Un Mille Trois Cent Trente Deux) FCFA auprès de FNFI.

AFD

Le partenariat entre l'AFD et WAGES se poursuit par des rencontres périodiques avec échanges des correspondances entre les deux institutions. Au 31/12/24, WAGES n'a pas d'engagement auprès de l'AFD.

PARESOC

Le partenariat entre PARESOC et WAGES ne s'est plus poursuivi depuis 2008 mais jusqu'alors il y a un engagement de 4.900.000 (Quatre Millions Neuf Cent Mille) F CFA que WAGES doit honorer.

- Les partenaires étrangers.

BANCA ETICA

Le partenariat entre WAGES et BANCA ETICA se poursuit normalement. Au 31/12/24, WAGES a un encours de crédit de 23 258 248 (Vingt Trois Millions Deux Cent Cinquante Huit Mille Deux Cent Quarante Huit) auprès de BANCA ETICA.

ALTERFIN

WAGES dispose d'une part sociale pour un montant de 250 Euros soit 163 989 Francs CFA dans le capital d'ALTERFIN depuis le **23 avril 2008**.

FEFISOL

Le partenariat entre FEFISOL et WAGES s'est poursuivi au cours de 2024 par des échanges. WAGES n'a pas d'engagement auprès de FEFISOL au 31/12/24.

FIG (PHILEA)

WAGES a des parts sociales à FIG pour un montant total en Francs CFA de Sept Millions Cinq Cent Quatre Mille Neuf Cent Cinquante Deux (7.504.952).

ETIMOS

WAGES détient 12 parts dans son capital social pour un montant total en Francs CFA de Deux Millions Trente Mille Huit Cent Quarante Trois (2.030.843).

SIDI

WAGES n'a pas d'engagement auprès de SIDI au 31/12/24 mais des correspondances se font entre les deux institutions.

IV-ANALYSE DU PORTEFEUILLE

VI-1- ACTIVITES DE CREDIT

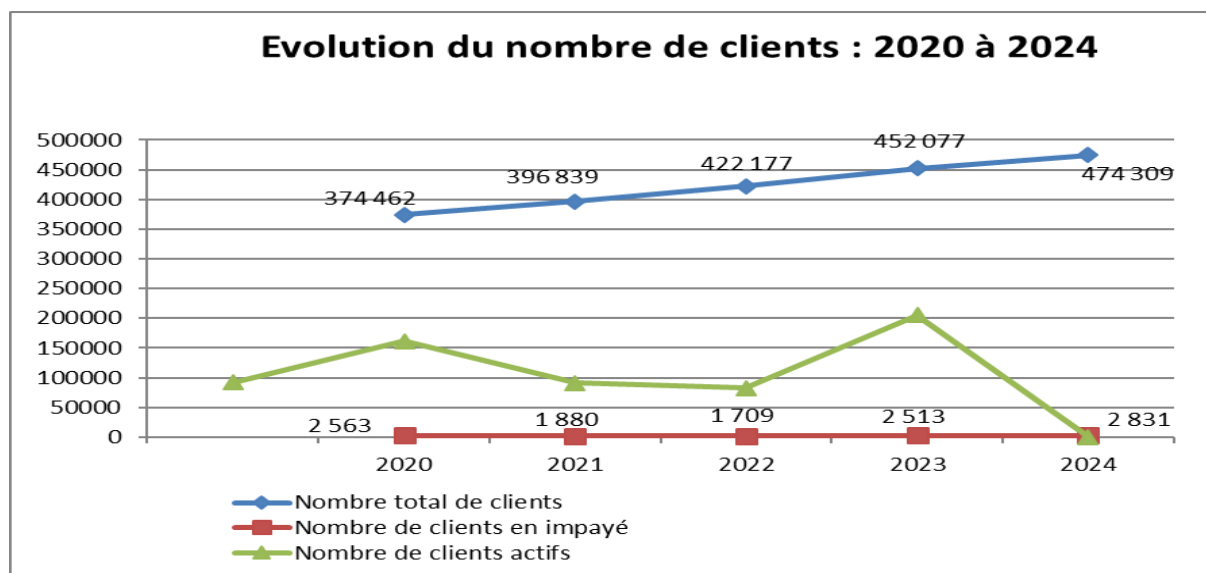
Tableau n°5 : Evolution de la clientèle de 2020 à 2024

EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS: 2020 à Décembre 2024						
Années	2020	2021	2022	2023	2024	VARIATION (2023 à 2024)
Nombre total de clients	374 462	396 839	422 177	452 077	474 309	4,9%
Nombre de clients actifs	91 787	161 376	90 743	82 349	205 387	149,4%
Nombre de clients en impayé	2 563	1 880	1 709	2 513	2 831	12,7%

WAGES a enregistré en 2024, une progression du nombre de clients de 4.9%.

Les difficultés connues par les opérateurs économiques clients de WAGES au cours de l'année 2024 sont gérées au cas par cas. Malheureusement, en 2024, la timide reprise des activités n'a pas permis à WAGES d'améliorer la qualité et la quantité du portefeuille.

Graphique n°11 :

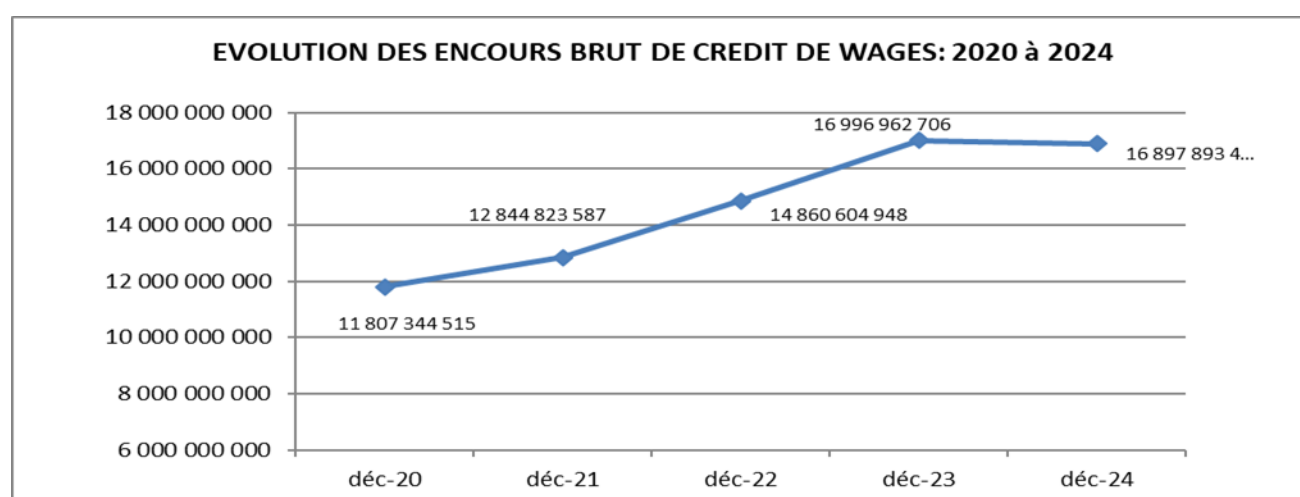


IV-1 -1- Analyse du portefeuille brut de crédit

Tableau n°6: Evolution de l'encours brut de crédit de 2020 à 2024

EVOLUTION DES ENCOURS BRUT DE CREDIT DE WAGES: 2020 à 2024						
PRODUIT	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23	déc-24	VARIATION (2023 à 2024)
Encours de crédit	11 807 344 515	12 844 823 587	14 860 604 948	16 996 962 706	16 897 893 480	-0,6%

Graphique n°12 :



L'encours de crédit a connu est restée relativement stable après une baisse en 2020 et un léger rebond entre 2021 et 2023. Il a connu une augmentation de 14,4% à cause du renouvellement des crédits par les clients qui ont connu d'énormes difficultés à cause des effets néfastes de la COVID-19 en 2020 et 2021 et l'élargissement de la relation clientèle à travers la création de nouveaux guichets (2 guichets ouverts en 2023) dans les zones périphériques de Lomé (Cinkasse et vakpossito) et l'emprise des anciens guichets dans leur zone d'implantation. Le ralentissement de l'activité à l'échelle nationale et internationale et les mesures prises par les autorités du TOGO pour contrer la pandémie à la COVID en 2020 ont affecté la sortie des crédits entre 2020 et 2023 mais les stratégies mises en œuvre par WAGES en 2023 et 2024, lui ont permis de redynamiser les sorties de crédits prouvant ainsi sa résilience avec comme corollaire une augmentation de l'encours de crédit. Malgré cette prouesse, plusieurs opérateurs économiques ont connu d'énormes difficultés compte tenu de l'environnement économique non stable dans le monde en général et dans la sous-région en particulier (guerre en Ukraine et les

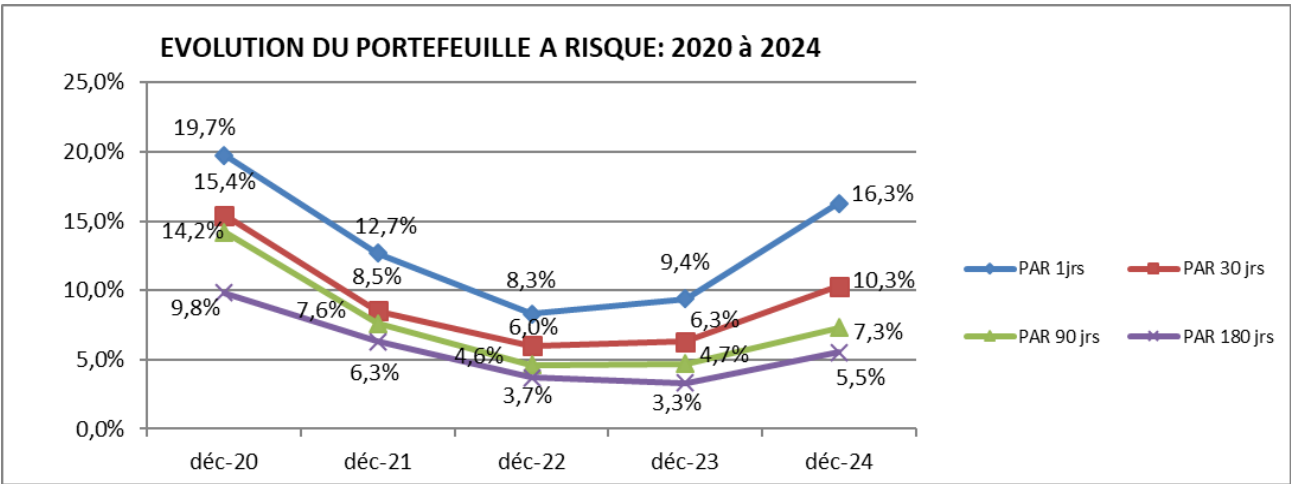
problèmes d'insécurité au sahel). L'encours de crédit en 2024 a connu un léger recul, signe de la fébrilité des activités commerciales dans l'ensemble de l'UEMOA.

IV-1 -2- Analyse du portefeuille à risque

Tableau n°7 : Evolution du portefeuille à risque de 2020 à 2024

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE A RISQUE: 2020 à 2024					
Ages de retard	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23	déc-24
PAR 1jrs	19,7%	12,7%	8,3%	9,4%	16,3%
PAR 30 jrs	15,4%	8,5%	6,0%	6,3%	10,3%
PAR 90 jrs	14,2%	7,6%	4,6%	4,7%	7,3%
PAR 180 jrs	9,8%	6,3%	3,7%	3,3%	5,5%

Graphique n°13 :



L'analyse du tableau permet de constater une augmentation du PAR en 2024 après le pic de dégradation de la qualité du portefeuille en 2020 à tous les niveaux. Cette situation est due aux effets des incendies des marchés de AGOE ASSIYEEY et de KEGUE, des crises au sahel avec des fermetures des frontières au sein de la CEDEAO sans oublié la guerre en UKRAINE et ses conséquences sur les frais de fret à l'international.

IV-1 -3- Analyse du poids de chaque agence dans l'encours de crédit et le portefeuille à risque de WAGES

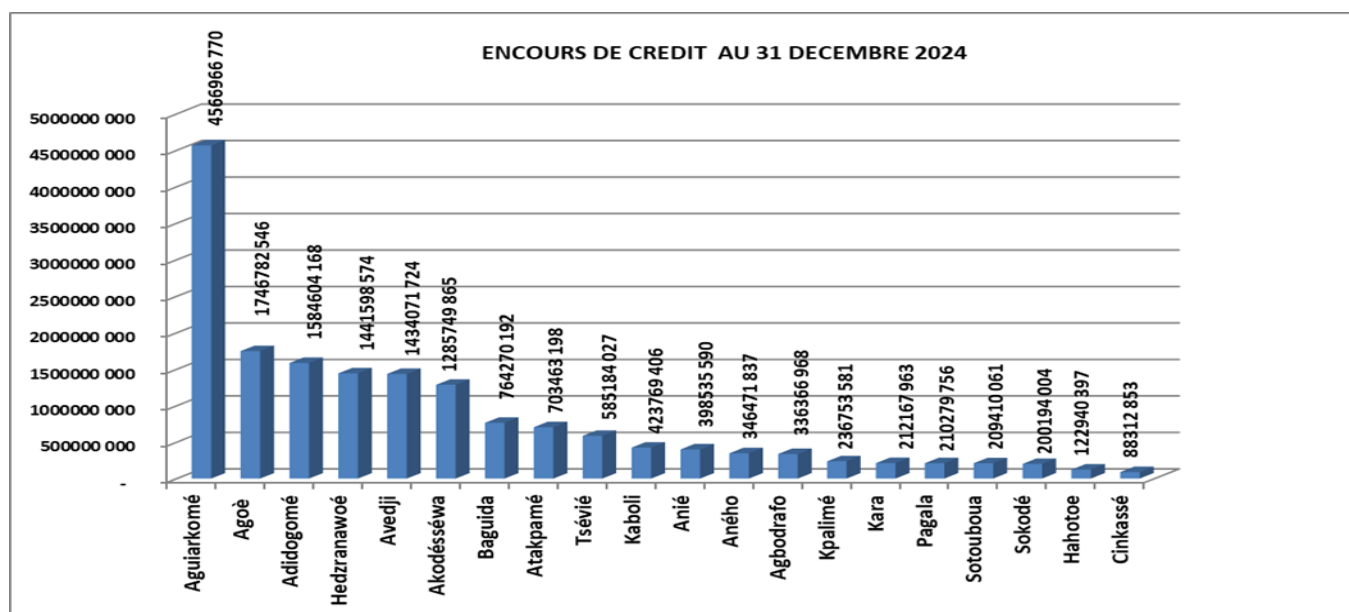
Tableau n°8 : Evolution du portefeuille à risque et de l'encours de crédit par agence

ENCOURS DE CREDIT ET PORTEFEUILLE A RISQUE AU 31 Decembre 2024														
Agence	Encours de crédit	Poids dans l'encours	Encours en retard de plus de 1jour	PAR > 1 Jour	Poids dans le PAR 1 Jour	Encours en retard de plus de 30 jours	PAR > 30 Jours	Poids dans le PAR 30	Encours en retard de plus de 90 jours	PAR > 90 Jours	Poids dans le PAR 90	Encours en retard de plus de 180 jours	PAR > 1 80Jours	Poids dans le PAR 180
Aguiarkomé	4 566 966 770	27,0%	793 143 098	17,4%	4,7%	347 299 382	7,6%	2,1%	246 796 310	5,4%	1,5%	147 642 730	3,2%	0,9%
Agoè	1 746 782 546	10,3%	365 131 077	20,9%	2,2%	298 462 883	17,1%	1,8%	109 630 818	6,3%	0,6%	89 180 116	5,1%	0,5%
Adidogomé	1 584 604 168	9,4%	197 563 734	12,5%	1,2%	168 030 944	10,6%	1,0%	159 762 544	10,1%	0,9%	150 389 760	9,5%	0,9%
Hedzranawoé	1 441 598 574	8,5%	260 835 733	18,1%	1,5%	185 379 276	12,9%	1,1%	161 865 095	11,2%	1,0%	97 225 048	6,7%	0,6%
Avedji	1 434 071 724	8,5%	243 550 332	17,0%	1,4%	135 692 741	9,5%	0,8%	103 757 641	7,2%	0,6%	87 956 155	6,1%	0,5%
Akodésséwa	1 285 749 865	7,6%	209 387 864	16,3%	1,2%	122 004 099	9,5%	0,7%	94 482 324	7,3%	0,6%	77 815 914	6,1%	0,5%
Baguida	764 270 192	4,5%	30 557 380	4,0%	0,2%	24 789 390	3,2%	0,1%	21 932 495	2,9%	0,1%	19 308 399	2,5%	0,1%
Atakpamé	703 463 198	4,2%	180 342 569	25,6%	1,1%	153 286 976	21,8%	0,9%	106 693 460	15,2%	0,6%	101 127 923	14,4%	0,6%
Tsévié	585 184 027	3,5%	68 736 867	11,7%	0,4%	53 172 347	9,1%	0,3%	33 901 347	5,8%	0,2%	26 036 487	4,4%	0,2%
Kaboli	423 769 406	2,5%	28 540 734	6,7%	0,2%	22 660 221	5,3%	0,1%	20 998 223	5,0%	0,1%	8 540 393	2,0%	0,1%
Anié	398 535 590	2,4%	44 773 555	11,2%	0,3%	20 874 515	5,2%	0,1%	18 195 880	4,6%	0,1%	10 341 165	2,6%	0,1%
Aného	346 471 837	2,1%	129 541 595	37,4%	0,8%	87 488 665	25,3%	0,5%	62 121 974	17,9%	0,4%	45 730 924	13,2%	0,3%
Agbodrafo	336 366 968	2,0%	33 446 349	9,9%	0,2%	16 499 813	4,9%	0,1%	13 229 215	3,9%	0,1%	11 070 379	3,3%	0,1%
Kpalimé	236 753 581	1,4%	17 829 164	7,5%	0,1%	9 942 598	4,2%	0,1%	9 128 533	3,9%	0,1%	9 046 338	3,8%	0,1%
Kara	212 167 963	1,3%	19 914 924	9,4%	0,1%	9 514 339	4,5%	0,1%	4 529 236	2,1%	0,0%	3 406 103	1,6%	0,0%
Pagala	210 279 756	1,2%	21 566 496	10,3%	0,1%	11 091 056	5,3%	0,1%	9 213 875	4,4%	0,1%	5 838 760	2,8%	0,0%
Sotouboua	209 410 061	1,2%	26 331 750	12,6%	0,2%	19 210 790	9,2%	0,1%	7 733 650	3,7%	0,0%	6 809 040	3,3%	0,0%
Sokodé	200 194 004	1,2%	33 873 737	16,9%	0,2%	24 697 457	12,3%	0,1%	20 927 506	10,5%	0,1%	17 625 896	8,8%	0,1%
Hahotoe	122 940 397	0,7%	33 060 017	26,9%	0,2%	23 673 407	19,3%	0,1%	17 803 084	14,5%	0,1%	15 804 566	12,9%	0,1%
Cinkassé	88 312 853	0,5%	15 524 525	17,6%	0,1%	12 614 875	14,3%	0,1%	8 215 971	9,3%	0,0%	1 687 328	1,9%	0,0%
	16 897 893 480	100,0%	2 753 651 500	16,3%	16,3%	1 746 385 774	10,3%	10,3%	1 230 919 181	7,3%	7,3%	932 583 424	5,5%	5,5%

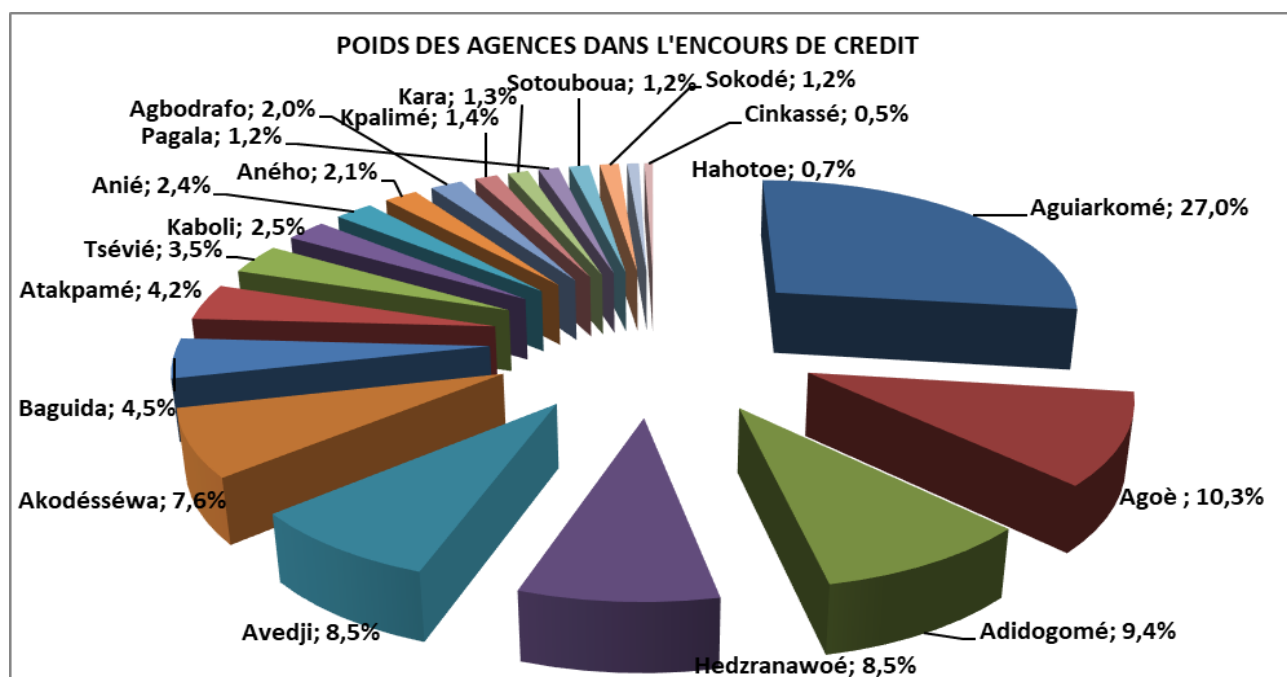
Le tableau indique clairement que ce sont les agences d'Akodessewa,, Hedranawoe, Agoe, Aguiarkome, Tsevié, Hahotoe, Agbodrafo, Aneho, Pagala, Sokodé et Avedji qui ont porté la grande partie des impayés.

En effet, si la situation économique est très morose en général pour tous les opérateurs économiques, les clients dont l'activité est tournée vers l'extérieur (pour les ventes dans la sous-région ouest-africaine) et qui s'approvisionnent en chine et en Europe ont été les plus affectés. Les agences citées ont le plus grand nombre de clients ayant reçu des gros montants et dont les activités sont totalement à l'arrêt. C'est ce qui explique le niveau de dégradation des portefeuilles de ces agences.

Graphique n°14

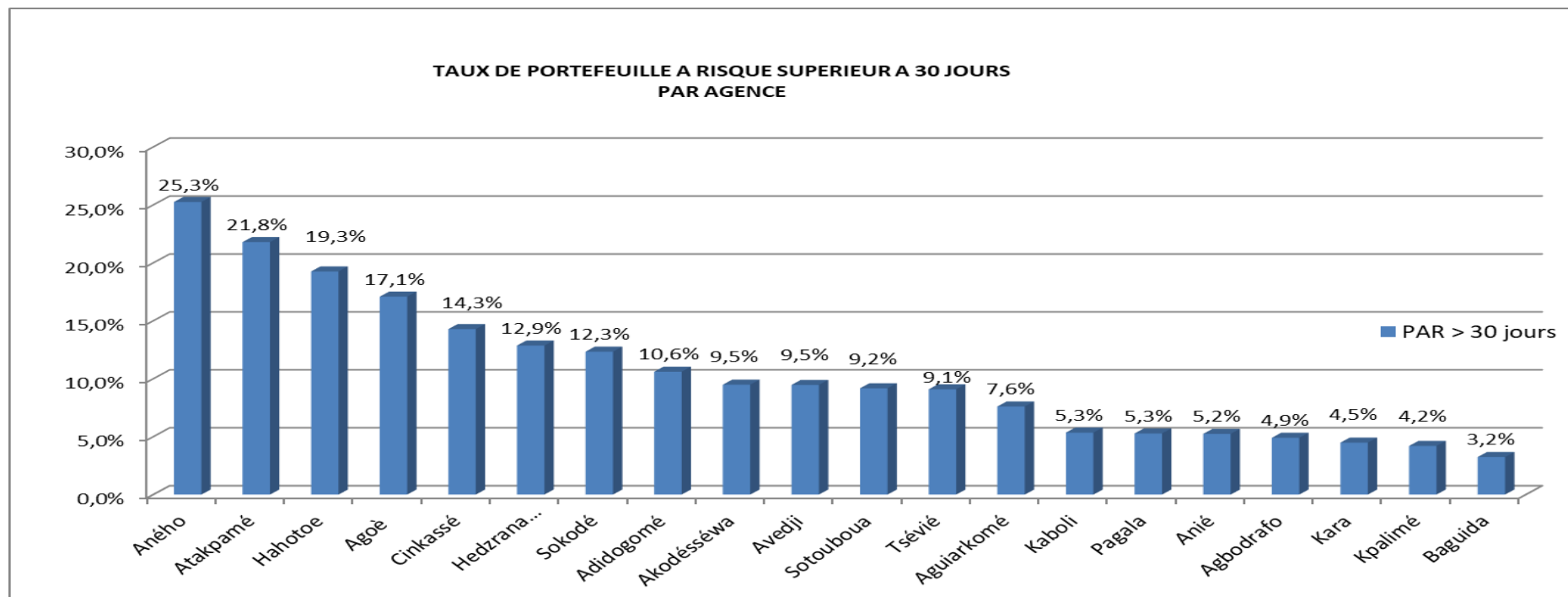


Graphique n°15



Le tableau et les graphiques ci-dessus indiquent clairement que plus de 85% de l'encours de crédit de WAGES est concentré dans la région maritime. Cette situation a poussé WAGES à s'étendre dans la région des savanes et centrale à travers de nouveaux guichets. Cette extension va se poursuivre aussi bien dans les zones périphériques de Lomé mais aussi sur toute l'étendue du territoire national.

Graphique n°16:



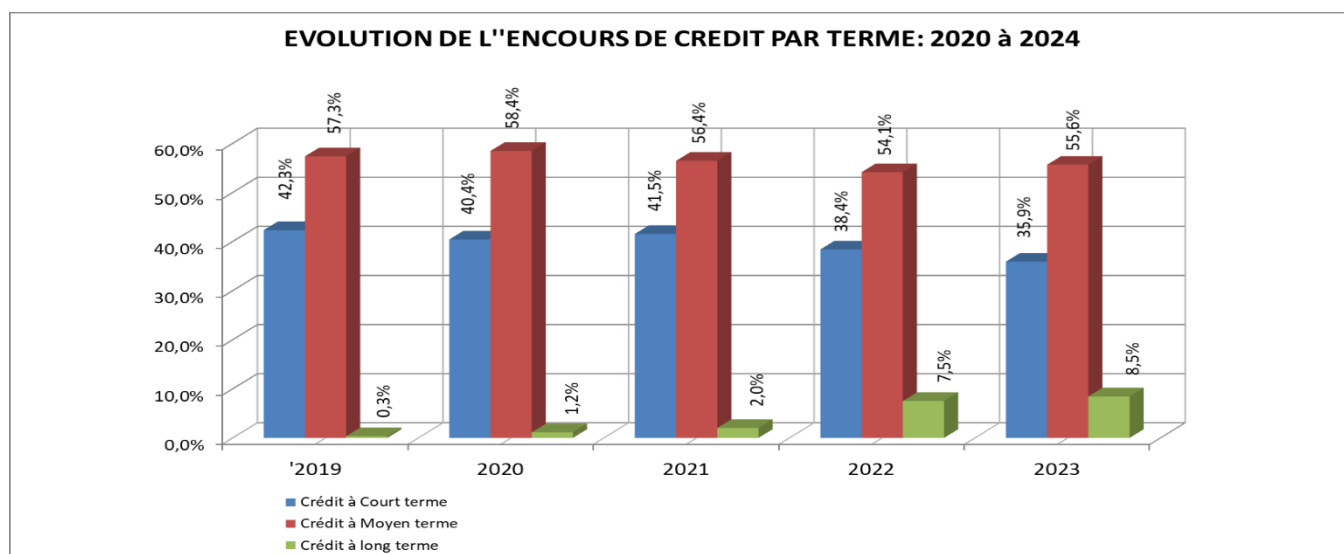
IV-1 -4- Analyse de l'évolution des encours par terme

Tableau n°9 : Evolution de l'encours de crédit par terme de 2020 à 2024

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE CREDIT PAR TERME : 2020 à 2024																				
Crédit par terme	2 020				2 021				2 022				2 023				2 024			
	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant
Crédit à Court terme	4 995 673 631	42,3%	507 646 755	30,3%	5 189 820 322	40,4%	257 114 165	26,3%	6 173 537 592	41,5%	228 364 362	33,2%	6 522 465 603	38,4%	360 420 822	44,9%	6 066 568 753	35,9%	528 827 801	43,0%
Crédit à Moyen terme	6 770 565 480	57,3%	1 156 584 332	69,0%	7 507 256 547	58,4%	709 198 379	72,6%	8 385 787 886	56,4%	447 624 691	65,1%	9 197 431 012	54,1%	433 505 497	54,0%	9 402 988 793	55,6%	661 147 880	53,7%
Crédit à long terme	41 105 404	0,3%	11 804 860	0,7%	147 746 718	1,2%	10 406 358	1,1%	301 279 470	2,0%	11 583 235	1,7%	1 277 066 091	7,5%	9 429 964	1,2%	1 428 335 934	8,5%	40 943 500	3,3%
Total	11 807 344 515	100,0%	1 676 035 947	100,0%	12 844 823 587	100,0%	976 718 902	100,0%	14 860 604 948	100,0%	687 572 288	100,0%	16 996 962 706	100,0%	803 356 283	100,0%	16 897 893 480	100,0%	1 230 919 181	100,0%

La déclinaison de l'encours global de crédit par terme montre que 96.7% de l'encours est constitué de prêts à court et moyen terme. La maturité des ressources disponibles à WAGES ne lui permet pas de faire les prêts à long terme et sa clientèle est beaucoup plus dans les activités génératrices de revenus.

Graphique n°17 :

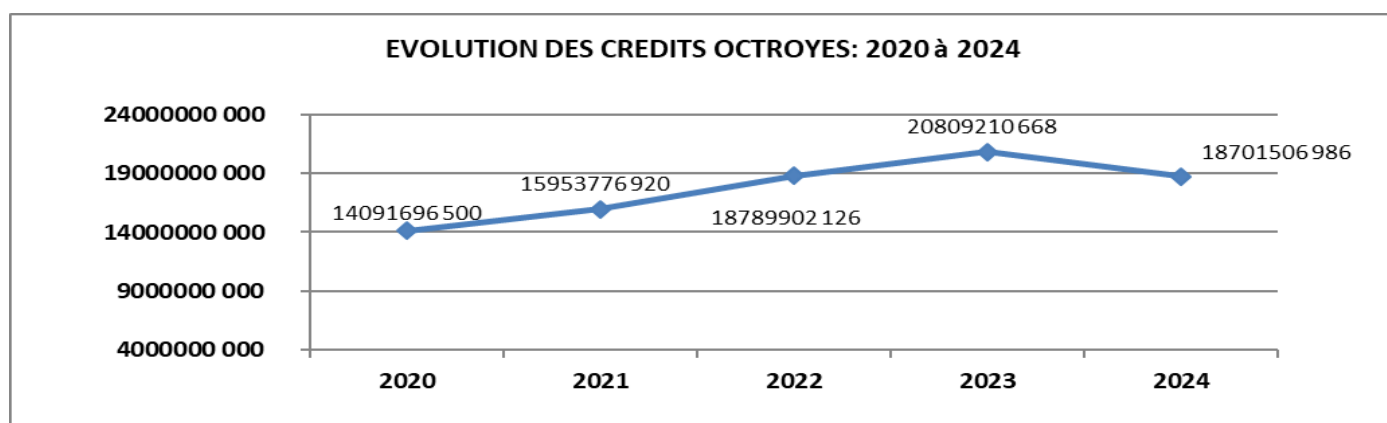


IV-1 -5 Analyse de l'évolution des crédits sortis

Tableau n° 10 : Evolution des crédits octroyés de 2020 à 2024

EVOLUTION DES CREDITS OCTROYES: 2020 A 2024					
Années	2020	2021	2022	2023	2024
Crédits accordés	14 091 696 500	15 953 776 920	18 789 902 126	20 809 210 668	18 701 506 986

Graphique n° 18 :



En 2024, on note une relative diminution du montant total de crédit décaissé après une forte augmentation en 2023 et une légère reprise en 2021 à cause des conséquences liées à la COVID-19 et les mesures de contrôle de la pandémie prise par le gouvernement. Malgré que

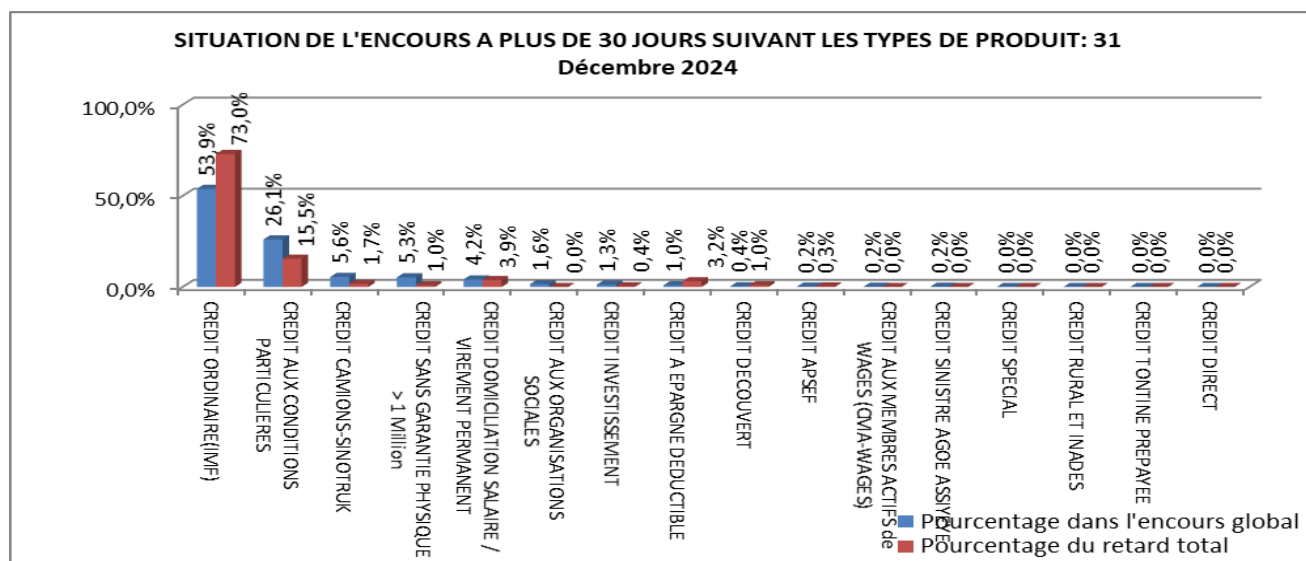
les effets indirects de la pandémie ont continué en 2024 et que les mesures prises ne sont pas officiellement levées, WAGES a développé des stratégies payantes élucidées plus haut qui ont permis la relance des activités. Les crises au sahel et la guerre en Ukraine ont sapé les efforts de renouer avec une croissance dans la quiétude.

IV-1 -6 Analyse du poids de chaque type de crédit dans l'encours global de crédit

Tableau n° 11 : Situation du portefeuille de crédit par type de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE DE CREDIT PAR TYPE DE PRODUIT: 31 Décembre 2024					
Produits de crédit	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours global	Encours en retard de plus de 30 jours	Pourcentage du retard total	Poids dans le PAR 30 Jours
CREDIT ORDINAIRE(IMF)	9 103 228 550	53,9%	1 275 012 522	73,0%	7,5%
CREDIT AUX CONDITIONS PARTICULIERES	4 409 974 667	26,1%	271 193 631	15,5%	1,6%
CREDIT CAMIONS-SINOTRUK	939 661 764	5,6%	30 458 570	1,7%	0,2%
CREDIT SANS GARANTIE PHYSIQUE > 1 Million	898 654 014	5,3%	17 542 617	1,0%	0,1%
CREDIT DOMICILIATION SALAIRE / VIREMENT PERMANENT	703 252 991	4,2%	67 658 024	3,9%	0,4%
CREDIT AUX ORGANISATIONS SOCIALES	270 421 950	1,6%	-	0,0%	0,0%
CREDIT INVESTISSEMENT	226 324 474	1,3%	6 577 355	0,4%	0,0%
CREDIT A EPARGNE DEDUCTIBLE	170 195 030	1,0%	55 514 935	3,2%	0,3%
CREDIT DECOUVERT	68 609 085	0,4%	16 993 580	1,0%	0,1%
CREDIT APSEF	39 927 800	0,2%	5 357 635	0,3%	0,0%
CREDIT AUX MEMBRES ACTIFS de WAGES (CMA-WAGES)	31 562 440	0,2%	-	0,0%	0,0%
CREDIT SINISTRE AGOE ASSIYEYE	26 295 875	0,2%	-	0,0%	0,0%
CREDIT SPECIAL	6 301 780	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT RURAL ET INADES	1 925 000	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT TONTINE PREPAYEE	1 515 045	0,0%	33 890	0,0%	0,0%
CREDIT DIRECT	43 015	0,0%	43 015	0,0%	0,0%
TOTAL	16 897 893 480	100,0%	1 746 385 774	100,0%	10,3%

Graphique n° 19:



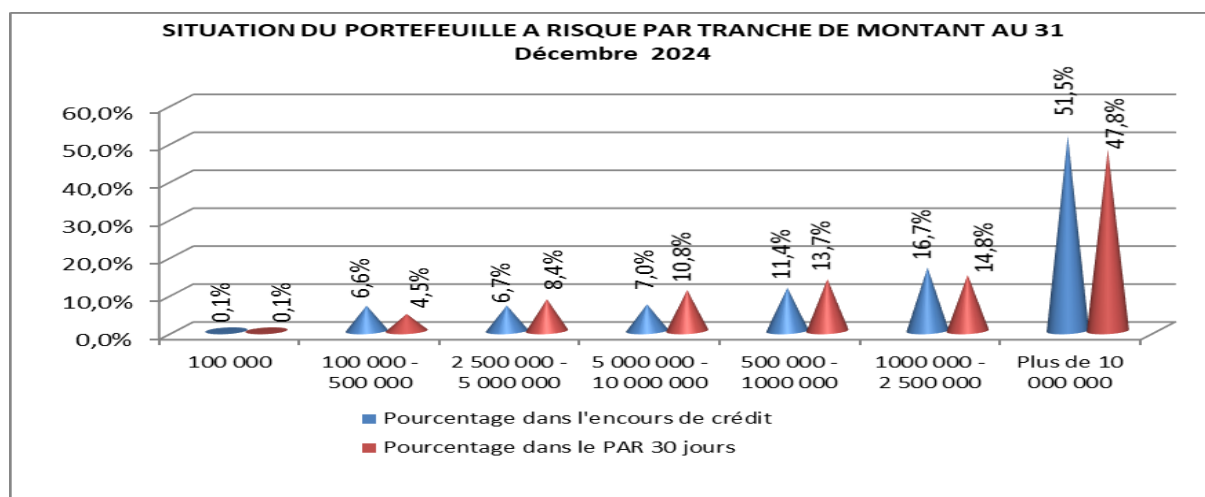
IV-1 -7 Analyse du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

Tableau n° 12 : Situation du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR TRANCHE DE MONTANT AU 31 decembre 2024					
Tranches de montant	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
100 000	11 189 832	0,1%	1 642 710	0,0%	0,1%
100 000 - 500 000	1 121 986 182	6,6%	77 795 598	0,5%	4,5%
2 500 000 - 5 000 000	1 131 643 327	6,7%	146 142 402	0,9%	8,4%
5 000 000 - 10 000 000	1 185 823 728	7,0%	188 472 780	1,1%	10,8%
500 000 - 1000 000	1 925 219 980	11,4%	238 932 503	1,4%	13,7%
1000 000 - 2 500 000	2 823 677 362	16,7%	258 716 077	1,5%	14,8%
Plus de 10 000 000	8 698 353 069	51,5%	834 683 704	4,9%	47,8%
Total	16 897 893 480	100,0%	1 746 385 774	10,3%	100,0%

Le tableau ci-dessus montre clairement que près de 51.5% de l'encours concerne les crédits de montant octroyé supérieur à 10 millions. Cette même tranche concentre le montant d'impayé le plus élevé en 2023 et en 2024. Cette situation s'explique par le fait que la pandémie a affecté plus les clients de gros montants que les clients de petits montants. Ces gros débiteurs essentiellement tournés vers l'import-export, ont du mal à solder leur prêt une fois que ceux tombent en impayé.

Graphique n° 20:



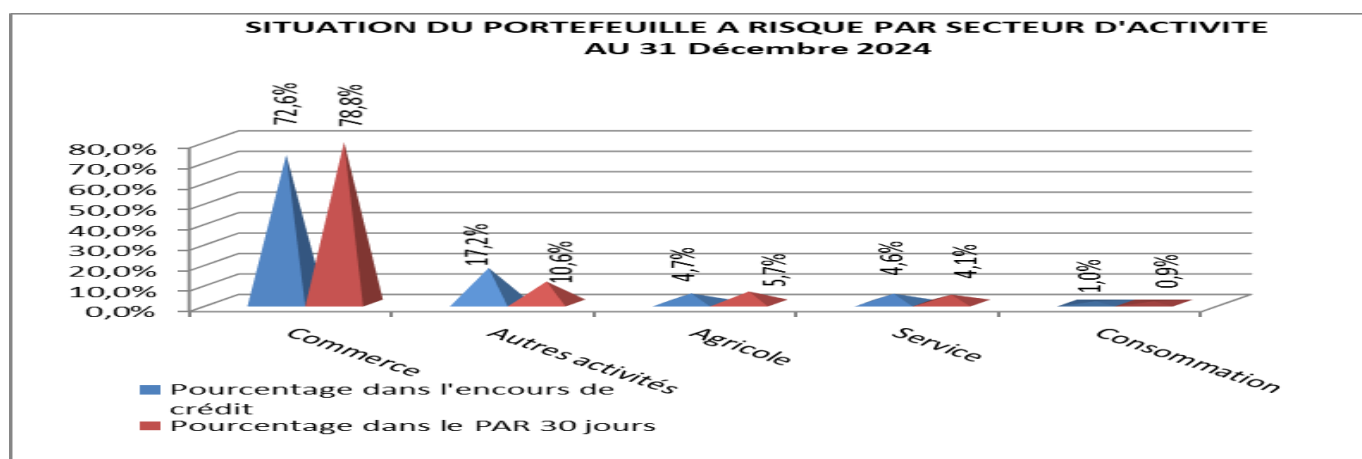
IV-1 -8 Analyse du poids par secteur d'activité dans l'encours de crédit

Tableau n° 13:

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR SECTEUR D'ACTIVITE AU 31 Décembre 2024					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Commerce	12 262 803 946	72,6%	1 375 926 307	8,1%	78,8%
Autres activités	2 900 020 317	17,2%	184 342 766	1,1%	10,6%
Agricole	798 733 527	4,7%	99 298 043	0,6%	5,7%
Service	773 113 116	4,6%	70 952 794	0,4%	4,1%
Consommation	163 222 574	1,0%	15 865 864	0,1%	0,9%
Total	16 897 893 480	100,0%	1 746 385 774	10,3%	100,0%

Le commerce, l'hôtellerie, et la transformation à eux seuls cumulent presque 94% de l'encours de crédit. Il est donc indispensable pour WAGES de diversifier son portefeuille vers d'autres cibles pour mieux anticiper sur les risques liés à ces secteurs très fragiles aujourd'hui à cause de CORONA virus. En 2024, d'autres secteurs comme les transports sont en cours d'essai en vue de la diversification du portefeuille.

Graphique n° 21 :

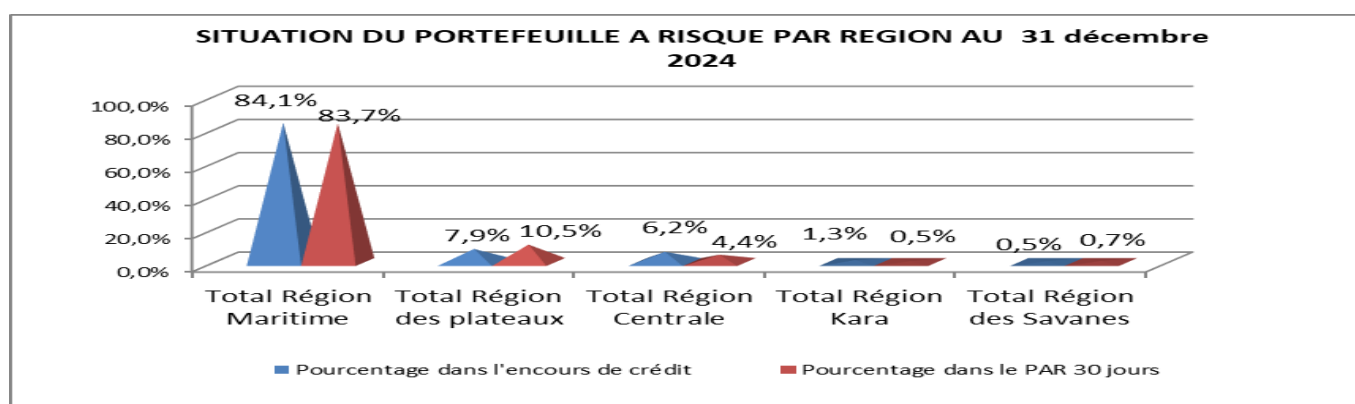


IV-1 -9 Analyse du poids par région administrative dans l'encours de crédit

Tableau n°14: situation du portefeuille à risque par région

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR REGION AU 31 décembre 2024					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Total Région Maritime	14 215 007 068	84,1%	1 462 492 947	8,7%	83,7%
Total Région des plateaux	1 338 752 369	7,9%	184 104 089	1,1%	10,5%
Total Région Centrale	1 043 653 227	6,2%	77 659 524	0,5%	4,4%
Total Région Kara	212 167 963	1,3%	9 514 339	0,1%	0,5%
Total Région des Savanes	88 312 853	0,5%	12 614 875	0,1%	0,7%
Total	16 897 893 480	100,0%	1 746 385 774	10,3%	100,0%

Graphique n°22 :



La région maritime concentre les montants d'impayés les plus élevés et l'encours de crédit les plus importants. Cette situation est conforme au poids des activités dans la région maritime.

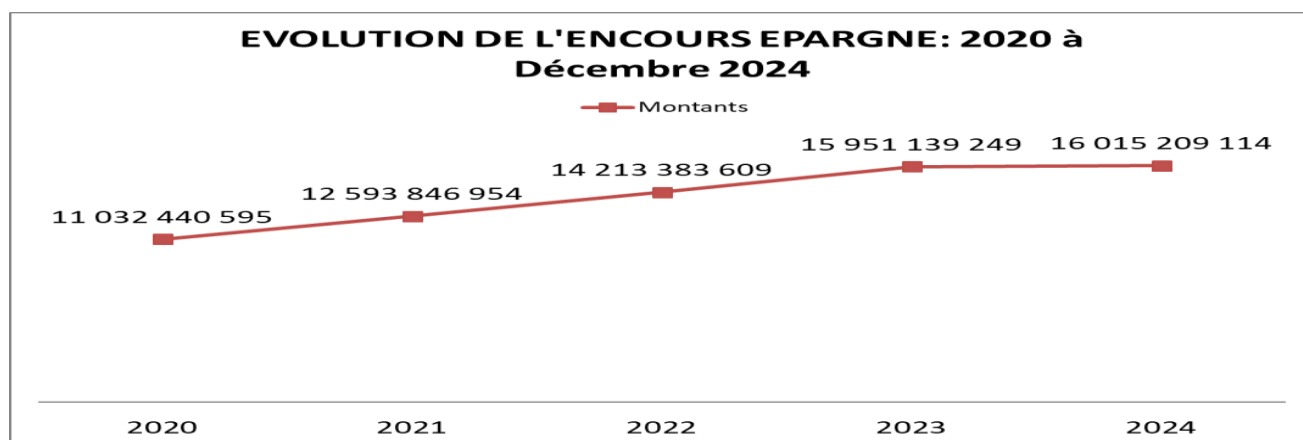
IV-1 -10 EVOLUTION DE L'EPARGNE

La mobilisation de l'épargne a toujours été un défi pour WAGES. WAGES depuis sa création a été une institution de crédit direct et les clients ne se sont jamais intéressés à déposer leurs avoirs à WAGES. La vision de la direction générale étant d'inverser la courbe de la tendance crédit-épargne, a travaillé toutes les stratégies pour qu'en 2024, de résultats encourageants soient obtenus.

Tableau n°15: Evolution de l'encours épargne

EVOLUTION DE L'ENCOURS EPARGNE: 2020 à 2024						
Années	2020	2021	2022	2023	2024	VARIATION (2023 à 2024)
Montants	11 032 440 595	12 593 846 954	14 213 383 609	15 951 139 249	16 015 209 114	0,4%

Graphique n°23 :



On note une augmentation de l'encours de l'épargne malgré les effets négatifs de la pandémie et des crises au sahel et les incendies des marchés. Depuis 2017, le produit épargne vieux jours a permis d'améliorer significativement l'épargne global. Avec la création des guichets, et l'instauration de la mesure de mettre les crédits sous remboursement avec la tontine, le recrutement et la formation des agents tontine plus performants, les produits tontines et épargne vieux jours ont permis d'atteindre les résultats observés en 2024 avec une progression de 0.4% par rapport à 2023.

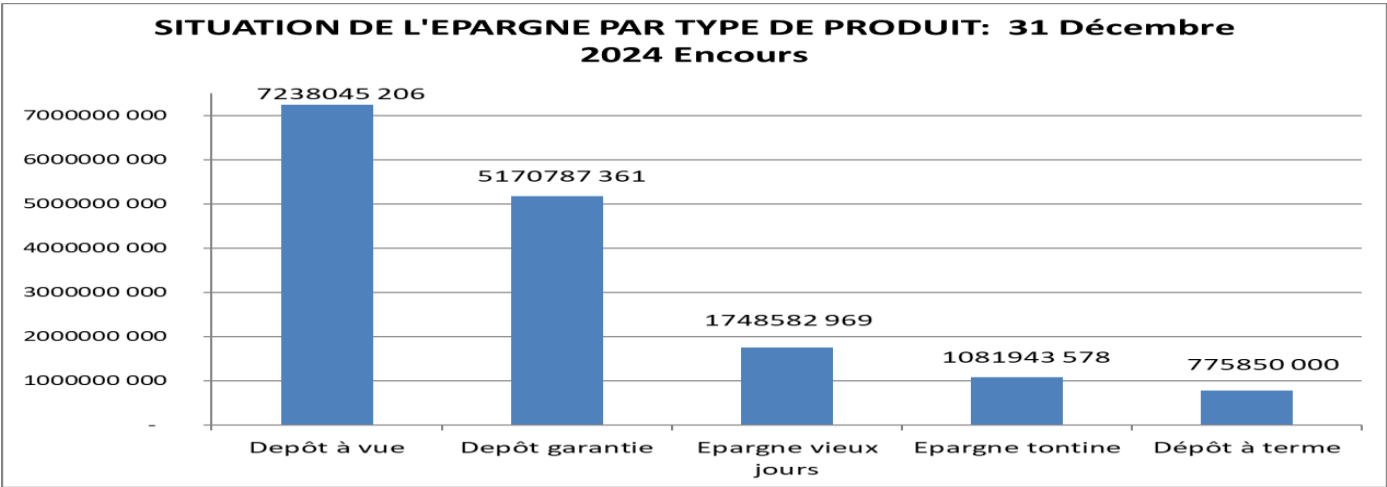
Il est indispensable de préciser que la direction générale a changé le paradigme par rapport à la nécessité d'inverser la tendance de l'encours de l'épargne par rapport à l'encours de crédit.

WAGES a décidé de mobiliser de l'épargne locale pour assurer son autonomie vis-à-vis de certains partenaires étrangers en vue d'améliorer sa rentabilité.

Tableau n°16: Evolution de l'encours épargne par type de produit

SITUATION DE L'EPARGNE PAR TYPE DE PRODUIT: 31 Décembre 2024		
Produits d'épargne	Encours	Pourcentage dans l'encours global
Depôt à vue	7 238 045 206	45,2%
Depôt garantie	5 170 787 361	32,3%
Epargne vieux jours	1 748 582 969	10,9%
Epargne tontine	1 081 943 578	6,8%
Dépôt à terme	775 850 000	4,8%
TOTAL	16 015 209 114	100,0%

Graphique n°24:



V- ACTIVITES DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES

WAGES qui est un système Financier Décentralisé a mis en place une politique de gestion des ressources humaines, moderne, efficace et source de satisfaction tant pour son personnel que pour la clientèle en vue de faire face aux défis de taille dans l'environnement du secteur de la micro finance au TOGO. Cette politique conduit à la performance de WAGES qui dépend étroitement de la confiance dont elle bénéficie au quotidien de la part des clients. Cette confiance constitue un indicateur de performance dans la mesure où elle vient récompenser la qualité des services offerts par WAGES. Pour préserver cet avantage concurrentiel et suivre voire anticiper sur l'évolution du marché de la microfinance, WAGES au cours de cette année 2024 a poursuivi des efforts de renforcement des capacités de son personnel et de ses administrateurs malgré la situation économique mondiale.

Ainsi, les actions entreprises au cours des années antérieures ont été accentuées en 2024. Au cours de l'exercice 2024, l'effectif du personnel a baissé par rapport à l'année antérieure.

En fin d'exercice 2024, les statistiques concernant la gestion des ressources humaines se présentent comme suit :

- 📊 L'effectif total est de 405 employés contre 418 employés pour l'année 2023.
- 📊 Le nombre d'employés sous contrat à durée indéterminée est passé à 287 contre 270 en 2023.
- 📊 On note 118 employés sous contrat à durée déterminée contre 142 en 2023 et 72 stagiaires en 2024 contre 24 en 2023.

Restant toujours fidèle à sa politique de participation au développement et d'assistance à la jeunesse et aux populations démunies, au cours de cette année 2024, malgré la conjoncture financière, WAGES a continué par accorder des stages à des jeunes sortis des écoles ou universités afin de leur permettre de rédiger leurs mémoires ou de leur offrir la possibilité de comprendre les réalités du monde professionnel.

Tableau N°17 : EFFECTIF TOTAL DE WAGES

Employés	Total
Permanents	287
Contrat à durée déterminée	118
TOTAL	405

Tableau N°18 : EFFECTIF TOTAL PAR AGENCE ET PAR SEXE

La situation de l'effectif du personnel au 31-12-2024 se récapitule comme suit :

AGENCES	Hommes	Femmes	Total
LOME-SIEGE	45	11	56
AGUIAR-KOME	18	27	45
HEDJRAWOE	12	10	22
AKODESSEWA	13	13	26
BAGUIDA	10	07	17
ADIDOGOME	12	19	31
AGOE	16	24	40
TSEVIE	08	06	14
SOKODE	06	05	11
AGBODRAFO	07	10	17
ATAKPAME	15	06	21
ANEHO	05	04	09
AVEDJI	13	20	33
ANIE	06	05	11
SOTOUBOUA	04	01	05
PAGALA-GARE	04	00	04
KABOLI	09	03	12
KARA	03	06	09
HAHOTOE	05	01	06
CINKASSE	08	01	09
KPALIME	06	01	7
TOTAL	225	180	405

Le niveau d'effectif de WAGES démontre sa participation dans la lutte contre le chômage et au développement du TOGO.

Sur ces six dernières années, l'évolution de l'effectif du personnel de WAGES se présente comme suit :

Tableau N°19 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL SUR 6 ANS

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre total de salariés	337	349	368	402	418	405
Personnel de direction générale (cadres dirigeants)	1	1	1	1	1	1
Directeurs et responsable pôle	5	5	5	7	7	7
Responsable	09	09	08	08	08	07
Chef d'agence	14	14	14	12	12	12
Responsable guichet	9	10	08	20	20	20

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chargés d'Epargne et de crédit	82	78	80	75	78	78
Personnel administratif (secrétaires, gestionnaire de risque, caissiers contrôleurs internes, comptables ...)	120	151	151	154	141	138
Personnel de soutien (gardien, coursier, chauffeurs)	15	16	11	15	14	13
Agents de Tontine	81	81	105	110	137	129
TOTAL	337	349	349	402	418	405

Tableau N°20 : EVOLUTION DU PERSONNEL PAR SEXE SUR 6 ANS

Nombre total de salariés	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL	337	349	368	402	418	405
HOMMES	196	194	214	225	229	225
FEMMES	141	155	154	177	189	180

L'effectif de 405 employés obtenus au 31-12-2024 est le résultat d'un mouvement d'employés constaté au cours de l'année 2024 par rapport à l'année 2023.

Stagiaires

Au cours de l'exercice 2024, WAGES a accordé 72 stages aux jeunes sans emploi. La plupart de ces stagiaires sont des étudiants en fin de cycle de formation des Centres de formation professionnelle et ont écrit leur mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention de leur diplôme ou pour l'acquisition de l'expérience professionnelle.

Départs

Durant l'exercice 2024, trente-cinq (35) employés ont quitté WAGES soit par démission (16), fin de contrat (13) ou par licenciement à la suite des malversations (06).

Formation du personnel :

Afin de permettre aux employés d'être performants et de répondre efficacement aux exigences du marché de la microfinance, WAGES a mis plus l'accent sur les sensibilisations en interne pour l'année 2024 comme précédemment.

Certains membres du Conseil d'Administration, du Comité de direction et du personnel ont eu à participer à certaines formations et ateliers. Les statistiques obtenues pour cette année 2024 sont les suivantes :

TABLEAU DE FORMATION SUIVIE EN 2024

THEMES	Nombre de jours	Nombre de participants	Type de participants	Type de prestataire
Les nouvelles orientations de la nouvelle loi des finances de l'année 2024	01 jours	02	Comptable Contrôleur interne	Cabinet Audit Fisk Conseil
Comment réussir les travaux de clôture des comptes dans les SFD	02 jours	02	Informaticiens	CAGECFI
Métier de chef d'agence sur l'adaptation au contexte technologique et digital	02 jours	02	Chef d'Agence	APSFD
Rôles et responsabilités du délégué du personnel	03 jours	12	Délégués du personnel	Inspection du travail
Certification NSE4 Fortinet network security experts	03 jours	02	Informaticiens	Cabinet IPSEC SECURENET
Gouvernance de qualité dans les SFD	03 jours	02	Membre CA et CS	APSFD
Formation sur le LAB/CFT	01 jours	36	Personnel	AKUETE Sory
Rôle et responsabilité des administrateurs ; l'analyse du portefeuille à risque et contrôle des comptes.	03 jours	12	Membre AG , CS et CA	KPIZING Esodong Hodoabalo

Au cours de l'année 2024, à l'exception des sensibilisations du personnel sur les différents sujets, Soixante-dix (70) personnes y compris les membres des organes ont été formés.

Aussi certains employés ont également été inscrits pour d'autres formations proposées par des partenaires et dont les thèmes ont été jugés opportuns.

Relations avec la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

a) Déclaration de travailleur

Conformément aux dispositions en vigueur, tous les employés de WAGES sont systématiquement déclarés à la CNSS dès leur recrutement.

b) Cotisation à la CNSS

Les provisions pour cotisation à la CNSS ont été constituées et régulièrement versées à la CNSS à la fin du mois d'imposition.

Par ailleurs, les déclarations nominatives mensuelles de salaire ont été convenablement préparées et transmises à la CNSS dans les délais requis.

c) Relations avec l'administration des impôts (OTR) :

A l'instar des Institutions mutualistes et sous le couvert des dispositions de l'article 30 et suivant la loi No. 95-014, WAGES est exonéré de l'impôt fiscal patronal et de l'impôt sur le résultat des activités d'épargne.

Par contre tous les employés de WAGES se sont régulièrement acquittés du paiement de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP).

De même WAGES s'est régulièrement acquittée de toutes les autres taxes, les taxes sur valeurs locatives, etc...

d) Relations avec les fournisseurs et prestataires

Dans sa politique de maîtrise des charges de l'institution, la direction générale a poursuivi les analyses de prix/qualité auprès des prestataires permettant ainsi à l'institution de réduire ses coûts de fonctionnement.

VI- ACTIVITES DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE

Le Pôle Informatique s'est concentré, en 2024, d'une part sur l'amélioration et le renforcement de la sécurité de l'infrastructure informatique et réseau mise en place, d'autre part sur l'amélioration de son système d'information en vue de permettre à l'institution de disposer d'un SIG performant et qui répond aux exigences réglementaires.

L'objectif principal pour l'année 2024 était d'assurer la mise en place des liaisons secours pour l'interconnexion des agences de l'intérieurs et d'effectuer des travaux avec le concepteur du logiciel PERFECT (CAGECFI) en vue d'améliorer le système pour correction des différents bugs logiciels et surtout permettre la gestion automatique des comptes inactifs et comptes dormants, l'intégration du module de gestion des opérations suspects et gestion des alertes pour le respect des exigences relatives à la lutte contre le blanchement des capitaux et le financement du terrorismes dans les états membres de l'UMOA et assurer également l'automatisation totale du traitement des indicateurs périodiques aux autorités.

VI-1- Mise en place des liaisons backup (secours) pour l'interconnexion des agences de l'intérieur de WAGES

L'un des défis majeurs de l'exercice 2024 sur le plan informatique était de doter les agences de l'intérieur du pays d'une liaison secondaire d'interconnexion. L'objectif visé est de disposer

de liaison secours (backup) à utiliser en cas d'indisponibilité de la liaison principale mise en place entre les agences.

Cet objectif vise à faciliter les échanges des données, la collaboration et le partage de ressources entre la direction générale de WAGES et toutes ses agences, tout en assurant une continuité des processus et des services offerts à la clientèle.

Ainsi, au cours de l'exercice 2024, plusieurs tests d'implantation ont été réalisés et la mise en place des liaisons VPN sécurisés a été effective pour toutes les agences de l'intérieur. A fin 2024, toutes les agences de WAGES disposent de deux liaisons d'interconnexion chacune avec la Direction Générale.

VI-2- Amélioration du système d'information et de gestion PERFECT

Suite à la mission de la Commission Bancaire de l'UEMOA (CBU) du 12 au 23 juin 2023 à WAGES, certaines faiblesses ont été relevées dont celles liées au système d'information PERFECT et il a été demandé à l'institution de procéder à leurs corrections. L'une de ces faiblesses était l'incapacité du système d'information à permettre à WAGES de respecter entièrement les exigences relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les états membre de l'UMOA. En effet, le système ne permet pas de faire un filtrage et profilage des clients, et de générer des alertes pour les opérations suspectes et/ou inhabituelles.

Dans l'optique de trouver une solution aux diverses difficultés, plusieurs travaux ont été réalisés entre WAGES et CAGECFI pour l'intégration d'un nouveau module pour la gestion des opérations suspectes dans PERFECT. Ces travaux ont conduit à la sortie de la nouvelle mise à jour PERFECT version 6.4 et suite à plusieurs séances de présentation, son déploiement à WAGES est prévu pour l'année 2025.

VI-3- Formation professionnel pour le renforcement des compétences de l'équipe IT

Dans le cadre du renforcement des compétences des membres de l'équipe IT dans le domaine de la cyber sécurité, quelques membres du pôle informatique ont suivi durant l'année 2024 la formation Professional FORTIGATE NSE4 (Fortinet Certified Professional (Network Security) Forti NSE4-FortiOS 7.2

Liste des participants à la formation :

Thème	Nombre de Participants	Profil
Formation : Fortinet Certified Professional (Network Security) Forti NSE4-FortiOS 7.2	2	• Responsable Pôle Informatique • Administrateur Réseau

VI-4- Objectifs de l'année 2025

Pour l'année 2025, plusieurs challenges et objectifs doivent être réalisés. On peut citer :

- Assurer la migration de toute l'infrastructure informatique et télécommunication dans les nouveaux locaux de la nouvelle direction générale de WAGES ;
- Effectuer la migration du Système d'Information et de Gestion PERFECT de sa version 6.3 vers la version 6.4 en vue de respecter les exigences des autorités ;
- Poursuivre les formations dans le domaine de la cyber sécurité ;
- Assurer l'amélioration et l'optimisation des infrastructures informatique et réseau ;
- Suivi des projets sur l'interopérabilité des services financiers numériques de la BCEAO.

VII- ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

La Direction juridique et du contentieux a mené ses activités au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024 conformément au planning arrêté en début de l'exercice.

Au cours de cet exercice, le département n'a pas dérogé à ses principes ni dévié de ses objectifs : ceux de prendre en compte les trois aspects relevant de ses compétences en savoir : les aspects juridique, judiciaire et du recouvrement.

VII-1 – Les activités juridiques

Au plan juridique, les aspects afférant aux relations avec la gestion des affaires juridiques en rapport avec les clients, le personnel et les divers partenaires et dont l'appréciation et la discussion peuvent plus ou moins se baser sur des avis juridiques en vue d'éviter à l'institution tout éventuel conflit susceptible de nuire à son image, à sa réputation et à ses intérêts ont été abordés de manière permanente sur toute l'étendue du territoire là où les besoins se sont faits sentir.

En effet, le département juridique, toujours avant garde du risque juridique s'est mis au service de tous les départements avec pour mission d'assurer la conformité légale de leurs démarches, minimiser leurs risques judiciaires ou les aider à faire valoir les droits de l'institution sur tous les plans en l'occurrence au niveau de la gestion du personnel où il s'agit essentiellement de mitiger le risque en amont.

Au plan opérationnel, le suivi des outils de travail comme les fiches de contrat d'emprunt, de cautionnement, les mesures de sureté adossées aux crédits et autres ont toujours fait l'objet d'un suivi rapproché pour mettre l'institution à l'abri des pertes qu'elle pourrait enregistrer.

Au plan gouvernance institutionnelle, le département a été sollicité en vue d'avis juridique tout au long de l'exercice pour un bon fonctionnement dans le respect des textes législatifs, statutaires et réglementaires et surtout en vue de la mise en œuvre des diligences de la commission bancaire issues de ses missions d'inspection de 2013, 2019 et 2023.

VII-2 – Les actes judiciaires

Les actes judiciaires sont ceux relatifs aux litiges nés soit entre WAGES et ses clients, soit entre WAGES et les tiers ou entre elle et son personnel dont l'appréciation est soumise aux autorités judiciaires compétentes. WAGES a été souvent représentée à ces procès par le biais de sa direction juridique et contentieux.

Elle n'a pas non plus manqué de l'assistance des auxiliaires de justice que sont les avocats et huissiers avec qui elle travaille.

Au 31 décembre 2024, l'institution totalise quarante-neuf (49) dossiers en contentieux dont quarante-deux (42) en recouvrement devant les cours et tribunaux portant sur un montant total de quatre cent vingt-six millions neuf cent seize mille quatre-vingt-neuf (426 916 089) francs CFA.

Il est à signaler que la totalité de cet encours est provisionnée et radiée pour la plupart du portefeuille.

Au cours de la même période, le département a suivi sept dossiers en contentieux social relatif à des réclamations de dommages et intérêt consécutif à des arrêts de travail pour divers motifs.

VII-3 – Recouvrement

WAGES, tout comme toute autre institution de microfinance, éprouve parfois des difficultés à faire rentrer convenablement la totalité des montants consentis en prêt. Le département juridique et contentieux a toujours fait face dans la mesure du possible à faire rentrer ces fonds.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024, les activités du département ont été consacrées, dans ce volet, au recouvrement des crédits radiés, c'est-à-dire les crédits que l'institution passe en perte et décline du portefeuille, puis aux crédits en souffrance dont les clients sont en retard dans le paiement.

S'agissant des crédits radiés, la direction a recouvré au titre de l'année 2024 un montant total de quatre-vingt-trois millions huit vingt-sept mille (83 827 000) francs CFA en amiable par des

agents dédiés et gérés par le département juridique et contentieux. Au niveau des dossiers au contentieux, trente-quatre millions sept cent trente mille (34 734 000) francs CFA ont été recouvrés.

Les activités de recouvrement sont suivies au mois le mois et se répartissent comme suit dans les tableaux ci-après :

N°	Agence	Encours au 30/12/2023	janv- 24	févr- 24	mars -24	avr- 24	mai- 24	juin- 24	juil- 24	août- 24	sept- 24	oct- 24	nov- 24	déc- 24	Total
Recouvrement à l'amiable par agence															
1	AGUIAR	155 438	879	1 073	1 286	885	1 527	1 030	2 688	1 611	1 567	1 355	1 549	1 633	17 088
2	ADIDOG	52 530	351	235	624	299	534	551	941	836	622	1 674	2 846	1 476	10 992
3	TSEVIE	44 563	287	175	393	1 277	713	554	389	639	393	356	411	423	6 014
4	HEDZRA	89 529	962	313	933	566	1 107	515	632	867	481	775	393	995	8 543
5	AKODES	121 078	1 517	744	1 770	1 070	1 253	1 084	1 529	2 684	1 948	1 168	1 435	1 088	17 025
4	AGOE-AV	83 472	214	689	701	710	1 123	302	777	999	432	709	422	530	7 593
9	SOK-TCHA	9 031	41	14	93	95	0	0	870	4	0	9	10	0	1 139
7	BAGUID	64 276	530	934	471	406	611	228	280	295	545	289	455	141	5 188
8	AGBODR	19 539	55	500	19	60	20	52	320	366	94	131	67	265	1 952
7	ANEHO	9 077	0	0	0	5	2	6	0	1 000	1 000	1 000	0	402	3 417
11	HAHOTO	3 908	1 150	0	50	20	40	20	0	41	0	40	40	63	1 466
12	ATAKPA	6 673	0	2	0	6	7	0	0	187	0	0	20	26	247
13	PAGALA	26 726	0	0	34	33	551	0	5	25	10	7	0	2	667
14	KPALIME	5 112	19	20	16	132	13	116	90	106	24	126	16	54	734
15	KABOLI	14 785	74	18	84	75	74	143	127	51	47	39	126	363	1 227
16	SOTOUB	4 076	52	7	6	28	0	3	24	4	29	54	2	50	260
17	ANIE	2 410	7	41	35	7	3	0	4	0	0	53	102	13	267
TOTAL AMIABLE		712 232	6 143	4 749	6 519	5 680	7 583	4 607	8 410	9 719	7 195	7 809	7 879	7 528	83 827

Tableau de recouvrement par mois (en 000)

N°	Contentieux	Encours au 30/12/2023	janv-24	févr-24	mars-24	avr-24	mai-24	juin-24	juil-24	août-24	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	Total
Recouvrement par voie judiciaire et de crédit personnel en pertes															
1	Souffrants														
2	Pertes	158 321	761	6 092	0	712	6 629	47	0	16 307	0	0	0	4 000	34 549
3	Perte personnel de WAGES	3 598	0	0	0	5	60	0	5	0	9	0	50	55	185
Total contentieux		161 920	761	6 092	0	717	6 689	47	5	0	9	0	50	55	34 734
Total général		874 152	6 905	10 841	6 519	6 398	14 272	4 654	8 415	26 026	7 205	7 809	7 929	11 583	118 562

IV – Difficultés rencontrées et les mesures de redressement

Deux difficultés principales ont ralenti les activités de la direction Juridique. Il s'agit de la gestion des dossiers contentieux pendants devant les instances judiciaires et le recouvrement des crédits déclassés.

Les dossiers contentieux connaissent une certaine lenteur dans leur règlement ; ce qui est souvent due à la nature même des procédures judiciaires. Signalons que très souvent, le conseil de la partie adverse se livre à des dilatoires qui retardent bien souvent les décisions judiciaires.

Le recouvrement des crédits déclassés est souvent heurté à l'insolvabilité et à la mobilité délibérée des débiteurs et de leurs cautions.

VIII- GESTION DES PROJETS

VIII-1- partenariat avec WSM

A la fin de l'exercice 2024, les résultats obtenus avec le projet WSM se présentent comme suit :

Rappel d'indicateurs d'output, planifiés pour 2024 par famille d'activités du service concerné (remplir dans le ligne suivante- jaune).

Famille d'activités 1 : sensibilisations

- 236 personnes dont 167 femmes et 28 jeunes ont été touchées. Ont été sensibilisées sur l'épargne endogène
- 200 personnes dont 120 femmes et 20 jeunes sur la protection de l'environnement, hygiène du milieu, la protection de l'environnement et les changements climatiques
- 200 personnes dont 100/100 femmes et 5 jeunes sur le genre, l'autonomisation et l'accès des femmes aux terres cultivables
- 100 affiches composées de dépliant, prospectus sur l'égalité du genre sont confectionnées et distribuées

Famille d'activités 2 : Organiser les groupes cibles

- 30 autorités locales (chefs, notables, présidents CVD et CDQ) sont impliquées pour l'appropriation du programme.

- 500 personnes dont 400 femmes et 55 jeunes sont sensibilisés sur la notion de groupement
- 284 réunions de mise en place et de suivi-accompagnement des GS et groupements réalisées
- 141 personnes dont 68 Femmes et 8 jeunes sont touchés par les réunions
- 09 groupements sont constitués de 67 personnes dont 40 femmes et 05 jeunes
- 20 GS sont constitués de 90 membres dont 65 femmes et 05 jeunes
- 14 groupements de 70 membres dont 45 femmes et 10 jeunes sont accompagnés pour l'obtention de leurs agréments de reconnaissance / immatriculation
- 04- AGC et une (01) AGE sont tenues par 04 groupements au profit de 75 membres dont 58 femmes et 9 jeunes
- 02 IEC ont bénéficié des appuis en matériels de bureau composés de rames, chemises, bics, agrafeuses
- 02 groupements (35 membres dont 21 femmes et 03 jeunes ont bénéficié des appui-accompagnements pour la constitution des dossiers d'immatriculation

Famille d'activités 3 : Formation à la base

- 135 personnes dont 85 femmes et 18 jeunes ont touchées ont touchées par la Formation en gestion de crédit et épargne
- 40 femmes dont 07 jeunes sont formées sur la formation en finance individuelle
- 75 personnes dont 57 femmes dont 4 jeunes sont formées ont été formées en Marketing
- 89 personnes dont 65 femmes et 10 jeunes sont formées en entrepreneuriat coopératif
- 80 personnes dont 75 femmes et 07 jeunes sont formés en techniques culturelles
- 81 personnes dont 50 femmes et 5 jeunes sont formées et accompagnées en stratégies de commercialisation / techniques de négociation de vente

Famille d'activités 4 : Formation spécifique

- 30 apprenants (dont 20 femmes et 5 jeunes) sont formés
- 25 personnes dont 15 femmes et 5 jeunes sont formées
- Entretien des jeunes plants
- 05 comités de veille locaux sont mis en place pour l'accès des femmes aux terres cultivables

Famille d'activités 5 : Appui-conseil et accompagnement des travailleurs de l'économie informelle

- 500 documents composés de formulaire d'ouverture, livrets, fiches de dépôt/retrait à la caisse etc.
- 135 missions sont réalisées au profit de 200 personnes (dont 155 femmes et 20 jeunes).
- 1119 personnes dont 304 membres des GS et groupements ont bénéficié de crédit
- 12 missions de supervision, de contrôle et de suivi des crédits sont réalisées
- Le système de pompage pour l'irrigation est réalisé au profit d'au moins de 60 personnes dont 25 femmes et 05 jeunes
- Au moins 70 personnes dont 30 femmes et 05 jeunes bénéficient de l'aire de séchage
- 50 personnes dont 30 femmes et 15 jeunes ont pris part à la cérémonie de remise de l'aire de séchage
- Mise en place d'une unité de production de gari au profit de 50 membres dont 40 femmes et 10 jeunes
- 15 membres dont 10 femmes et 02 jeunes de la coopérative ASSILASSIME bénéficient d'un moyen de transport (tricycle) de leurs productions agricoles

Famille d'activité 6 : Plaidoyer et mobilisation

- 177 producteurs de riz/manioc dont 87 femmes et 10 jeunes sont informés et mobilisés
- 5 comités de 25 membres (10 femmes et 05 jeunes) de CVD / CDQ et autorités locales sont formés
- 25 producteurs dont 15 femmes et 5 jeunes participent aux différentes rencontres
- 02 émissions sont organisées

Famille d'activité 7 : Etude, recherche et capitalisation

• 35 producteurs dont 20 femmes et 05 jeunes ont bénéficié des rencontres de suivi-évaluation de l'application des bonnes pratiques	
Famille d'activité 8 : Suivi et évaluation du programme • 04 réunions de suivi-évaluation sont réalisées • L'évaluation à mi-parcours du programme est réalisée	
Les indicateurs atteints en 2024 (remplir dans la colonne bleue)	Famille d'activités 1 : sensibilisations • 209/236 personnes dont 166/167 femmes et 33/28 jeunes ont été sensibilisées sur l'épargne endogène • 153/200 personnes dont 132/120 femmes et 23 /20 jeunes ont été touchées par les séances de sensibilisation sur la protection de l'environnement, hygiène du milieu, la protection de l'environnement et les changements climatiques • 140/200 personnes dont 125/100 femmes et 15/16 jeunes ont été sensibilisées sur le genre, l'autonomisation et l'accès des femmes aux terres cultivables • 100 affiches composées de dépliant, prospectus sur l'égalité du genre sont confectionnées et distribuées Famille d'activité 2 : Organiser les groupes cibles • 48 autorités locales (chefs, notables, présidents CVD et CDQ) sont contactées et ont pris part aux rencontres d'échanges dans 10 localités (Lossoukopé, Toka Zogbedji, Kovéto, Hoindokopé, Kpévémimé, Kpomé Apéyémé, Aviahonou, Kpotavé et Hotatimé, Massé kopé, Mafia kopé, Séva Centre, Tékponou, Tchidémé • 720 personnes dont 565 femmes et 115 jeunes ont été sensibilisées sur la notion de groupement • 187 réunions de mise en place et d'appui accompagnement des GS et groupement ont été tenues • 15 groupements de (225 personnes dont 150 femmes et 60 jeunes) et 68 GS de (325 membres dont 221 femmes et 85 jeunes) ont été constitués/redynamisés • 03 groupements (Lonlongno de Tchidémé, La Victoire de Sévagan-Tchidémé et Mawouégnigan de Kpoguédé) de 56 membres dont 41 femmes et 05 jeunes ont bénéficié des appuis-accompagnement pour l'obtention de leur immatriculation • 03 AGC ont été tenues pour 03 groupements de 56 membres dont 41 femmes et 05 jeunes • 02 CVD (Kovéto et Hoindo Kopé) ont bénéficié des fournitures de bureau composées de classeurs, rames de papier, agrafeuses, bics etc. • 03 groupements (La Victoire, Lonlongnon et Mawouégnigan) de 45 membres dont 30 femmes et 7 jeunes ont bénéficié des appuis-accompagnements (élaboration des statuts.) pour la constitution des dossiers d'immatriculation.

	Famille d'activités 3 : Formation de base • 151 /135 personnes dont 127/85 femmes et 12/18 jeunes ont été touchées par la Formation en gestion de crédit et épargne • 40 femmes dont 07 jeunes sont formées sur la formation en finance individuelle • 71/75 personnes dont 62/57 femmes dont 11/4 jeunes sont formées ont été formées en Marketing • 171/89 personnes dont 137/65 femmes et 23/10 jeunes sont formées en entrepreneuriat coopératif • 105/80 personnes dont 58/75 femmes et 15/07 jeunes sont formés en techniques culturelles • 65/81 personnes dont 55/50 femmes et 16/5 jeunes sont formées et accompagnées en stratégies de commercialisation / techniques de négociation de vente Famille d'activités 4 : FORMATION SPECIFIQUE (Alphabétisation fonctionnelle, le genre et l'environnement) • 40 apprenants dont 39 femmes et 05 jeunes ont suivis les cours d'alphabétisation. • 18 membres dont 12 femmes et 01 jeune du CDQ Kovéto ont été formés en élaboration du plan d'action villageois • Les plants sont entretenus sur les sites • 05 comités de veille pour l'accès des femmes aux terres ont été suivis et sont fonctionnels Famille d'activités 5 Appui-conseil et accompagnement des initiatives développées • 500 documents composés de formulaire d'ouverture, livrets, fiches de dépôt/retrait à la caisse ont été élaborés • 309 missions sont réalisées au profit de 742 personnes (dont 172 femmes et 37 jeunes). • 742 personnes dont 257 membres des GS et groupements ont bénéficié de crédit • 12 missions de contrôle et de supervision des crédits ont été réalisées par l'auditeur interne • Un système de pompage solaire est installé dans le périmètre rizicole de Kovéto-Vodjé au profit de 57 membres dont 33 femmes et 20 jeunes de la coopérative « Cercles des Producteurs Emergents (CPE) • 105 membres dont 40 femmes et 21 jeunes de la coopérative GAMESSOU bénéficient d'une deuxième aire de séchage de riz d'une dimension de 30 m sur 10m (soit 300 m2) à laquelle s'ajoute l'ancienne.
--	---

	• 65 membres de la SCOOPS GAMESSOU, et des coopératives sœurs invitées ainsi que les autorités locales dont 25 femmes et 10 jeunes ont pris part à la cérémonie de remise de l'aire de séchage. • Une unité de transformation composée d'un appâtâme équipé de chaises, bancs, table, de batteuses de maïs, de rappeuse et presseuses de manioc au profit du groupement féminin DJIFA composé de 35 membres dont 10 jeunes • Le tricycle est acquis et mis à la disposition de la coopérative ASSILASSIME composé de 15 membres actifs dont 8 femmes et 05 jeunes Famille d'activité 6 : Plaidoyer et mobilisation • 125 producteurs de riz/manioc dont 50 femmes et 15 jeunes ont été mobilisées à travers les séances pour l'organisation de leurs filières... • 5 comités de veille locaux de 25 membres pour l'accès des femmes aux terres dans 05 villages ont été suivis dans leurs localités : Kpoguédé, Tigoé, Adankpo kondji, Séva-Kpota, Akodesséwa • 20 producteurs dont 12 femmes et 03 jeunes de 07 groupements (Mawouegnigan, Assilssimé, Union des Jeunes Producteurs(UJD), Bon Berger, Nuanenyo, Lolonyo et Agblenyo) de 85 membres dont 58 femmes et 07 jeunes ont bénéficié d'une rencontre d'échange sur leur filière • Deux émissions radiophoniques et publireportage ont été organisées sur l'accès des femmes aux terres sur les radios locales Famille d'activité 7 : Etude, recherche et capitalisation • 33 producteurs dont 14 femmes et 05 jeunes ont pris part à la rencontre d'échange entre eux Famille d'activité 8 : Suivi-évaluation du programme • 07 réunions de l'équipe du projet ont été tenues à Lomé et Hahotoé dont 03 avec l'équipe de WSM • Une évaluation mi-parcours a permis de rendre disponible les bonnes pratiques, forces et faiblesses des actions du projet Un consultant a été recruté pour l'évaluation mi-parcours
Commentaires sur les indicateurs atteints par service Quelles opportunités ou quels facteurs ont permis d'atteindre ces indicateurs ?	• Appropriation de la formation sur les techniques culturelles, gestion de crédit et épargne par les bénéficiaires • La disponibilité des bénéficiaires à accompagner le processus de mise en œuvre des actions du programme ;

	• Application des acquis de la formation par les bénéficiaires • Implication des autorités et communautés dans la mise en œuvre du programme et en particulier sur des thèmes sensibles (accès des femmes aux terres cultivables) • Bonne capacité d'appui-conseil et d'accompagnement de l'équipe du projet
S'ils ne sont pas pleinement atteints, quels obstacles ou défis ont rendu difficile la réalisation de cet indicateur, surtout dans le cas d'activités non-réalisés ?	Les travaux d'exécution ont commencé avec un retard en raison des difficultés liées aux formalités administratives d'Agence de Transformation Agricole (ATA) et de l'accès difficile sur le site avec la foreuse et les matériaux suite aux grandes pluies. Suite au retard d'exécution des travaux lié aux formalités administratives de ATA et aux intempéries, la réception de l'ouvrage n'est pas faite., et donc non remise aux bénéficiaires.
Si vous avez répondu aux questions de la case précédente, comment votre organisation a-t-elle prévu de gérer ces défis ou est-elle planifiée pour continuer à y faire face ?	Les travaux d'exécution ont très avancé et il ne reste que l'espace à aménager (01h) avec les tuyauteries pour le champ collectif de la coopérative. Le système de pompage solaire est déjà installé dans le périmètre rizicole de Kovéto-Vodjé. C'est après la réception définitives (soit 03 mois après la réception provisoire) que le solde restant (soit 5% du montant de la facture) sera payé.
Quelle est la leçon la plus importante apprise au cours de la dernière année pour atteindre plus et de meilleurs résultats de ce service ((ici on peut relever deux facteurs qui ont rendu possible ou difficile l'atteinte des résultats) (Par exemple : adaptation de la stratégie, actions nouvelles et innovatrices en lien avec le service...))	Les actions de sensibilisations et de plaidoyers peuvent permettre de contribuer à l'accès des femmes aux terres cultivables à condition qu'une stratégie d'intervention efficace soit mise en place. Les sensibilisations sur l'accès des femmes à la terre commencent par porter également leurs fruits dans certaines familles à Adankpo-Kondji dans la commune de VO1. Cependant, ce constat n'est pas à généraliser sur toutes les localités.

Indicateur d'impact 1	1630¹travailleurs et travailleuses additionnels des groupes cibles organisés ont créé/obtenu un nouvel emploi plus digne, ou ont amélioré leur emploi existant grâce aux appuis conseils, aux initiatives productives d'économie sociale et solidaire, des activités génératrices de revenu et l'appui aux coopératives (Jeunes : 407, soit 25%. Femmes : 1141, soit 70%)
Comment avez-vous procédé (méthode de suivi, registres, etc.) pour compter et atteindre ce chiffre ? Décrivez brièvement les informations utiles et les sources d'information (liens ?) qui illustrent ou justifient vos impacts.	Méthodes utilisées • Organisation des visites de suivi sur le terrain, • Organisation des entretiens avec les bénéficiaires, • Collecte de données sur le terrain • Documentation permanente des changements • Collecte des données dans le logiciel perfect Illustrations des impacts • Les suivis des crédits et des activités ont permis de constater que certains clients ont augmenté la taille de leurs étalages avec recrutement des aides employés, les producteurs agricoles ont augmenté les superficies emblavées. • Pour les producteurs agricoles, la superficie emblavée a connu une augmentation avec amélioration de rendement grâce à une bonne pluviométrie • L'accompagnement de la coopérative GAMESSOU lui a permis d'emblaver en 2024, une superficie de 68 ha pour le riz, 8 ha pour le maïs et 30 hectares pour le maraichage. Ce qui leur a permis de faire une récolte de 92 tonnes de riz blancs et 4 tonnes de maïs
Quelles sont vos observations et appréciations sur le degré de réalisation de l'indicateur atteint, et les éventuelles difficultés rencontrées pour l'atteindre ?	Indicateur en bonne voie de réalisation. En trois ans (de janvier 2022 au 31 décembre 2024), au total 1230 travailleurs additionnels dont 785 femmes et 235 jeunes ont créé / obtenu des emplois directs/indirects ou amélioré des emplois existants
Par vos actions et sur le même thème, avez-vous obtenu des impacts supplémentaires, des effets imprévus qui méritent d'être mentionnés ?	Non,

¹1,5% de 10872 des travailleurs des groupes cibles auront créé/obtenu de nouvel emploi.

Indicateur d'impact 2	1522²personnes (dont 913³additionnelles 2022-2026), ont un revenu saisonnier (juin –novembre) supérieur ou égal au SMIG⁴(Jeunes : 183 soit 20% de 913, Femmes : 639, soit 70% de 913) : - Le rendement agricole a augmenté d'au moins de 25% - Le revenu de la filière rizicole/manioc a augmenté de 35%).
Comment avez-vous procédé (méthode de suivi, registres, etc.) pour compter et atteindre ce chiffre ? Décrivez brièvement les informations utiles et les sources d'information (liens ?) qui illustrent ou justifient vos impacts.	Méthodes utilisées • Organisation des visites de suivi sur le terrain, • Organisation des entretiens avec les bénéficiaires, • Collecte de données sur le terrain • Documentation permanente des changements • Collecte des données dans le logiciel perfect Illustrations des impacts La récolte de la campagne agricole de la coopérative GAMESU d'Akodesséwa est de 92 tonnes de riz blanc sur une superficie de 68 ha emblavée. Visibilité du groupement féminin DJIFA de Vo-Dzékotoé pour avoir participé à la foire des produits agricole avec le gari emballé avec pesage.
Quelles sont vos observations et appréciations sur le degré de réalisation de l'indicateur atteint, et les éventuelles difficultés rencontrées pour l'atteindre ?	L'indicateur est en voie de réalisation : augmentation du rendement agricole et du revenu de la filière rizicole/manioc chez certains bénéficiaires du projet. En trois ans (de janvier 2022 au 31 décembre 2024), au total 463 travailleurs additionnels dont 308 femmes et 86 jeunes ont un revenu supérieur ou égal au SMIG. (confer Perfect)
Par vos actions et sur le même thème, avez-vous obtenu des impacts supplémentaires, des effets imprévus qui méritent d'être mentionnés ?	Non,

²1522 correspond à 20% de 7610 producteurs agricoles à organiser

³Les personnes additionnelles représentent 60% des 1522 personnes qui auront un revenu augmenté de 35%

⁴ Salaire Minimum Garanti

VIII-2- Partenariat avec l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Centre Africain de Formation (INADES FORMATION)

L'objet du protocole d'accord entre l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Centre Africain de Formation en abrégé **INADES-Formation**, l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (**AVSF – CICDA**), la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo (**CPC Togo**) et WAGES en 2010 et renouvelé en 2018, est de favoriser l'accès au crédit des organisations paysannes membres de la CPC dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au TOGO. Ainsi, l'évolution des activités de 2020 à 2024 se résume comme suit :

Tableau 21 : Evolution de l'activité avec INADES-Formation

INTITULES		Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024
Nombre de crédits octroyés		3	3	3	2	2
Nombre de beneficiares		36	37	34	17	16
Montant total de financement accordé		4 439 000	5 586 000	5 775 000	1 625 000	1 925 000
Montant total des encours de crédit		4 643 600	5 586 000	5 775 000	1 625 000	1 925 000
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	204 600	-	-	-	-
	Taux	0	-	0%	0%	0%

VIII-2-- Partenariat avec le Secrétariat d'Etat chargé de la Finance Inclusive et du secteur Informel : Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI)

Dans le cadre du programme Accès des Pauvres aux Services Financiers (**APSEF**), WAGES a signé avec le Fonds National pour la Finance Inclusive (**FNFI**), une convention de partenariat le 25 Avril 2014. Les principaux bénéficiaires du programme APSEF sont les femmes et hommes pauvres des zones d'intervention dudit programme. Les activités éligibles aux programmes APSEF sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation et la fabrication, le commerce, la restauration, la réparation et l'artisanat, les services. La situation des activités au 31 décembre 2024 est la suivante :

Tableau 22 : Evolution des activités avec le FNFI

INTITULES		Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024
Nombre de crédits octroyés		492	279	728	1 008	919
Nombre de beneficiares		2 065	1 078	2 773	3 702	3 422
Montant total de financement accordé		75 200 000	42 345 000	92 610 000	135 445 000	126 100 000
Montant total des encours de crédit		24 480 795	19 631 950	35 078 380	47 156 440	39 927 800
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	2 516 190	920 415	951 500	2 905 810	5 357 635
	Taux	10,28%	4,69%	2,71%	6,20%	13,42%

VIII-3-Partenariat avec SCANNING SYSTEMS

En 2020, WAGES a signé une convention de partenariat avec Scanning Systems SA pour servir de crédit aux femmes de CINCASSE menant des activités génératrices de revenu. En effet, Scanning Systems SA dans sa responsabilité sociétale, a décidé d'accompagner les femmes de sa zone d'intervention en leur accordant des crédits à travers l'expertise de WAGES. Pour la première année d'intervention, WAGES a accompagné 8 groupements constitués de 61 femmes pour un montant de 5 000 000 FCFA. En 2021 pour le deuxième cycle, WAGES a accompagné 13 groupements constitués de 96 bénéficiaires pour un montant de 15 000 000. Tous ces crédits ont été soldé en 2022.

A travers ce projets et vu le besoin exprimé par les femmes bénéficiaires, WAGES a ouvert une agence à CINKASSE depuis 2023.

IX- ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE

Le planning annuel 2024 de la Direction Audit et Contrôle Interne a été élaboré par approche risque par son Directeur et soumis au Conseil de surveillance pour être étudié, analysé et adopté puis transmis à la Direction Générale. L'exécution de ce planning s'est poursuivie au

cours de l'exercice 2024 à travers les activités dans toutes les agences de l'institution qui ont reçu les missions de contrôles de caisse, contrôles périodique agence - siège, des missions d'audit par approche risque et des missions circonstanciées. Les contrôles de caisse et les contrôles périodiques ont été réalisés selon un chronogramme mensuel, bimestriel ou trimestriel selon qu'il réside un contrôleur interne dans l'agence ou non. De même, il a été réalisé des contrôles permanents trimestriels au Siège. Enfin, il a été effectué des vérifications sur les écritures de régularisation, des inventaires des immobilisations, du stock et de caisse de fin décembre 2024.

Aussi dans le cadre de ses missions de conseil, d'autres vérifications régulières ont été effectuées sur les opérations portant sur des courriers à traiter et qui relèvent exclusivement de la compétence de la Direction Audit interne, les résiliations du contrat épargne vieux jours, les activations des comptes pour imputation et /ou transfert des crédits en perte sans carnet du client, d'ajout des membres sur les comptes épargnes associations, des duplicatas, le traitement des demandes de changement des signatures, de nom ou de photo dans les carnets, la gestion de l'octroi des dotations de carburant au siège, la gestion des cas de décès et ceci dans le but de s'assurer de leur régularité et de leur fiabilité en amont avant les opérations.

Contrôle périodique et caisse des Opérations dans les agences- Guichet et Points de Service. Les points abordés portent sont les suivants :

Aspect financier et Comptable

- Contrôle de caisse suivi du rapprochement comptable et vérification des écarts corrigés
- Pointage des reçus de caisse. Il est relevé des cas d'absence de reçu de caisse qui sont régularisé ou recommandé. Toute fois les clients ont confirmé
- Recouvrement par Flooz et Tmoney : Ce contrôle consiste à rapprocher lors des pointages de reçus de caisse, les encaissements versés par les agents avec le Registre tenue au niveau du Siège conformément à la note de Service N°008/17 et Mémo du 11 mars 2020.
- Vérification du respect du délai d'encaissement de 7 jours des chèques de dotation reçus du siège. Ce contrôle consiste à rapprocher la date d'encaissement de chèque au niveau de l'agence par rapport à la date d'envoi du chèque par le siège, faire le pointage avec les preuves d'encaissement des chèques, vérification du respect de la procédure en matière de convoyage des chèques.

- Contrôle du registre de convoyage de fonds qui consiste à s'assurer du respect du nombre de personnes devant effectuer le convoyage en fonction du montant, leur enregistrement dans le registre au départ comme à l'arrivée.
- Vérifier l'encaisse maximum en fin de journée à conserver par l'agence conformément à la note de service. Des cas de dépassements d'encaisse physique mais ont diminué d'ampleur.
- Contrôle de la gestion des fiches de retrait d'espèces
Il consiste à s'assurer de la bonne tenue des registres, s'assurer de la chronologie des fiches de retrait, S'assurer de l'exhaustivité des opérations en faisant le rapprochement du registre tenu à la clientèle avec le brouillard de caisse, s'assurer de l'existence des fiches annulées et bien conservées. Aucune anomalie n'est constatée.
- Vérification du fonctionnement des activités de Transfert d'Argent
Ce contrôle consiste à s'assurer que toutes les plateformes de transfert d'argent (Ria, Money gram, Western Union, Wari...) sont opérationnelles dans l'institution. Ainsi, il est relevé que certaines plateformes restent non opérationnelles et les partenaires fournisseurs de ces services ont été saisis à cet effet mais sans réaction de leur part. De même, les rapprochements des opérations saisies sur le grand livre Déposit Flooz et Tmoney avec celui de la plateforme Etisalat et Tmoney et autres opérations digitales présentent des fois des écarts qui sont signalés aux opérateurs TOGOCOM.
- Rapprochement des opérations saisies sur le grand livre Déposit Flooz et Tmoney avec celui de la plateforme Etisalat et Tmoney. Quelques erreurs ont été relevées et ont fait l'objet de régularisation.
- Vérification des opérations de retrait d'espèce inter-agence suite à la note d'information du 26 Février 2021 Utilisation de pièce d'identité pour les opérations inter agences
Ce contrôle permet de vérifier si l'opération est d'une autre Agence et s'assurer de la présentation de la pièce d'identité par le client.
- Justification des avances sur petite caisses dans les délais de 72 heures. Aucune anomalie
- S'assurer de l'analyse des comptes effectuée par le comptable suivant conformément au dispositif du 26/09/2019 pour la justification de solde du bilan à WAGES. Il s'agit de vérifier si les états de rapprochement frais de mise en place des dossiers, états de rapprochement des Prime d'Assurance Collectés et ceux versés à SAHAM, états de rapprochement des encours épargne / crédit comptabilité et portefeuille, analyse des soldes des comptes de régularisation actifs et Passif, analyse des débiteurs divers et créditeurs divers, analyse des comptes d'attente actifs et Passif, état de rapprochement des comptes de liaison sont effectués avec correction des écarts éventuels dans les

délais. Quelques cas d'absence de rapprochement et d'écart ont été relevés et les recommandations ont été formulées pour leur régularisation.

- Vérification de tous les enregistrements des pièces comptables au niveau de l'agence (Régularité, sincérité, fiabilité.) et contrôle des comptes (Ecritures comptables, OD, BD et autres)
- Vérification de tous les enregistrements des pièces comptables au niveau de l'agence et les écritures comptables affectant les comptes de dépôts « 25 au crédit » des clients. (Régularité, sincérité, fiabilité.). Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et a permis de relever de cas de comptes de dépôts débiteurs dus au prélèvement de frais de tenue de compte lors des transferts de crédits en perte ou suite au prélèvement de l'épargne vieux jours, la non prise en compte automatique par PERFECT de l'épargne libre et caution lors des transferts de certains crédits pour lesquels des recommandations ont permis de corriger les insuffisances.

Aussi, l'analyse des comptes « 33 » se poursuit et les suspens sont en cours d'apurement. S'assurer de la tenue de registre d'incident de caisse, registre de suivi des chéquiers, registre de demande de chéquiers et registre de chéquier finis. Les vérifications ont permis de relever l'absence de registre d'incidents de caisse qui est régularisé suite au constat.

Aspect réglementaire

- Vérification des formulaires des opérations suspectes et de dépôt et retrait supérieur à 15 millions.
- Vérifier la conformité des informations sur les clients et s'assurer du Scan des photos et signature dans la base PERFECT, Vérification du respect du LB/CFT, fiche d'Adhésion BIC. Des cas d'absence, omission et/ou non fiabilité des (numéro de téléphone, nom des clients, photos signature) sur le formulaire d'ouverture
- Affichage dans les agences des frais des services à la clientèle conformément à l'Avis du 26/02/2019. Aucune anomalie
- Application du module BIC dans les agences relatives aux fiches des membres BIC et fiche d'obtention de consentement classés dans les dossiers d'ouverture de compte. (Gestion du Module BIC du 26/07/2017). Il est relevé quelque cas d'omission de signature du client sur les fiches de consentement, d'absence d'impression de quelques rapports de solvabilité.
- S'assurer de la disponibilité dans les agences de la liste internationale de financement du terrorisme et de sanction financière (UE, France, ONU, OFAC) et de sa consultation à chaque ouverture

Faisant suite aux vérifications, les quelques insuffisances ont fait l'objet de correction ou de recommandations qui sont suivis.

Aspect Epargne

- Vérification du bon fonctionnement des opérations tontine POS. Il est relevé des cas de panne des machines et au cas où les agences retournent aux opérations manuelles, des recommandations sont formulées à cet effet.
- Vérification des imputations sur épargne. Ce contrôle a permis de s'assurer de la fiabilité des informations contenues sur la fiche de d'imputation sur épargne pour solder un crédit ou rembourser quelques échéances. Aucune anomalie n'est relevée.
- Vérification des autorisations des résiliations des EVJ. Aucune anomalie n'est relevée.
- Analyse des rapports de contrôles des collecteurs signés par le chef d'agence (Échantillons touchés, taux de risque couverts) conformément à la Note de Service N° 001/WAGES/2020. Il est relevé que ce contrôle de supervision n'est pas systématiquement effectué par les agents de la clientèle ou bien l'échantillon touché a porté sur les inactifs au détriment des comptes actifs.

Il est à préciser que le contrôle de supervision au niveau des autres tâches doit être renforcé pour éviter la récurrence des constats.

- Identification des comptes de dépôts à gros risque (Montant $\geq 500\,000$) et vérifier par sondage représentatif la régularité des opérations de retrait qui y sont effectuées
Ce contrôle a pour but de vérifier les opérations de retrait effectuées sur les comptes épargne disposant d'un montant de plus de 1 000 000f ou 500 000f selon les agences. Suite aux vérifications, toutes les opérations de retraits sont confirmées par les clients.
- Respect des dispositions en matière d'enrôlement, d'association de Numéro et d'activations des opérations Momo et Vérification des opérations M. BANKING (Brouillard et comptes comptables. Quelque cas de non aboutissement des opérations qui sont corrigés par CAGECFI et de liaisons de numéros erronés mais sans incidence du fait qu'aucune opération n'est effectuée sur ces comptes.

Aspect crédit

- Contrôle de la bonne tenue registre de déblocage de crédit par l'inscription du montant de crédit et signature par les clients dans le registre. Aucune anomalie majeure n'est relevée.
- Contrôle du suivi après déblocage par sondage 20% --- 80% : A ce niveau, l'audit sélectionne un échantillon de clients ayant obtenus de crédit le ou les mois précédents par agence contrôlée et les visites pour s'assurer que le suivi après déblocage est

effectué par le chargé de crédit et contre-vérifié par le gestionnaire de risque. Aucune irrégularité majeure n'est constatée.

- Contrôle des crédits entrés en souffrance (retard >60jrs) :
Ce contrôle se fait mensuellement, bimensuellement et périodiquement dans les agences dans lesquels les contrôleurs ne sont pas sur place. Il est ressorti des cas de clients non rencontrés qui sont confiés à la Direction gestion du risque pour poursuivre les recherches avec un compte rendu à la Direction Générale. Ainsi, il est aussi procédé au rapprochement avec la situation des clients non rencontrés préalablement déclarés par les agences selon la directive d'éradication des cas des clients non rencontrés et reçu du Directions des Opérations et Direction Gestion du Risque et s'assurer de leur suivi. Au cours de l'année 2023, sur un total de 1591 clients visités, 58 n'ont pas été rencontrés et confiés à la Direction Gestion du risque dont 49 déclarés conformément à la directive des clients non rencontrés. La Direction Gestion du Risque mène des actions pour retrouver soit les clients ou les cautions en vue du remboursement du crédit.
- Etude des dossiers de crédits conformément aux procédures : Il s'agit de connaître la procédure d'épargne et de crédit, Engagement sur l'honneur- COVID (clients) et Reconnaissance –COVID (Caution), Surprime SAHAM pour les clients de 64-70 ans, plus de 70 ans dossiers pour étude au siège, rapport de solvabilité, fiche de consentement, disponibilité de un mois de salaire pour les crédits virements salaire, spécificité des crédits sur domiciliation salaire et virement permanent , l'évaluation des garanties bref s'assurer toujours des conditions actualisées d'octroi de chaque type de crédit conformément à la procédure d'Epargne et de crédit . A cet effet, ce contrôle a révélé quelques cas d'omission de signature sur les contrats d'emprunt et autres documents constitutifs des crédits, non légalisation de fiche de cautionnement solidaire, non-respect du délai d'instruction des dossiers de crédits.
- Confirmation du crédit par le client par visite ou appel sur la base du N° de tel figurant sur le formulaire d'ouverture. Pour mitiger le risque de crédit fictif, les clients bénéficiaires des crédits décaissés dans les périodes contrôlées au cours de l'année 2024 ont été joints systématiquement par téléphone et ont tous confirmé l'obtention des crédits décaissés à l'exception des agences de l'intérieur du pays (Sotouboua, Pagala, Hahotoé, Kara) qui ne disposent pas de contrôleur sur place pour lesquelles des confirmations par échantillonnage ont été effectuées. Aucune anomalie n'est
- Respect du pouvoir de décaissement dans les agences conformément à la Note Rectificative N°12/WAGES/2020. Aucune anomalie n'est constatée.

- Vérification de la validation par le Siège des crédits décaissés dans l'agence conformément à la note de service N°006/WAGES/20 du 01 Avril 2020. Aucune anomalie n'est constatée.
- Rapport des gestionnaires de Risque sur les clients de garanties à un tampon conformément au mémo du 14 Juillet 2020. Ce contrôle consiste à s'assurer du suivi fait sur les garanties à un tampon. Aucune anomalie n'est constatée.
- Respect du délai d'étude d'instruction. Ce contrôle consiste à s'assurer de la célérité dans le traitement des dossiers de crédit en vérifiant ainsi du respect du délai séparant la demande du crédit par le client et le décaissement du crédit. Il ressort des cas de non-respect du délai d'instruction qui sont des fois justifiées. Pour les cas non justifiés, l'audit a instruit les agents à cet effet.
- Respect de la tenue de fiche d'information complémentaire pour les cas du dépassement de taux de graduation des crédits et du premier cycle de montant supérieur à 10 millions. : Vérification d'avis motivé pour les crédits de plus de 150% d'Augmentation et de 1er cycle supérieur à 10 millions. Les cas constatés lors des contrôles sont soutenus par les fiches d'informations complémentaires conformément aux procédures.
- Vérification de l'interdiction des crédits à échéance infini, trimestriel, semestriel et de différés de 8 mois au plus pour les crédits agricoles conformément à la note de service N°0012/WAGES/16 et mémo du 05/05/2017. Aucune anomalie
- Vérification de la réactivation des comptes inactifs/gelés.
Elle a consisté à s'assurer du respect des procédures en matière de gestion de comptes inactifs/ gelés après un an d'inactivité. Ainsi, tous les comptes activés pour opération de retrait par les clients ont fait l'objet de confirmation et les procédures sont généralement respectées.
- S'assurer que les crédits en retard ont été effectivement suivis dès le 1^{er} retard et que les dispositions prévues à cet effet ont été respectés : Rapport de suivi des crédits en retard conformément aux memos du 10/12/2018 et note de service 018/WAGES/19 portant organisation de la matérialisation des actions de suivi et recouvrement des crédits. Quelques cas d'absence de matérialisation des actions de recouvrement ont été relevées et les agents impliqués ont été interpellés
- Situation des crédits installés par erreur et non corrigés.
Le contrôle vise à s'assurer que des crédits installés dans PERFECT ont tous été décaissés. A cet effet, des cas de crédits installés mais non décaissés ont été relevés à cause du refus du crédit par le client suite à la réduction du montant du crédit par le comité ou pour des raisons de voyage du client avant la validation du dossier par le

comité de crédit. Les quelques cas ont fait l'objet de correction suite aux recommandations.

- Prise en compte des dépôts lors des transferts des crédits passés en perte.
A ce niveau, il s'agit de s'assurer de la prise en compte des dépôts à vue et dépôt de caution pour apurer l'encours restant dû lors du transfert de crédit en perte ;
Ainsi, des cas de non prises en compte des dépôts ou des provisions sur créances ont été relevés et les recommandations ont permis de corriger.
- Vérification des rapports de passation des crédits en perte aux agents de recouvrement s'il y a lieu dans un délai de 7 jours conformément à la note de service N°005/WAGES/2020 : si les clients ont été déclarés identifiés sur les suivis envoyés au Directeur des Opérations et disponibles au siège
Ce contrôle consiste à s'assurer si les crédits en perte ont été passés aux agents de recouvrement et enfin si ces clients ont été déclarés identifiés sur les rapports de suivis de crédit mensuels envoyés au Directeur des opérations par les agences. Ainsi la plupart des clients sont déclarés identifiés par les chargés de crédits suivant les fiches de suivi envoyés à la Direction des opérations et les passations ont été effectuées aux agents de recouvrement pour les agences dans lesquelles réside un agent de recouvrement.
- Vérification du rapport de la tenue de journées de recouvrements de crédit radiés dans l'agence conformément à la note de service N° 006/WAGES /2020. Aucune anomalie
- Suivi des clients non rencontrés lors des missions antérieures. Le suivi est effectué par le DO et le DGR conformément à la directive des clients non rencontrés et un rapport global annuel est produit par le DO.
- S'assurer de l'utilisation chronologique et de la saisie des bordereaux de reçus manuels mise à la disposition des agences par le siège pour les comptes des agents de crédits, agents de recouvrement et Agence.
Ce contrôle vise à s'assurer que les bordereaux délivrés en cas de recouvrement sur le terrain ou à la caisse lors des coupures d'électricité, sont saisies dans PERFECT. Il est relevé que tous les recouvrements par bordereaux manuels ont été reversés aux guichets de WAGES sauf quelques cas pour lequel l'agent a été licencié.
- Confirmation par téléphone des recouvrements par bordereau manuel sur les numéros des clients dans PERFECT. Aucune anomalie n'est constatée.

Aspect Informatique

- Vérification les erreurs de la période et analyser leur correction par rapport au délai de 8 jours ouvrables conformément à l'avenant des procédures d'intervention informatique

du 06/06/2013. Ainsi des cas de non-respect du délai de correction des erreurs ont été relevé et les agents ont été interpellé à cet effet.

- Identifier les attributions des habilitations au cours de la période (demander les preuves) et vérifier les tâches incompatibles en cas de congés, permission. Aucune anomalie n'est constatée.
- Vérification des preuves d'autorisation des modifications et suppression effectuées par les chefs d'agences dans la base PERFECT et des preuves d'autorisation des créations de portefeuille de crédit par les chefs d'agences. Aucune anomalie majeure n'est relevée.

Aspect Sécurité et Archivages

- Respect du dispositif organisationnel et de gestion des clés (Armoire et Portes) de l'agence par le contrôle mensuel du Gestionnaire de Risque.
- Organisation de la sécurité (Locaux, Matériel (bureaux et Informatique)) et de l'archive (Pièces comptables- Reçu de caisse- Dossier de crédit- formulaires d'ouverture de compte- les souches des reçus et autres pièces). Pour la sécurité des locaux, il a été relevé des cas de non fonctionnement et d'enregistrement des caméras de surveillance dans certaines agences et quelques légèretés en matière sécuritaire.
- Vérification de la tenue et la mise à jour du registre de détention des clés dans les agences.

Autres Aspects

- Vérification des rapports de lecture expliquée des procédures de la note de service N°004/WAGES/2018. L'audit vérifie la tenue des réunions de lecture expliquée des procédures et leur disponibilité et quelque cas de non-respect relevés ont fait l'objet de régularisation
- Vérifier les objectifs d'adhésion des clients (5 par trimestre) par le personnel conformément à la note de service N°003/WAGES/18. Aucune anomalie majeure n'est constatée
- Analyse des rapports de contrôle de supervision (Chef d'agence, Gestionnaire de risque, Comptable, gestionnaire tontine).

Ce contrôle consiste à s'assurer que l'auto contrôle et le contrôle de supervision sont effectués dans les agences et que les rapports sont produits et envoyés à la Direction gestion du Risque. A cet effet, il est relevé que les rapports sont produits mensuellement avec une grande rigueur dans le contrôle de supervision des collecteurs. Cependant, le contrôle de supervision au niveau des autres tâches doit

être renforcé pour éviter la récurrence des cas de détournement au niveau des collecteurs.

- Vérification de l'attribution du carburant des collecteurs conformément à la Note de Service 002/20 et ceux qui sont en congé. Aucune anomalie n'est constatée
- Contrôle de l'assurance que les stocks sont bien gérés et suivis : Ce contrôle consiste à la tenue des fiches de stock dans les agences et pour la gestion des carnets (Tontine et EPI) comparer avec les ouvertures de comptes et duplicata des carnets suivant le dispositif d'authentification des carnets du 28/05/2018. Aucune anomalie majeure n'est constatée
- Vérification du rapport de l'envoi du rapport de la bonne gestion des groupes électrogènes et de l'utilisation du carburant à la DARH conformément à la Note de service N°003/2019 et l'analyser.

A ce niveau, le contrôle consiste à s'assurer d'un bon suivi de l'utilisation des groupes électrogènes pour une gestion efficiente de la consommation du carburant. Aucune anomalie majeure n'est constatée.

- Vérification du registre de gestion des appareils photo et le cahier de prise de vue dans l'agence.
- Suivi des recommandations des rapports de contrôles de façon permanente.
- Gestion des biens hors usage dans les agences conformément au mémo du 04 Avril 2019 : Ceci consiste à s'assurer de l'élaboration des fiches de transferts et des ventes aux enchères des biens hors usage. Ainsi il est relevé des insuffisances dans le fichier des immobilisations et la gestion des biens des biens hors usage.
- Ouverture des boîtes à suggestion et Transmission des plaintes au Responsables Clientèle

Conformément au dispositif de gestion et de résolution des plaintes et suggestions des clients, il est effectué l'ouverture périodique des boîtes à suggestion dans toutes les agences et guichet de WAGES et les plaintes recensées sont transmises au Responsable portefeuille pour un traitement afin de satisfaire les clients.

Aspect Contrôle permanent des Opérations du Siège.

Contrôle au niveau de la Direction gestion du risque

Les actions de vérifications ont permis de s'assurer que tous les bordereaux manuels mises à la disposition des agences par le siège et par le DJC, Vérification de la signature du registre de sortie des garanties (Contrôle et Gestion du risque), Suivi des clients non rencontrés lors des missions antérieures, la vérification des procès-verbaux de tenue de

réunion de LBC-FT et Suivi de l'Activité conformément au document de mis en place de la cellule du 27/09/2019.

Ces contrôles ont relevé 235 cas de clients non rencontrés pour lesquels la directive portant éradication des cas de clients non rencontrés a été appliquée et dont les actions de recouvrement se poursuivent sur les cautions ou des personnes ressources.

Contrôle au niveau de la Direction Finance et Comptabilité

Le contrôle a porté sur la vérification du dispositif du 04/12/2019 pour la gestion des archives à la Direction Finance et comptabilité de WAGES, conservation des documents comptables au niveau des agences et Siège, vérification des pièces de régularisation et des inventaires de fin d'année conformément à la note de service 023/2019, vérification des justifications semestrielles des soldes des comptes par le siège du 26/09/2019, l'envoi dans les délais du Tableau des Emplois et ressources à la BCEAO suivant le courrier du 01 Mars 2021, le respect du délai de clôtures des journées et des mois, la vérification des pièces des écritures comptables enregistrées dans la base du siège sur les comptes des agences (Ecritures par transfert) afin de s'assurer de leur régularité, sincérité, fiabilité, la vérification des écritures comptables affectant les comptes de dépôts « 25 au crédit » des clients. (Régularité, sincérité, fiabilité), Contrôle de l'assurance que les stocks (Carnet EPI –Tontine, Fourniture de bureau, Carburant) sont bien gérés et suivis, la vérification du respect du délai de justification des avances, vérification de la transmission du rapport mensuel de suivi budgétaire le 30 du mois suivant pour analyse des autorisations reçues en cas de dépassement, vérification du délai d'élaboration des Etats de rapprochement Bancaire le 15 du mois suivant, vérification de l'Etat de paiement des impôts. Ainsi il a été relevé entre autres des insuffisances portant sur les suspens sur les comptes de tiers et compte de liaison, la non justification semestrielle des soldes des comptes par le siège, non-respect du délai de production des états de rapprochement bancaire, l'absence de codification de certaines immobilisations. Ces observations ont fait l'objet de recommandations et suivies

Contrôle au niveau du Pôle Administration et Ressources Humaines

Les contrôles ont porté sur la vérification de la prise en compte des frais médicaux à 80 % et à des plafonds, Vérification de la tenue et la mise à jour du registre de détention des clés au siège et s'assurer du contrôle par la Direction Gestion du Risque, Vérification de la Mise à jour des dossiers du personnel, Analyse des pièces justificatives de l'état de concordances et de traitement des salaires, traitement fiscal de la prise en compte des Avantage en nature, Analyse de l'Application de la convention collective, rapprochement des postes contenus dans les contrats de travail des agents par rapport à l'organigramme, le cumul des congés non jouis,

analyse des états de recrutement par rapport au niveau minimum requis dans le document d'organigramme et fiches de poste, s'assurer de la mise à jour du Répertoire des fournisseurs, Vérification du respect des procédures pour tous les achats effectués au cours de la période conformément à la procédure d'Achat, Vérification de la mise à jour et suivi de la mise en œuvre du plan de formation, Respect du dispositif organisationnel et de gestion des clés (Armoire et Portes) du siège par le contrôle mensuel du DGR, conservation de la clé du coffret des copies des clés des bureaux et armoire à la DACI.

A la suite des contrôles, il est relevé entre autres non-respect du code de travail en matière de congé non jouis dépassant les 60jrs, anomalie dans le calcul et le report du nombre de jour de congé non jouis, défaillance dans le fonctionnement, l'enregistrement et la visualisation des caméras de surveillance dans les agences.

Contrôle au niveau de la direction des opérations

Les vérifications ont touché l'analyse de plan de développement de l'épargne en 2020 et 2021 conformément au plan du 30/07/2019, l'ouverture des boîtes à suggestion et Transmission des plaintes au Responsables portefeuille avec rapport trimestriel et bilan annuel sur la gestion des plaintes, s'assurer de l'envoi au Directeur des opérations des rapports de suivi des crédits de plus de 60 jours, transmission des états de suivi des clients non rencontrés suivant la Directive, Transmission des données mensuelles relatives au l'impact COVID chaque 5 de mois conformément à la note de service N°009/WAGES /2020 pour la CAS-IMEC.

Aucune anomalie majeure n'est constatée sauf l'absence d'élaboration de bilan annuel sur la gestion des plaintes par le Responsable portefeuille.

Contrôle au niveau de la Direction Juridique et Contentieux

Ces contrôles ont porté sur la vérification des rapports de réunion du comité de recouvrement, rapport de suivi des dossiers en contentieux et des détournements du personnel, de la tenue des registres des organes, du respect du critère d'éligibilité des membres à organes pour participer à l'AG, le respect du critère d'éligibilité des membres du CA et du CS. Les quelques observations ont fait l'objet de recommandations et suivies.

Contrôle au niveau de la Pole Informatique

Les activités de contrôle ont porté sur la transmission du code d'accès Tmoney Flooz par le chef comptable du siège, le chef d'agence ou Responsable Guichet et caissier à la Direction de l'Audit Interne, Travaux de suivi et de rapprochement des opérations T money et Flooz effectué par le chef Comptable du siège, le Suivi du Schéma Directeur Informatique 2020-2023, Vérification des preuves de changement au moins une fois tous les ans de combinaison,

vérification de l'existence d'autorisation pour les travaux de week-end et jours fériés dans PERFECT, Vérification de la tenue du registre d'accès à la salle serveur conformément au dispositif d'accès à aux salles serveurs (Siège et Hédzranawoé) et s'assurer de la conservation du double des clés à la DACI, s'assurer que l'externalisation des sauvegardes des bases à ECOBANK, s'assurer de la tenue des réunions trimestrielles de comité de crise dans le cadre de la maintenance du Plan de secours Informatique, Réalisation de Tests techniques trimestrielle unitaires, Réalisation de Test Semestriel d'intégration, Réalisation de Test Annuel en vraie grandeur, s'assurer de l'autorisation d'habilitation signé de la DACI a tous les utilisateurs de PERFECT ou tous ceux qui ont eu accès à PERFECT pour un travail ponctuel. (Création d'habilitation par l'informatique), s'assurer de l'autorisation signée de la DACI pour la création du portefeuille (Crédit / de tontine) dans les agences, s'assurer de la Désactivation des habilitations pour les agents ayants été en congé, ayant quitté l'institution ou affecté dans une autre agence sur la base de la liste mensuelle envoyé par le PARH, Vérification de l'attribution des habilitations dans GOMISE conformément au document d'attribution des habilitations, vérification de l'attribution des habilitations dans PERFECT conformément au document d'attribution des habilitations dans PERFECT, Communication des statistiques à Crédit Info Volo par le Pôle Informatique, Vérification de la situation d'enrôlement et d'opération Momo, Vérification des opérations supprimées, modification par habilitation, vérification du rapport des opérations de remboursements des crédits en historique par les comptables et s'assurer de la désactivation par l'informatique de cette habilitation dans les 24 heures.

Quelques insuffisances ont été relevées et portent l'absence de mise à jour et du suivi du schéma directeur n'a pas été effectué, la non réalisation du test technique, d'intégration et de grandeur nature. Ces manquements constatés ont fait l'objet de recommandations et les corrections sont enclenchées.

Les travaux de fin d'exercice et suivi des inventaires

Le suivi des inventaires et les travaux de vérification des pièces de régularisation ont permis de s'assurer de l'existence physique des immobilisations et la gestion du logiciel des immobilisations, du respect des procédures d'approvisionnement et de la gestion du stock. Les quelques faiblesses relevées ont fait l'objet de rapport comportant des recommandations pour une bonne gestion des immobilisations, des ventes aux enchères et des sorties de stock.

Production de rapport au Conseil d'administration (CA) et au Conseil de surveillance (CS)

Au cours de chaque trimestre de l'année 2024, il est élaboré un rapport de synthèse sur les activités du contrôle interne envoyé au CA faisant ressortir les points saillants des constats de

missions de contrôle. Ceci a pour but d'attirer l'attention du Conseil d'Administration sur ces constats en vue de l'amélioration des performances de l'institution.

De même les constats trimestriels saillants sont présentés lors des réunions trimestrielles du conseil de surveillance pour attirer leur attention sur les faits manquants du trimestre. C'est ainsi que quatre (04) rapports synthèses trimestriels sont présentés au Conseil d'Administration et au Conseil de surveillance. De même, il a été tenu les 4 réunions statutaires du conseil de Surveillance.

Production du rapport à l'autorité de tutelle

Conformément aux instructions de la BCEAO, un rapport général de contrôle est produit sur les activités exécutées au cours de l'année 2024 de même que 04 rapports trimestriels sont produits et envoyés aux autorités de supervision à savoir : la BCEAO, la commission bancaire et le Ministère de l'Economie et des Finances.

Suivi des recommandations du commissaire au compte

Les recommandations du commissaire aux comptes sur l'exercice 2022 et 2023 ont fait l'objet de suivi pour leur exécution totale.

Suivi des recommandations du contrôle interne

Il est effectué un suivi périodique de toutes les recommandations issues des rapports de toutes les missions de contrôle effectuées au cours de l'exercice 2024. Ce suivi permet de s'assurer de la bonne exécution des recommandations. Ainsi sur 351 recommandations formulées, 328 ont été réalisées et en cours de réalisation soit un taux d'exécution des recommandations au 31/12/2024 de 93,43%.

Suivi des recommandations de la commission bancaire

La Direction Audit et Contrôle Interne a continué le suivi de la mise en œuvre des décisions de la 98^{ème} session de la commission bancaire transmises à WAGES ainsi que les diligences issues de sa mission effectuée au sein de WAGES du 16 au 30 Aout 2013. Sur un total de 138 diligences, 135 ont été exécutées au 31 décembre 2024 soit un taux d'exécution de 97,83%. Les diligences restantes touchent les fonds indûment perçus, l'établissement des plans parcellaires et d'immatriculation des terrains acquis, l'amélioration du Portefeuille à Risque (PAR).

Portant sur les diligences au nombre de 83 issues de la mission de vérification de la Commission Bancaire du 11 au 29 Mars 2019, WAGES a reçu le 14 Novembre 2024, un courrier référencé CB/DSPSD/n°2868 de la CBU ramenant les insuffisances résiduelles à 6

soit un taux de remédiation de 92,6% alors que suivant le suivi effectué par WAGES, il restait 4 diligences en cours de réalisation sur 83 diligences soit un taux de 95,18%.

Concernant la mission du 12 au 23 juin 2023, WAGES a relevé que le 14 Novembre 2024, elle a reçu de la Commission Bancaire un courrier référencé CB/DSPSD/n°2868 mentionnant que WAGES n'a réalisé que 37 diligences sur les 92 qu'elle a déclaré avoir réalisées du total des 104 diligences alors que suivant le suivi de WAGES, sur 105 diligences WAGES en a réalisé 92 soit un taux de réalisation de 87,6%.

Le suivi se poursuit pour la réalisation totale de toutes les insuffisances.

Suivi du plan d'affaire

Les activités déclinées dans les objectifs opérationnels du plan d'affaire 2021-2025 ont fait l'objet de suivi et présenté par la direction générale à la dernière réunion conjointe CA & CS. Sur 64 activités, 50 ont été exécutées, 7 en cours de réalisation ou réalisé en partie et 7 non encore réalisé et fait l'objet de suivi. Toutes les activités sont suivies pour leur exécution totale.

L'année 2024 a été encore pour la Direction Audit et Contrôle, une opportunité de jouer de manière efficace sa mission d'assurance et conseils fiables de manière indépendante et objective pour assurer l'efficacité des processus de gouvernance, de gestion du risque et de contrôle. Ces missions ont permis la création de la valeur ajoutée pour l'atteinte des objectifs de l'organisation et guide les décisions de la Direction générale, des organes et parties prenantes pour la sauvegarde du patrimoine de l'institution.

X- ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE

X-1- Les activités ordinaires de la Direction gestion du risque

Les activités au cours de l'année 2024 se sont normalement déroulées. Ainsi la direction gestion du risque (DGR) a accompli plusieurs tâches dans le but d'améliorer la gestion et le management du risque au sein de l'institution.

X-1-1- Organisation au sein de la direction gestion du risque

Au cours de l'année 2024, Le dispositif de suivi mis en place pour le contrôle efficace des activités des agences est maintenu et renforcé par un suivi plus rapproché.

Pour maintenir un contrôle de supervision adéquat au sein de la direction gestion du risque, les réunions périodiques ont été instituées avec les gestionnaires de risque.

X-1-2-Activités réalisées par la direction gestion du risque

a- Activités courantes

➤ Les contre-vérifications lors du montage du dossier de crédit

Le check-list, mis en place pour permettre aux gestionnaires de risques de matérialiser tout le travail de contre vérification effectué lors de l'analyse des dossiers de crédit avec un suivi centralisé au siège, a permis, au cours de cette période sous revue, de minimiser davantage les risques de détournement de l'objet des crédits dès le montage, et, de détecter les crédits par personne interposée, les crédits fictifs...

Il a également permis de s'assurer que les gestionnaires de risque des agences effectuent normalement leur travail. Tous les crédits décaissés au cours de l'année 2024 dans les agences ont fait l'objet des contres vérifications sous la supervision du Directeur Gestion du Risque.

Il n'a été enregistré au cours de l'année 2024, aucune fraude majeure liée au décaissement des crédits dans les agences.

➤ Les activités des comités de crédit

Dans chaque agence, les gestionnaires de risque à travers les visites de terrain, ont continué la mise en œuvre du dispositif de prévention du risque crédit. Cette prévention est faite à travers l'étude et la validation des dossiers de crédit, le contrôle du respect des procédures, de l'existence physique des clients et des cautions, de l'activité, l'analyse de la capacité de remboursement des clients et des cautions et les vérifications sur l'existence réelle des garanties matérielles. Les activités des comités de crédit du siège se sont également déroulées normalement au cours de l'année 2024.

En général, les comités de crédit font des efforts dans l'analyse des dossiers de crédit avec une participation active de la direction gestion du risque qui préside les réunions de comité de crédit du siège et prépare les procès-verbaux.

➤ Le contrôle permanent et suivi des balances âgées

Pour suivre les activités de contrôle de supervision et surtout assainir le portefeuille de crédit, la direction gestion du risque produit un rapport mensuel du contrôle permanent sur la base des rapports reçus des gestionnaires de risque en agence ou des chefs d'agence. Ce rapport, permet de détecter des cas de contrôles importants non réalisés et des retards avancés afin de proposer des actions rigoureuses de correction et des dispositions pour améliorer la qualité du portefeuille.

➤ **Le suivi des activités avec le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)**

Suivant le courrier n°2257/EC/SE du 17 mai 2016 relatif au recueil du consentement des clients dans le cadre du projet de Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), la direction gestion du risque a été responsabilisée pour le suivi de la mise en œuvre et le respect des tests réglementaires y afférents. Un état décadaire est produit et envoyé à la BCEAO comme demandé, et les rapports de solvabilité des clients sont édités sur la plateforme BIC par tous les chefs d'agence et permettent le renforcement de l'analyse des dossiers de crédit.

➤ **Le suivi des clients non rencontrés/non retrouvés**

Dans le souci de mitiger davantage le risque de crédits fictifs, une directive a été mise en place.

Toutes les agences produisent des rapports et assurent le suivi strict de l'application de la directive afin d'éradiquer la situation des clients non rencontrés/non retrouvés.

La situation des clients non rencontrés ou non retrouvés est suivie par la direction gestion du risque qui analyse les rapports mensuels des agences et des gestionnaires du risque en proposant des interpellations, des convocations et/ou des sanctions des agents concernés le cas échéant.

➤ **La gestion du suivi des BIA avec SANLAM (NSIA) et la CIF-VIE**

En exécution des contrats qui lient SANLAM assurance (NSIA) et CIF-VIE à WAGES, la direction gestion du risque est responsabilisée pour le suivi des activités d'assurance des crédits et des partenariats. Ce suivi est fait et le rapport mensuel est produit et transmis régulièrement à SANLAM assurance (NSIA) et CIF-VIE.

➤ **Dispositif de la gestion et retrait des garanties**

Suivant les procédures, un client qui sollicite plus d'un million doit garantir son crédit par une garantie physique (Un terrain et/ou une maison). Ces documents insérés dans les dossiers de chaque client concerné sont gardés et classés dans la salle archive sous la responsabilité de la Direction Gestion du Risque.

➤ **La gestion du dispositif des comptes dormants**

Suivant les instructions de la BCEAO sur la gestion des comptes dormants, un dispositif a été mis en place à WAGES depuis 2019 pour le suivi de cette activité. Suivant ce dispositif, le pôle informatique doit produire les états des comptes dormants qui sont transmis à la direction gestion du risque. Pour le traitement, les actions de recherche des clients sont faites avec les chefs d'agence.

Chaque mois, l'état des comptes inactifs est transmis à la BCEAO de même que les versements au titre des avoirs dormants. Cette activité se poursuit, les états sont disponibles et le suivi sera maintenu.

A- La gestion du dispositif de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme (LBC-FT)

La mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT), entrée en vigueur dans l'institution depuis juin 2011, se poursuit normalement.

Les procédures LBC-FT prévoient des dispositions très strictes pour l'entrée en relation de tout client avec l'institution. Les opérations avec la clientèle sont rigoureusement soumises au respect de ces procédures et le personnel dédié à cette tâche est régulièrement formé et sensibilisé à cet effet.

De plus, l'institution reçoit régulièrement dans le cadre de ce dispositif de la CENTIF et des autres services d'enquête judiciaire, des lettres de demande d'information auxquelles elle répond avec diligence.

Au cours de l'année 2024, les activités menées dans le cadre de la gestion du dispositif LBC-FT se résument essentiellement aux points suivants :

➤ Respect des procédures LBC-FT

Il est procédé à des vérifications permanentes sur les documents d'identification des clients dès leur entrée en relation avec l'institution afin de s'assurer du bon respect des procédures de LBC-FT. Les cotations des clients prévues dans les procédures sont suivies et les fiches associées sont remplies et bien classées. Les saisies de ces fiches sont faites directement dans le logiciel de gestion de l'institution et les dispositions sont en cours pour le renforcement du profilage automatique. L'institution ayant déjà réalisé sa cartographie des risques avec une approche basée sur les risques et ayant couvert les exigences de la LBC-FT, une évaluation des indicateurs de risques est régulièrement réalisée et les ajustements nécessaires sont faits et suivis. Le processus d'identification des clients au niveau de WAGES est très rigoureux et des diligences supplémentaires sont prévues pour certaines catégories notamment les Personnes Politiquement Exposées (PPE) et les clients « personnes morales ». Toutes les adhésions des PPE sont approuvées par le Directeur Général après validation du Responsable LBC-FT. Les plans de masse (plans indiquant les domiciles et résidences des clients) sont établis et ajoutés aux dossiers d'ouverture de compte des clients.

➤ **Formation et sensibilisation du personnel sur la LBC-FT**

Le personnel ancien est régulièrement sensibilisé et les nouveaux employés sont formés sur les procédures LBC-FT. Au cours de l'année 2024, la formation du personnel et des membres de l'institution sur le dispositif de LBC-FT et la gestion des risques de LBC-FT est bien assurée. Le personnel ancien est également sensibilisé sur l'application rigoureuse des procédures LBC-FT et surtout la mitigation des risques de LBC-FT.

Un total de **cent deux (102)** employés composé des nouveaux employés, des chefs d'agence et de certains anciens employés ont été spécifiquement formés par le Responsable LBC-FT (RLBC-FT) sur les thèmes suivants : « *Le dispositif LBC-FT : Généralités/actualités ; les dispositions de la loi uniforme ; les procédures et la gestion du dispositif à WAGES ; Inventaire des opérations inhabituelles et suspectes ; fiche d'origine /utilisation des fonds* ».

Vingt-un (21) membres de WAGES, dont, les membres du Conseil d'Administration (CA) et du Conseil de Surveillance (CS) sont également formés par le RLBC-FT sur les thèmes : « *Généralités sur la LBC-FT/PADM – Les obligations des institutions financières en matière de LBC-FT suivant la loi uniforme de LBC-FT et les opérations inhabituelles et/ou suspectes* ».

Les documents nécessaires sont mis à la disposition des participants après les formations pour un bon fonctionnement du processus.

➤ **Création et fonctionnement de la cellule LBC-FT de WAGES**

La cellule LBC-FT de WAGES, mis en place en début d'année 2020 a continué normalement ses activités au cours de l'exercice 2024. La cellule LBC-FT de WAGES a tenu ses deux (2) réunions pour le renforcement de la mise en œuvre et le déploiement du dispositif dans l'institution.

Les rapports sanctionnant ces réunions sont disponibles et bien classés.

➤ **Echanges avec les autorités de tutelles : BCEAO/ CBU/ la CENTIF et l'OCRTIDB**

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de LBC-FT et suivant les dispositions réglementaires, le rapport sur la mise en œuvre du dispositif de LBC-FT concernant l'exercice 2024 a été produit au cours de l'année 2025 et envoyé à la BCEAO, à la Commission Bancaire, à la CENTIF et à la Direction de la Microfinance (DM) dans les bons délais.

De même, les rapports mensuels de l'année 2024 portant sur les opérations de dépôts et retraits supérieurs ou égaux à 15 millions de F CFA suivant les dispositions des textes

réglementaires relatifs au dispositif LBC-FT ont été préparés et transmis aux autorités de tutelles.

Sur la période, sept (7) réquisitions à personne qualifiée de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB) ont été également traitées et retournées et portent uniquement sur 7 clients personnes physiques.

B- Les activités d'analyse et de suivi de la cartographie de risques.

➤ Suivi des indicateurs de risque

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la Direction Gestion du Risque et suivant le dispositif de gestion des risques de l'institution, les reportings suivants ont été préparés au cours de l'année 2024 aux dates et périodes prévues.

- Reporting sur la mise en œuvre du suivi après déblocage des crédits par agence ;
- Reporting des états de rapprochement bancaire ;
- Reporting sur les indicateurs de risque ;
- Reporting sur le contrôle permanent ;
- Reporting sur les retraits et dépôts supérieurs à 15 millions ;
- Rapports des comités de crédit du siège et comité intermédiaire.

Au cours de l'année 2024, l'analyse des activités à travers les indicateurs des différentes catégories de risques, a été menée.

✓ Risque de crédit

Il existe dix (10) indicateurs pour cet aspect. A fin décembre 2024, cinq (5) sont respectés et cinq (5) indicateurs ont une bonne tendance au cours de l'année, mais ne sont pas respectés.

Les cinq indicateurs respectés sont :

- ***Le PAR de 1-30 jours ;***
- ***Les provisions sur le montant PAR >90 jours***
- ***Prêts au personnel passé en perte***
- ***Taux de perte sur créances***
- ***Le montant des crédits suivi après déblocage sur le total de crédit décaissé au cours de la période.***

Ceux non respectés concernent :

- ***Le PAR >30 jours ;***
- ***Le PAR >90 jours ;***

- **Clients non rencontrés ;**
- **Les impayés sur crédit au personnel ;**
- **Le taux du portefeuille moyen et long terme sur le total du portefeuille**

✓ **Risque de dérive de mission**

La norme de cet indicateur est partiellement respectée à fin 2024. Le financement de gros crédits (plus de 20 millions de FCFA) au cours de la période est maîtrisé.

✓ **Risque de liquidité**

Les (5) cinq indicateurs pour cet aspect sont respectés et concernent :

- Respect des ratios prudentiels ;
- Encaisse/ Moyenne journalière d'épargne retirée ;
- Encaisse agence/ Moyenne hebdomadaire des déboursements en espèces ;
- Encaisse totale / le total des dépôts ;
- Encaisses agence / Moyenne hebdomadaire des remboursements en espèces.

Pour mitiger le risque de braquage, des encaisses raisonnables sont fixées pour les agences. Le suivi de ces niveaux d'encaisses sera maintenu.

✓ **Risque transactionnel et Opérationnel**

On note (15) quinze indicateurs de risques opérationnels et transactionnels dont sept (07) indicateurs sont respectés. Au cours de la période des efforts sont constatés et aucune agence n'est déclarée à haut risque.

✓ **Risque de réputation ou d'image et de Dépôt**

Les six (6) indicateurs de cette rubrique sont respectés et concernent : *le pourcentage de plaintes des clients traité ; le nombre de pratiques inacceptables ou erreurs commises volontairement sur les produits d'épargne durant la période ; le détournement sur le compte épargne des clients, le nombre de comptes fermés, le pourcentage d'agence ayant commis de pratiques inacceptables ou erreurs commises volontairement sur les produits d'épargne durant la période et le taux des dépôts à vue sur le total des dépôts.*

✓ **Juridique, Conformité et Ressources humaines**

Sur les douze (12) indicateurs de cette rubrique, huit (8) indicateurs sont respectés à savoir : agence ayant des déficits en poste clés, le nombre de procès et respect de la loi des SFD et des instructions de la BCEAO , nombre de procès perdus, Congés non jouis, agents ayant dépassé les 90 jours de congés non jouis, tenue régulière des réunions de la cellule LBC-FT, formation du personnel sur la LBC-FT, tenue des réunions du CA et du CS et rotation du personnel au poste (démission, licenciement).

Les quatre (4) indicateurs non respectés sont : *la rotation du personnel* (nombre d'année> 3ans (sauf directeurs, responsables et agents de tontine), *efficacité des recouvrements des huissiers et avocats*, *le nombre de procès perdus et recouvrement sur les cas de détournement du personnel*.

Le suivi des indicateurs de risques à travers les rapports sera maintenu et propositions de mitigation seront faites au besoin.

➤ **Le suivi des risques financiers (états de rapprochement bancaire)**

Pour l'année 2024, **276** états de rapprochement bancaire ont été produits dans les délais sur les **276** requis. Trois comptes présentent des écarts qui tardent à être régularisés depuis des mois malgré que les banques ont été déjà saisies.

Globalement, l'institution n'est pas exposée au risque de fraudes financières car le suivi de tous les états de rapprochement est fait de façon rigoureuse durant toute l'année 2024.

➤ **Le suivi des contrôles permanents**

Sur la période, les contrôles permanents de premier niveau et de supervision dont l'objectif principal est de permettre à l'institution d'anticiper plus efficacement sur les risques liés aux non-respects des procédures, aux mauvais suivis et contrôles de supervision des activités sont maintenus dans toutes les agences.

Globalement, il est constaté une amélioration au niveau de toutes les agences et les erreurs et manquements ont diminués.

DEUXIEME PARTIE : ETATS FINANCIERS ET ANNEXES EXERCICE 2024

ETATS FINANCIERS EXERCICE 2024

- DIMF 2000 : BILAN VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2000 : HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2080 : COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2005 : Tableau des emplois et des ressources,
- DIMF 2006 : Etat des biens donnés en crédit-bail et opérations assimilées,
- DIMF 2007 : Etat des biens détenus dans le cadre de la concession,
- DIMF 2008 : Etat des biens détenus dans le cadre de la clause de réserve de propriété,
- DIMF 2009 : Détail du compte « 6221 – Personnel extérieur à l'institution »
- DIMF 2010 : Etat des crédits en souffrance,
- DIMF 2011 : Etat des informations annexes,
- DIMF 2011 – 1 : Etat des engagements par signature,
- DIMF 2012 : Etat de l'encours des crédits des dix (10) débiteurs les plus importants du SFD
- DIMF 2013 : Etat de l'encours total des prêts aux dirigeants, au personnel ainsi qu'aux personnes liées,
- DIMF 2014 : Etat des ressources affectées et des crédits consentis sur ressources affectés,
- DIMF 2015 : Etat des valeurs immobilisées,
- DIMF 2016 : Etat d'affectation du résultat,
- Etat de traitement de la réévaluation
- ETAT RECAPITULATIF DES RATIOS DE WAGES AU 31/12/2024

BILAN VERSION DEVELOPEE

DIMF 2000

Etat : TOGO

Etablissement : ONG WAGES & CRRC

Date d'arrêté : 2024/12/31

D : AAO

F : XX/NT:XXX

P : A

N.S. : TOG X/XX

M : 1

(En Francs CFA)

Code poste	ACTIF	2024			2023	Code poste	PASSIF	2024	2023
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			NET	NET
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	5 562 094 157	-	5 562 094 157	5 624 665 095	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 173 967 759	2 477 085 482
A10	VALEURS EN CAISSE	410 274 993	-	410 274 993	556 706 280	F1A	Comptes Ordinaires des Institutions Financières	5 074 503	78 103
A11	Billets et monnaies	410 274 993		410 274 993	556 706 280	F2A	AUTRES COMPTES DE DEPOT DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-
A12	COMPTES ORDINAIRES CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	792 529 421		792 529 421	1 508 825 222	F2B	Dépôts à terme reçus	-	-
A2A	AUTRES COMPTES DE DEPOTS CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	4 350 000 000	-	4 350 000 000	3 550 000 000	F2C	Dépôts de garantie reçus	-	-
A2H	Dépôts à terme constitués	4 350 000 000		4 350 000 000	3 550 000 000	F2D	Autres dépôts reçus	-	-
A2I	Dépôts de garantie constitués	-		-	-	F3A	COMPTES D'EMPRUNTS ET AUTRES SOMMES DUES AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	2 143 822 098	2 445 258 195
A2J	Autres dépôts constitués	-		-	-	F3E	Emprunts à moins d'un an	88 341 313	76 321 979
A3A	COMPTES DE PRETS AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-	-	-	F3F	Emprunts à terme	2 055 180 785	2 368 936 216
A3B	Prêts à moins d'1 an	-		-	-	F50	Autres sommes dues aux institutions financières		
A3C	Prêts à terme	-		-	-	F55	RESSOURCES AFFECTEES	21 438 999	21 438 999
A60	Créances rattachées	9 289 743		9 289 743	9 133 593	F60	Dettes rattachées	3 932 159	10 310 185
A70	COMPTES DE PRETS EN SOUFFRANCE	-	-	-	-				
	Prêts immobilisés	-		-	-	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	16 123 649 864	16 052 336 994
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	-		-	-	G10	Comptes ordinaires	8 319 988 784	8 025 724 789
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	-		-	-	G15	Dépôts à terme reçus	775 650 000	899 519 415
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	-	-	-	-	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	1 748 582 969	1 716 823 692
						G30	Autres dépôts de garanties reçus	5 170 787 361	5 309 347 628
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	17 026 355 355	556 985 157	16 469 370 198	16 791 303 894	G35	Autres dépôts reçus		
B2D	Crédits à court terme	5 576 858 209	-	5 576 858 209	6 217 009 675	G60	Emprunts		
B2N	Comptes ordinaires	-	-	-	-	G70	Autres sommes dues		
B30	Crédits à moyen terme	8 698 655 529	-	8 698 655 529	8 679 880 007	G90	Dettes rattachées	108 440 750	100 921 470
B40	Crédits à long terme	1 384 435 614	-	1 384 435 614	1 268 762 197				
B65	Créances rattachées	128 461 875	-	128 461 875	136 320 225	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	798 436 080	487 769 611
B70	CREDITS EN SOUFFRANCE	1 237 944 128	556 985 157	680 958 971	489 331 790	H10	Versements restant à effectuer	-	-
	Crédits immobilisés	14 751 698	-	14 751 698	28 322 594	H40	Créditeurs divers	564 535 499	228 697 233
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	263 316 753	93 397 483	169 919 270	188 805 956	H6A	Comptes d'ordre et divers	233 900 581	259 072 378
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	500 416 524	187 150 853	313 265 671	156 025 801	H6B	Comptes de liaison	-	-
B73	Crédits en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	459 459 153	276 436 821	183 022 332	116 177 439	H6C	Comptes de différence de conversion	-	-
						H6G	Comptes de régularisation passif	233 438 147	258 933 878
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	205 407 464	14 689 137	190 718 327	86 462 696	H6P	Comptes d'attente - passif	462 434	138 500
C10	TITRES DE PLACEMENT	-		-	-				
C30	COMPTES DE STOCKS	32 638 288	-	32 638 288	31 057 692	K01	VERSEMENTS RESTANTS A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-
C31	Stocks de meubles	-		-	-	K20	Titre de participation	-	-
C32	Stocks de marchandises	-		-	-				
C33	Stocks de fournitures	25 505 098	-	25 505 098	25 753 192	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	5 061 655 055	5 141 841 804
C34	Autres stocks et assimilés	7 133 190	-	7 133 190	5 304 500	L10	Subventions d'investissement	20 208 996	20 208 996
C40	Débiteurs divers	136 105 460	14 689 137	121 416 323	8 954 509	L20	Fonds affectés	17 824 386	56 720 006
C55	Créances rattachées	-		-	-	L21	Fonds de garantie	17 824 386	56 720 006
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	-		-	-	L22	Fonds d'assurance	-	-

C59	Valeurs à rejeter	-		-	-	L23	Fonds de bonification	-	-
C6A	Comptes d'ordre et divers	36 663 716	-	36 663 716	46 450 495	L24	Fonds de sécurité	-	-
C6B	Comptes de liaison			-	-	L25	Autres fonds affectés	-	-
C6C	Comptes de différence de conversion			-	-	L27	Fonds de crédit	96 426 277	96 426 277
C6G	Comptes de régularisation actif	35 833 766		35 833 766	29 204 495	L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	130 649 091	369 734 895
C6Q	Comptes transitoires	-		-	-	L31	Provisions pour charges de retraite	-	241 109 328
C6R	Comptes d'attente - actif	829 950		829 950	17 246 000	L32	Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	-	-
						L33	Autres provisions pour risques et charges	130 649 091	128 625 567
D01	VALEURS IMMOBILISEES	3 650 816 468	1 715 290 392	1 935 526 076	1 656 602 206	L35	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	-	-
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L37	Provision spéciale de réévaluation	-	-
D1L	Titres d'investissement	-	-	-	-	L41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
D10	Prêts et titres subordonnés			-	-	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés	-	-
D15	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	25 686 325	3 700 713	21 985 612	22 997 718	L45	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
D23	IMMOBILISATIONS EN COURS	769 063 931	-	769 063 931	515 013 115	L50	Primes liées au capital		
D24	Incorporelles	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	L55	Réserves	2 068 944 223	1 737 314 731
D25	Corporelles	767 563 931	-	767 563 931	513 513 115	L56	Réserve générale	661 244 083	597 120 469
D30	IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	2 798 495 503	1 684 558 836	1 113 936 667	1 063 051 507	L57	Réserves facultatives	-	-
D31	Incorporelles	441 142 949	436 010 951	5 131 998	8 952 254	L58	Autres réserves	1 407 700 140	1 140 194 262
D36	Corporelles	2 357 352 554	1 248 547 885	1 108 804 669	1 054 099 253	L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	-	-
D40	IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	-	-	-	-	L60	Capital	-	-
D41	Incorporelles			-	-	L61	Capital appelé		
D45	Corporelles (*)			-	-	L62	Capital non appelé		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	22 855 925	-	22 855 925	47 855 925	L65	FONDS DE DOTATION	132 356 518	132 356 518
D46	Incorporelles			-	-		Ligne de Crédit non remboursable	132 356 518	132 356 518
D47	Corporelles	22 855 925	-	22 855 925	47 855 925		Fonds de solidarité emprunteur WAGES		
D50	Crédit bail et opérations assimilées	-	-	-	-	L70	REPORT A NOUVEAU (+ ou -)	2 322 964 161	2 301 589 624
D51	Crédit-bail			-	-	L75	Excédent des produits sur les charges		
D52	Location avec option d'achat			-	-				
D53	Location-vente			-	-	L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	272 281 403	427 490 757
D60	Créances rattachées			-	-	L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	272 281 403	427 490 757
D70	CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	L82	Excédent ou déficit en instance d'approbation		
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus			-	-				
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus			-	-				
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus			-	-				
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	-	-	-	-				
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit non appelé			-	-				
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit appelé non versé			-	-				
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS								
E90	TOTAL ACTIF	26 444 673 444	2 286 964 686	24 157 708 758	24 159 033 891	L90	TOTAL PASSIF	24 157 708 758	24 159 033 891

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE							DIMF 2080
Etat : TOGO		Etablissement : ONG WAGES & CRRC				(En Francs CFA)	
Date d'arrêté : 2024/12/31		D : AA0		F : XX/NT: XXX			
P : A N.S. : TOG X/XX				M : 1			
Code poste	CHARGES	2024	2023	Code poste	PRODUITS	2024	2023
R08	Charges sur opérations avec les institutions financières	156 764 944	115 417 480	V08	Produits sur opérations avec les institutions financières	222 193 471	185 823 738
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-	-	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	9 347 473	3 136 310
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier	-	-
R1C	Caisse Centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor public			V1D	Trésor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants	9 347 473	3 136 310
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	-	-	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts chez les institutions financières	212 845 998	182 687 428
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	212 845 998	182 687 428
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	-	-
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués	-	-
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	155 668 507	114 223 160	V2A	Intérêts sur comptes de prêts aux institutions financières	-	-
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	123 160	99 840	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	-	-
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	155 545 347	114 123 320	V2G	Intérêts sur prêts à terme	-	-
R2R	Autres intérêts	-	-	V2Q	Autres intérêts	-	-
R2T	Divers intérêts	-	-	V2S	Divers intérêts	-	-
R2Z	Commissions	1 096 437	1 194 320	V2T	Commissions	-	-
R3A	Charges sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	285 715 030	254 042 860	V3A	Produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	3 262 514 192	3 283 439 105
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	285 715 030	254 042 860	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	2 433 649 831	2 414 250 118
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	163 528 260	155 936 475	V3G	Intérêts sur autres crédits à court terme	730 770 839	836 028 721
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	46 541 820	18 880 520	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	1 649 439 966	1 555 776 871
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	75 644 950	79 225 865	V3N	Intérêts sur crédits à long terme	53 439 026	22 444 526
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3R	Autres intérêts	92 360 428	87 104 069
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus			V3T	Divers intérêts	92 360 428	87 104 069
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues aux membres, bénéficiaires ou clients	-	-	V3X	Commissions	736 503 933	782 084 918
R3Q	Autres intérêts						
R3T	Commissions						
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	3 042 227 689	3 099 802 503		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	442 479 974	369 460 340		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	3 484 707 663	3 469 262 843
R4B	Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-	V4B	Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	-	-	V4C	Produits et profits sur titres de placement	-	-
R4K	Charges sur opérations diverses			V4D	Intérêts sur crédits accordés au personnel non membre		
R4N	Commissions			V4E	Produits sur opérations diverses	-	-
				V4F	Commissions	-	-
R5B	Charges sur immobilisations financières	-	-	V5B	Produits sur les immobilisations financières	-	-
R5C	Frais d'acquisition			V5C	Produits et profits sur prêts et titres subordonnés		
R5D	Etalement de la prime			V5D	Dividendes et produits assimilés sur titre de participation	-	-
R5E	Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	-	-
R5G	Charges sur opérations de crédit-bail	-	-				
R5H	Dotation aux amortissements						
R5J	Dotation aux provisions						
R5K	Moins-values de cession						
R5L	Autres Charges						
	A REPORTER	442 479 974	369 460 340		A REPORTER	3 484 707 663	3 469 262 843

	REPORT	442 479 974	369 460 340		REPORT	3 484 707 663	3 469 262 843
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	-	-	V5G	Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées	-	-
R5N	Dotation aux amortissements			V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	-	-
R5P	Dotation aux provisions			V5J	Loyers		
R5Q	Moins-values de cession			V5K	Reprises de provisions		
R5R	Autres Charges			V5L	Plus-values de cession		
R5S	Charges sur opérations de location-vente	-	-	V5M	Autres produits		
R5T	Dotation aux amortissements			V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	-	-
R5U	Dotation aux provisions			V5P	Loyers		
R5V	Moins-values de cession			V5Q	Reprises de provisions		
R5X	Autres Charges			V5R	Plus-values de cession		
R5Y	Charges sur emprunts et titres subordonnés			V5S	Autres produits		
R6B	Pertes sur opérations de change			V5T	Produits sur opérations de location vente	-	-
R6C	Commissions			V5V	Loyers		
				V5W	Reprises de provisions		
R6F	Charges sur opérations de hors bilan	-	-	V5X	Plus-values de cession		
R6K	Charges sur engagements de financement reçus des institutions financières			V5Y	Autres produits		
R6L	Charges sur engagements de financement reçus des membres, clients ou bénéficiaires			V6B	Gains sur opérations de change	-	-
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6C	Commissions		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients						
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6F	Produits sur opérations de hors bilan	807 103	7 500
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières		
R6V	Charges sur prestations de services financiers	2 076 464	3 319 069	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6W	Charges sur les moyens de paiement	1 319 464	2 960 619	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	757 000	358 450	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou client	807 103	7 500
R7A	Autres charges d'exploitation financière	-	-	V6Q	Produits sur engagements sur titres		
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif			V6R	Produits sur autres engagements donnés		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière						
				V6U	Produits sur prestations de services financiers	174 304 733	187 761 986
				V6V	Produits sur les moyens de paiement	116 186	
				V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	174 188 547	187 761 986
				V7A	Autres produits d'exploitation financière	-	-
				V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif		
				V7C	Transferts de charges d'exploitation		
				V7D	Divers produits d'exploitation		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	175 111 836	187 769 486		AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES	2 076 464	3 319 069
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	2 076 464	3 319 069		AUTRES PRODUITS FINANCIERES NETS	175 111 836	187 769 486
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	3 215 263 061	3 284 252 920		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	175 111 836	187 769 486		AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES	2 076 464	3 319 069
	PRODUIT FINANCIER NET	3 659 819 499	3 657 032 329		CHARGE FINANCIERE NETTE	444 556 438	372 779 409
R8G	Achat et variations de Stocks	248 094	(1 047 864)		VENTES		
	Achat de marchandises			V8B	MARGE COMMERCIALE		
R8J	Stocks vendus			V8C	Ventes de marchandises		
R8L	Variations de stocks marchandises	248 094	(1 047 864)				
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION				PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
S02	FRAIS DE PERSONNEL	1 636 987 499	1 688 755 266				
S03	Salaires et traitements	1 305 621 804	1 438 321 821				
S04	Charges sociales	328 555 695	246 218 445				
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	2 810 000	4 215 000				
	A REPORTER	2 081 792 031	2 060 486 811		A REPORTER	3 659 819 499	3 657 032 329

	REPORT	2 081 792 031	2 060 486 811		REPORT	3 659 819 499	3 657 032 329
S1A	IMPOTS ET TAXES	16 651 978	12 157 610	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	17 009 752	12 646 401
S1B	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés sur rémunérations	100 000	100 000	W4B	Redevances sur concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-
S1C	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'Administration des impôts	15 063 583	9 458 963	W4D	Indemnités de fonction et rémunérations d'administrateurs, gérants reçues		
S1D	Impôts directs	-	-	W4G	Plus-values de cession	16 247 946	12 141 601
S1G	Impôts indirects	10 562 083	8 951 273	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	16 247 946	12 141 601
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	4 501 500	507 690	W4J	sur immobilisations financières		
S1J	Impôts et taxes divers	-	-	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
S1K	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	1 488 395	2 598 647	W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	-	-
				W4M	Charges refacturées		
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	961 632 027	875 581 446	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
S2B	Services extérieurs	267 962 154	247 934 588	W4P	Autres transferts de charges		
S2C	Redevances de crédit-bail	-	-	W4Q	Autres produits divers d'exploitation	761 806	504 800
S2D	Loyers	39 810 748	41 314 172				
S2F	Charges locatives et de co-propriété	-	-	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-
S2H	Entretien et réparations	81 448 897	80 235 954	W51	Immobilisations incorporelles	-	-
S2J	Primes d'assurance	135 123 079	93 111 852	W52	Immobilisations corporelles	-	-
S2K	Etudes et recherches	-	-				
S2M	Frais de formation	8 957 000	25 867 610	W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	33 299 342	34 689 330
S2L	Divers	2 622 430	7 405 000	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
S3A	Autres services extérieurs	588 865 262	571 881 372	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	213 516	-
S3B	Personnel extérieur à l'institution	149 475 032	145 313 788	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	213 516	-
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	72 215 336	97 231 862	X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
S3E	Publicité, publications et relations publiques	29 711 156	24 182 721				
S3G	Transports de biens	1 036 000	1 639 500	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	787 563 639	585 401 539
S3J	Transports collectifs du personnel	-	-	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	582 515 830	454 479 992
S3L	Déplacements, missions et réceptions	30 676 185	16 064 655	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	114 399 799	73 084 249
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	234 860 567	224 876 299	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au pl	352 577 955	267 408 957
S3N	Frais postaux et frais de communication	64 937 557	57 881 337	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au p	115 538 076	113 986 787
S3P	Divers	5 953 429	4 691 210	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	21 223 600	-
S4A	Charges diverses d'exploitation	104 804 611	55 765 486	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	42 366 695	5 678 609
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	X6I	Reprises de provisions réglementées	-	-
S4D	Indemnités de fonction versées	12 390 000	13 025 000	X6J	Récupération sur créances amorties	141 457 514	125 242 938
S4I	Frais de tenue d'assemblée	4 028 475	(341 600)				
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations	-	-	X80	Produits exceptionnels	3 363 202	6 706 470
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-				
S4M	sur immobilisations financières	-	-	X81	Profits sur exercices antérieurs	105 740 924	71 683 250
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	-	-				
S4Q	Produits rétrocédés	-	-	L80	DEFICIT	-	-
S4R	Autres transferts de produits	-	-				
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	88 386 136	43 082 086				
T50	DOTATION AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	-				
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATION	132 008 432	131 850 746				
T53	Dotations aux amortissements des charges à répartir						
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	132 008 432	131 850 746				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
	A REPORTER	3 192 084 468	3 080 076 613		A REPORTER	4 607 009 874	4 368 159 319

	REPORT	3 192 084 468	3 080 076 613		REPORT	4 607 009 874	4 368 159 319
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 068 309 681	738 981 319				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	797 527 854	481 405 011				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	309 961 881	192 630 306				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	340 092 682	157 596 041				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	147 473 291	131 178 664				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	777 175	37 253 909				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	132 289 294	91 388 509				
T6J	Dotations aux provisions réglementées	-	-				
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	137 715 358	128 933 890				
T6L	Autres Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-	-				
T80	Charges exceptionnelles	464 060	10 359 191				
		-	-				
T81	Pertes sur exercices antérieurs	63 450 443	101 278 145				
		-	-				
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	10 419 819	9 973 294				
		-	-				
L80	EXCEDENT	272 281 403	427 490 757				
T84	TOTAL CHARGES	4 607 009 874	4 368 159 319	X84	TOTAL PRODUITS	4 607 009 874	4 368 159 319

HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE

DIMF 2000

Etat :
TOGO

Etablissement :
WAGES
F : 1 /
NT : ...

(en Francs
CFA)

Date d'arrêté : 2024/12/31

D : AC0

P : A

N. S. : TOG X/XX

M : 1

Code Poste	LIBELLES	2024	2023
	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	-	-
N1A	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES		
N1H	ENGAGEMENTS RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-
N1J	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICAIRES OU CLIENTS		
N1K	ENGAGEMENTS RECUS DES MEMBRES, BENEFICAIRES OU CLIENTS		
	ENGAGEMENT DE GARANTIE	16 604 313 382	13 512 572 781
N2A	D'ordre des institutions financières		
N2H	Reçus des institutions financières		
N2J	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients		
N2M	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients	16 604 313 382	13 512 572 781
	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
N3A	Titres à livrer		
N3B	Intervention à l'émission		
N3C	Marché gris		
N3D	Autres titres à livrer		
N3E	Titres à recevoir		
NRF	Intervention à l'émission		
NRG	Marché gris		
N3H	Autres titres à livrer		
	ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES		
	OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT		
P1A	Francs CFA achetés non encore reçus		
P1B	Devises achetées non encore reçues		
P1C	Francs CFA vendues non encore livrés		
P1D	Devises vendues non encore livrés		
	PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES		
P1E	Devises prêtées non encore livrées		
P1F	Devises empruntées non encore reçues		
	OPERATIONS DE CHANGE A TERME		
P1G	Opérations de change à terme francs Cfa à recevoir contre devises à livrer		
P1H	Opérations de changes à terme devises à recevoir contre FCFA à livrer		
P1J	Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer		
P1K	Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir		
P1L	Report /déport non couru à recevoir		
P1M	Report/déport non couru à payer		
P1R	Intérêts non courus en devises couverts à recevoir		
P1S	Intérêts non courus en devises couverts à payer		

Code Poste	LIBELLES	2024	2023
P1V	Ajustements devises hors bilan		
	AUTRES ENGAGEMENTS		
Q1A	Engagements donnés		
Q1B	Engagements reçus		
	OPERATIONS EFFECTUEES POUR LE COMPTE DE TIERS	-	-
Q1C	Valeurs à l'encaissement non disponibles		
Q1F	Comptes exigibles après encaissements		
Q1J	Comptes de suivi des engagements de financement consortiaux		
Q1K	Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux		
Q1L	Comptes de suivi des crédits consortiaux		
Q1M	Crédits distribués pour le compte de tiers		
N90	ENGAGEMENTS DOUTEUX		

Annexe 1 :

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES		DIMF 2005	
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2024/12/31 D: BG0		F:XX (en Francs CFA)	
P:A N.S. : TOG X/XX		M:1	
Code	LIBELLES	Amortissements/ Provisions	Montants nets
B02	ACTIF Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	556 985 157	16 340 908 323
B2D	Crédits à court terme		5 576 858 209
B30	Crédits à moyen terme		8 698 655 529
B40	Crédits à long terme		1 384 435 614
B70	Crédits en souffrance	556 985 157	680 958 971
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	-	-
D51	Crédits-bail		
D52	Location avec option d'achat		
D53	Location-vente		
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées		-
G02	PASSIF Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients		10 844 421 753
G10	Comptes ordinaires créditeurs		8 319 988 784
G15	Dépôts à terme reçus		775 850 000
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial		1 748 582 969
G60	Emprunts		-
G70	Autres sommes dues		-

Annexe 2 :

ETAT DES BIENS DONNES EN CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES DIMF 2006				
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2024/12/31		D: BG0	F:XX	(en Francs CFA)
		N.S. : TOG X/XX		
P:A		M:1		
LIBELLES	Durée	Montants bruts	Amortissement/ Provisions	Montants nets
CREDIT-BAIL				
Crédit bail Mobilier				
Crédit bail Immobilier				
Crédit bail sur actifs incorporels				
LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT				
LOCATION - VENTE				
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATION DE CREDIT - BAIL ET ASSIMILEES				
TOTAL				

Annexe 3 :

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION				DIMF 2007
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2024/12/31		D: BG0	F:XX	(en Francs CFA)
P:A		N.S. : TOG X/XX	M:1	
POSTES	Durée	VALEUR D'INVENTAIRE ou VALEUR DE MARCHÉ	CONCESSIONNAIRE	
			NOM	VALEUR DECLARÉE DANS LE CAHIER DE CHARGE
TOTAL			TOTAL	

Annexe 4

:

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE					DIMF 2008
Etat : TOGO			Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2024/12/31		D: BGO	F:XX	(en Francs CFA)	
P:A		N.S. : TOG X/XX	M:1		
Libellés des biens biens inscrits à l'actif frappés dela clause de RP*	Objet clause de réserve	Montants bruts	Calendrier arrêté		Créanciers
			Date d'inscription	Durée de jouissance	
TOTAL					

* Réserve de propriété

Annexe 5 :

DETAIL DU COMPTE 6221 - PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION								DIMF 2009
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES						
Date d'arrêté: 2024/12/31		D: BGO		F:XX		(en Francs CFA)		
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1				
Libellés	EFFECTIF (en unités)							FACTURATION A L'INSTITUTION
	NATIONAUX	Autres Etats de l'UMOA	Hors UMOA	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	TOTAL	
1. Cadres supérieurs	1						1	53 040 000
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens	1						1	7 382 232
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés							-	
4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	55						55	89 052 800
TOTAL	57	-	-	-	-	-	57	149 475 032
PERMANENTS								
SAISONNIERS								
TOTAL	57	-	-	-	-	-	57	149 475 032

Annexe 6 :

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE					DIMF 2010
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES			
Date d'arrêté: 2024/12/31		D: BA0		F:XX	(en Francs CFA)
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1	
CREDITS EN SOUFFRANCE	A	B	C = A - B	D	E = C - D
	191, 192 et 193 291, 292, 293 Crédits et Prêts en souffrance	162 et 254 Dépôts de garantie	Soldes restant dus	199 et 299 Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets
Crédits comportant au mois une échéance impayée ≤ à 3 mois	14 751 698	9 205 000	5 546 698	-	-
Crédits comportant au mois une échéance impayée > 3 mois à ≤ à 6 mois	291 126 579	121 219 533	169 907 046	67 974 488	101 932 558
Crédits comportant au mois une créance impayée > 6 mois à ≤ 12 mois	479 889 039	201 777 243	278 111 796	222 544 218	55 567 578
Crédits comportant au moins une échéance impayée >12 à ≤ à 24 mois	452 176 812	185 710 369	266 466 443	266 466 443	-
TOTAL	1 237 944 128	517 912 145	720 031 983	556 985 149	157 500 136

Annexe 7 :

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES			DIMF 2011
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BBO	F:XX	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
LIBELLES	Montants / Effectif		
Encours des engagements par signature à court terme	-		
Encours des engagements par signature à moyen et long terme	-		
Montant total consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et d	5 321 075		
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de l'institution	474 309		
Nombre total de groupements de l'institution ainsi que de leurs membres	-		
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution	195 974		
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution	248 447		
Nombre total de groupements bénéficiaires	28 452		
Nombre total d'usagers bénéficiaires	-		
Nombre total de sociétaires bénéficiaires	1 436		
Population cible de la caisse (ou son estimation)	-		
126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières	4 350 000 000		
252 - Dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de caisse	775 850 000		
253 - Comptes d'épargne à régime spécial	1 748 582 969		
254 - 255 - Autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse	5 170 787 361		
Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice	-		
Recouvrements sur prêts attendus au cours de l'exercice	-		

Annexe 8 :

ETAT DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE			DIMF 2011-1
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BCO	F:XX	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
LIBELLES		Montants / Effectif	
Encours des engagements par signature donnés à court terme			
Encours des engagements par signature donnés à moyen et			
TOTAL			

Annexe 9 :

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS			DIMF 2012
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	Etablissement:
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BFO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
PRENOMS/NOM/N° D'IDENTIFICATION	DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVIR	MONTANT NET EN FCFA
MADJA AGBEHODE (ENT IND FRIGO LA TRINITE)	18	17	100 000 000
SOCIETE ANONYME FOUFOUMIX (LOGOU MINSO	24	23	96 418 570
KATCHEKPELE Koffi / A0506562	60	54	96 375 560
AGBAN Tagbah Sourou / A0212997	24	21	96 040 400
AKAKPOVI AYITE MAWUKO (LOFTY SARL) / A013	24	22	92 723 860
FANDJINOUE Sylvain C / A0606198	13	11	89 150 870
TETE CHILDERIC K. (POLYCLINIQUE LE COEUR SA	60	50	87 054 290
AYITE Afiwa Elom / A0103020	30	25	85 562 705
AMETANA KODJOVI MATHIAS(CS<<LES VICTORIE	36	29	85 334 870
ADOBOE KWASI HOLALI K (ENTR. IND. WALLAST	24	19	85 089 840
TOTAL	313	271	913 750 965

Annexe 10 :

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
ADJASSOU Kokouvi Michel / A0124189	18 400 330		
AFFO Kossi / A0126800	12 764 630		
OBLASSE Koffi Agbegnigan / A0122577	12 180 315		
AMEGAN Comlan Mawunya / A0105055	6 158 440		
SEGLA Yawo / A0129532	5 449 275		
ZOUHONGBE Koffi Jacques / A0126229	4 698 425		
ADAMAH Assiongbon N / A0121610	4 604 490		
AKAKPO Koffi Atsou / A0127292	4 058 743		
AGBODAN Dédé Délali / A0212452	3 591 140		
MENSAH EPSE DAKITSE-BENISSAN Adjo Dzigbodi / A0909672	3 319 125		
TONDJA Gbati / A0107896	3 271 590		
SALHA ALI Rahamatou / A0119052	3 178 794		
DIOGO Akuavi Epse HOUNGUES / A0413385	3 044 895		
VITSO Akossiwa Sefako / A0510213	2 736 190		
AGBEDI Kofi Dzinyefa / A1907021	2 703 245		
AZIAKA Toudeka / A0129725	2 469 270		
MASSAH Ablavi Epse MESSAN / A0807581	2 461 975		
WOAMI Brigitte B A Epse AMEGONOU / A0101309	2 389 900		
ADOGNON Agnite Kokou / A0120328	2 337 972		
AGBOKA Koffi Edem / A0132346	2 302 440		
OURO-DJERI Nouridine / A0130001	1 947 996		
AMEGEE Kossi / A0216126	1 764 165		
KONGO Ayélé epse KOUMEBIO / A0127362	1 741 910		
KOUDAHE Koffi Germain / A0807987	1 590 550		
HOINSOU Koffi / A0132416	1 427 330		
HONKPO Kouassi / A0130309	1 358 670		
ABALO Amélé / A0100001	1 257 230		
GNEMEGNA A Ahoefa Fafavi / A0713077	950 000		
EDORH Méyévi / A0103770	901 100		
AGBEMADU Yawovi Fofo / A0720440	872 185		
FUMEY Kossi Brathold / A1907842	770 610		
ALLOKPENOU Adam / A0413941	735 520		
EDOH Yao / A0133799	709 435		
ATCHOU A K Dominique / A0909515	690 000		
NOUKPETOR Kossiwa Délali / A0705337	670 280		
TCHASSE Akele / A1100881	643 445		
ADZINI Koffi Abaya X. / A1102917	638 385		
DAKOU Kossi Mawussi / A2002495	579 700		
GAZARO Feihane / A0135623	552 205		
SEMEGLO Koffi Mawuenyigan / A0138939	546 785		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
PRINCE AGBODJAN Tele Audrey / A0138958	541 620		
ADI Koffi / A1302731	539 680		
ATAMA-GAMA Toudiguina / A0132372	536 212		
KOUDAYA Koami Ferdinand / A0908183	519 700		
OURO-GANDI Tchadji'Bom / A0126504	515 350		
KAMATO Améyo / A1100949	501 320		
LABAH Komlan / A0808950	500 000		
TESSI Sanmele Akouvi Epse AHONSOU / A0722179	499 355		
OTINI Akossiwa Udzoani / A2103452	497 510		
AMEDOAME Komi / A1002648	472 085		
MAWUVI Yaovi / A2002339	470 000		
KOFFI Ayao Mawuegnigan / A0128383	461 711		
ATTILEY Yao Moussa / A0134507	461 125		
NOUBOUKPO EPSE NIKABOU Kanyélé Akossiwa / A0715600	459 700		
APENUVOR Koami Selom / A0610003	459 700		
BABAKAN Nanepo Mounira / A0131229	459 580		
ADJAMANI Afi Bamdélé / A0605827	455 570		
ARAHORE WASR Assedma / A1008307	453 905		
OURO-GBELEOU Zoweriatou / A0510214	453 615		
PITAMA Mazabalo / A1600072	451 230		
AZINON Kossi Delagno / A2002513	422 710		
GBENOU Kokou Abia E Epse AHATEFOU / A0906926	419 150		
TETE Koffi Amegno B / A0138817	418 910		
ZINSOU-SESSOU Ahoefa E Marie-L / A0137342	402 610		
GNRONFOUN Marie-Reine / A0134606	398 760		
N'KENA Tanzouma Denise / A0510930	394 640		
SOUTON Angelo / A0719368	382 665		
KUAMITSE Adzovi Mawuse / A0911524	377 990		
AFOLA Afi Délali / A0707555	376 800		
KOUWONOU Ablavi / A0413444	361 925		
AYOKAWARE Bidénam Léontine / A1600060	360 990		
GAGLI Ameyo Kafui / A0714252	358 830		
ADJOWOTO Ami Romarine / A0138115	350 000		
TIDJANI Alimatou Sadia Epse FUMEY / A1900177	339 060		
DJIBRO Mustapha Zareni / A0721290	337 760		
YAKOUTO Marius kokouvi / A1000104	337 200		
POTISON Foly / A0132393	329 460		
FIAWUMO Yawa Fidèle Bernice / A0720522	329 435		
SODOGA Kofivi / A0138885	327 875		
AWUNYO Komla Agbénowosi / A0119837	326 557		
KOKOU-KOMLA Koudjo Mawoutodji / A0508256	321 020		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
HLONGNOIN Adjo Tassivi / A0623451	318 840		
KLAKE Komlavi Gagnon / A0912158	310 750		
KPOTSI Séname Koami / A1302749	308 029		
KERIM Abdoullé kader / A0623107	305 743		
SOUKA Attignon Koffi / A0806149	303 585		
SOKPO Adjo / A0202789	303 145		
DJIMA Kodjo / A0914891	302 835		
AGBOGAN Yao Messan / A1902602	302 710		
YEMEY Kouami / A1103584	302 645		
DJADOO Ayaovi / A0616397	301 009		
BYLL Assriwa Akossiwa / A0904131	296 790		
MABLE Y. Mawuko kekeli / A1002777	295 880		
BALI Essowe / A0809063	295 080		
KOLA Palakiyéme / A1200992	294 670		
AKATO Kokou Dodji / A2002550	293 000		
FOLLY Adakou Affiavi Epse WILSON-SOWAH / A0109789	290 387		
GOUDJO Amele Leontine / A1009121	289 035		
DOSSA Kodjo / A0216856	280 000		
ADZI Afiwa Kafui Epse SATCHI / A0208932	279 890		
AGOPOME Komlanani / A0209803	275 750		
AGBOGAN Affiwa / A0911259	269 160		
DJAHLIN Séna / A1000159	267 910		
AGUE Herbert Ephrem / A0915910	267 759		
NADIEGA Yatoute / A1201987	264 660		
MITSDI Yao / A0410744	260 390		
GBADOE Kangni Sonkoudè / A0411883	259 165		
ATSOU Yao / A0906941	258 110		
ATTISSO EPSE LAWSON AKUETEGAN Ablavi / A0720994	255 215		
ALEGBEH Bilkiss / A0213438	253 905		
KPOKOU DJOE Yaossan Ata-Venunye Makafui / A0136810	248 250		
AGBO Yao Gladstone / A0137915	247 220		
DOUTI Lalibe / A2200988	246 950		
SIMTORO Massooutou / A0510937	242 870		
DISSORIFEI Abissoumatom / A0513572	242 030		
SESSOU Kodjo Amégnona / A0217760	241 500		
DOSSA Toyisse / A0619178	240 900		
HOUVI Amavi / A0915455	238 830		
LATIFOU Moussiliou / A1006193	238 665		
AMEGNIKIN Komlan Herve / A2104901	236 473		
AHONDO Kossi Henoxe / A0614043	232 555		
GADO-KOUKOU Biva Fadel / A1205874	231 405		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
GBEMU Akuvi Kafui / A0715601	229 605		
YERIMA Amizétou / A0614035	221 775		
SOSSOU Ablavi Mawusse / A1909021	218 235		
SESSOU Ablavi M. / A1100236	214 080		
FREITAS Essénam Koami / A2100109	213 640		
DA SILVEIRA Têtê Agbégnigan / A1100947	212 635		
AGBESSIANAKE Ahoefa Jaqueline / A1104073	212 220		
TOMETY A E Kwasi Dosse / A1007262	211 820		
HODO Koffi A. Wolako / A0314524	210 000		
SODJINOU Kossi / A1000153	209 520		
DJOSSOU Komi / A0107847	209 460		
ANIKA Kofi Séwonu / A1005602	203 500		
KPADDEY-KOUGBEADJO Eyram / A0910120	202 180		
APEDOGAN Kouevi Totekpomawu / A0911929	197 770		
AFAGLA Koffi / A0511520	194 004		
BASSA Kokou Senyedzi / A1900113	192 145		
BOULIYA Benewinde-Ibraim / A1302720	189 415		
KOUDEKA Ganyo / A2100352	189 130		
FONDOUMI Kossiwa / A2003886	185 675		
YENOU Issawou / A1007945	183 830		
GBEDE Justine / A1008013	183 830		
AKPALIWOE Yawo Amen / A0132783	182 000		
AGBEDEVI Kossivi N / A0140832	181 950		
EKLO Yawa Rachel / A0135746	181 880		
AKOBI RACHELLE MODOUKPE / A1205366	181 880		
ATABUDZI Akuvi Enyonam / A0104426	180 000		
KPAKPOVI Missiho / A0621912	180 000		
AZIAMADJI Kossigan John / A0716069	177 350		
KOMBATE Yobé Dametéde / A0605286	177 250		
ANAGONOU Anani Faustin / A0120723	177 250		
KPERE Mobossasso / A0511477	175 140		
NADOR Dedevi Eyram / A0620492	166 500		
LAWSON Latré Clémence Epse DEKPE / A0808784	162 645		
PANDAO Meza Epse PANTOM Mitayiko / A0621360	162 440		
ANIFRANI Uwluassi Edem Y / A0132436	162 135		
SANOU Alphonse / A0616207	161 973		
KOLA Malibeda / A1204715	161 910		
ATAKOURA Bododou / A1201141	158 175		
COMLANVI Amba Sika / A0623194	151 360		
N'DJINOU Yaotche / A0511652	151 260		
AMOUZE Piyalou / A0314262	151 190		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
SESSOU Akouwa / A0807950	151 190		
KATAKPE Passimassiwe / A1205871	150 105		
ALIDJISSO Gnininvi Kodjo / A0900307	150 000		
AFFANOUEKOE Adjovi Ahoefa / A0900296	150 000		
ABOLO Abra Edo / A0718894	150 000		
TAY Kokou Elikplim / A0610004	150 000		
ABBI Essossolem / A0316674	148 270		
TONYI Mawuli / A0702583	148 270		
SIMTAYA Katassagou / A2104222	146 520		
EKLU Dagan Georgine / A0913344	145 045		
AVOSSE Kodjo Cherif Elom / A0914183	141 090		
ANATO Koiassi Andre / A0913572	138 000		
AGBASSINOUE Ablavi J / A0717458	137 875		
KANYI Kodjovi A / A0413980	133 605		
FIA Komla Mawunya / A0132349	131 580		
KOFFI Amavi / A1006108	127 294		
KOWOU Alosse / A0807642	127 007		
SIABI Kodjo / A1905542	123 386		
AGBETOHO Adjo Epse AKOUTOU / A0135391	122 222		
SAMA Assana / A0415101	121 720		
IBRAHIM Baria / A1205955	121 280		
SAMEY Kossivi / A0513778	121 020		
MISSEBOUKPO Komi / A0511787	121 020		
FIAWOO Essi Audrey / A0136783	121 000		
ADJALLE Anoumou Kokou / A1103081	120 919		
ABEVI Hoêvi / A0133035	120 320		
AMEYIBOR Koffi Agbeko / A0128314	120 212		
QUASHIE A Mawuse Edwige / A1908212	120 209		
DENOU Kossiwa Nicole / A0716597	120 000		
AFALLOVI Kakanou Yohanes / A0135115	120 000		
TOSENNOU Akpene Elom Afi / A0135007	120 000		
COLE Codjo Edem / A0121781	120 000		
EKPE Kwami Edem / A0132383	120 000		
ATTIOGBE Etsri K Messan M / A0134292	120 000		
EZIAN Afiwavi / A0613671	120 000		
AFANDE Mekaëli Massan Amele / A0133877	120 000		
SAFUI Zikpi Adjoa / A0801626	120 000		
ABASSA Koffivi / A0909733	120 000		
KPIZING Wéziw Masahalu / A1600510	120 000		
NOUWOAMEY Kokoutse Innocent / A0121583	120 000		
LELOUA Boyodi K / A1900301	120 000		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
AMELONKOU Akofa Epse AYIE / A1903493	120 000		
ADOTEVI-AKUE Adude Sylvie / A0133288	120 000		
TOSSOU Kokouda Toti V. / A2002906	120 000		
GNONZOUGUE NEME MAVAWÉ / A2002410	120 000		
NADA Mawidar / A1303364	119 970		
SEGBEDJI M-A-Lolonyo / A1008012	113 498		
AKAKPO Kossi Firmin / A0809218	111 880		
SOKPO Afi / A0605830	105 900		
ZOTOGLO Kossivi / A0716037	102 928		
ADORGLOH Kossiwa S Carine / A1008510	101 780		
LASSEY Koku Tsoekewo / A0507935	101 698		
AVINU Essi / A0911609	101 680		
HOUNDJO Ayawovi / A0412987	101 050		
KOUDAYAH Kokoé / A1100237	90 750		
WONEGOU Adjo-sika / A0509453	90 750		
AMENKEY Adjo Akofa / A0135437	90 740		
OURO-NILE TAGBA Abdoul-Samadou / A1600269	90 000		
ATTA Koffi Vinyo / A2004397	90 000		
AHIABLE Koffi / A0619179	90 000		
HASSE Assokou / A2000058	90 000		
SEGBE Komla Amen / A1401691	89 035		
DJOSSOU A Debora M. / A0512087	84 445		
ADANLETE Ayawa / A0217411	80 440		
KPODJIA-N'TSUGAN Mawulom / A0614683	80 400		
YOVOGAN Akouavi / A1006109	76 320		
DEKASSI Komi Luc / A0722399	75 910		
DAGBEHAN Bassouma / A0722400	75 910		
BANKA Abila / A1006397	68 475		
AKALA Mwemwnaka / A0208933	67 575		
KOUYAYA Comlan / A1801274	64 175		
KOUNGA Maurice / A0215757	63 870		
TCHAKAN Yawa Antoinette / A0716714	63 711		
DEGBEGNON Pierrette Affi / A0133660	63 259		
DOSSOU Nyona Akouavi Pse LOTCHI-KOUAWO / A0903193	61 695		
DATE Kokou Tete / A0613665	61 425		
AGBOGAN Homegnon Kossi / A0507166	60 505		
AGBO Akouwavi Maulikplimi / A0132256	60 260		
AHIATSI Essenam Yali / A0134802	60 242		
GOUDEAGBE Christian / A0135193	60 210		
ADEGNON Komivi / A0211049	60 000		
ABALO Tchotcho / A0130151	60 000		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2024/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
MAHINOUE Akouavi Nicole / A0103150	60 000		
HOUVI Amavi / A0129533	60 000		
OUZI Adjo Germaine / A2002409	60 000		
NUNYABU Akossiwa / A0612448	60 000		
DEGBE Kossi / A0609997	60 000		
AMOUZOU Ablanvi Enyonam / A0616441	60 000		
NOFODJI M Jacqueline / A0913811	60 000		
ARANGA Tchimire / A0713074	60 000		
YAO Essi / A0711696	60 000		
TOGBUI ZAGARAGO Komi Edem / A0804584	59 100		
BAWILIZIM Essohouna / A1400759	53 250		
GBADAGBA Koami Kafui / A0216506	51 160		
N'DANADJE Essossinam / A2201380	50 600		
ATRA Koffitse Bleze / A0612440	48 414		
TETOU Elisabeth / A2003887	48 000		
DJAMESSI Akouvi Essianyo / A0512868	46 132		
LOGBO Yao / A0512867	46 030		
WUIDJI Kokou / A0809173	38 850		
KPAKPAOU Saralou / A1301818	36 040		
GOKA Koffitse / A2201071	33 295		
NUNAKPO Koffi / A2104011	32 820		
DJOBO Kossiwa Delali / A0614525	30 000		
HOUMEY Kinminossan Edem / A0915157	25 565		
TCHANDAOU Essossolam / A0314961	25 220		
AGBANGA Bohoga / A0310074	12 450		
KEAKPA Kossi / A0513406	8 860		
TOTAL GENERAL	168 729 883		

Annexe 11 :

ETAT DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				DIMF 2014
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2024/12/31		D: BFO		F:XX
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1
LIBELLES	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL
RESSOURCES AFFECTEES	19 500 000	1 938 999		21 438 999
CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				-
dont crédits en souffrance				
TOTAL	19 500 000	1 938 999	-	21 438 999

Annexe 12 :

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES					DIMF 2015
Etat : TOGO		Etablissement: WAGES			
Date d'arrêté: 2024/12/31		D: BGO	F:XX	(en Francs CFA)	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1			
Code	LIBELLES	Montants bruts	Amortissements/ Provisions	Montants nets	
D1A	Immobilisations financières	34 714 784	27 030 843	7 683 941	
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941	
D1L	Titres d'investissement	-	-	-	
D1S	Dépôts et cautionnements	25 686 325	3 700 713	21 985 612	
D23	Immobilisations en cours	769 063 931	-	769 063 931	
D24	Incorporelles	1 500 000	-	1 500 000	
D25	Corporelles	767 563 931	-	767 563 931	
D30	Immobilisations d'exploitation	2 798 495 503	1 684 558 836	1 113 936 667	
D31	Incorporelles	441 142 949	436 010 951	5 131 998	
D32	Droit au bail			-	
D33	Autres éléments du fonds commercial			-	
D34	Frais d'établissement			-	
D35	Autres immobilisations incorporelles			-	
D36	Corporelles	2 357 352 554	1 248 547 885	1 108 804 669	
D40	Immobilisations hors exploitation	-	-	-	
D41	Incorporelles	-	-	-	
D42	Droit au bail			-	
D43	Autres éléments du fonds commercial			-	
D44	Autres immobilisations incorporelles			-	
D45	Corporelles	-	-	-	
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	22 855 925	-	22 855 925	
D46	Incorporelles	-	-	-	
D47	Corporelles	22 855 925	-	22 855 925	

Annexe 13 :

ETAT D'AFFECTION DU RESULTAT				DIMF 2016
Etat : TOGO		Etablissement: WAGES		
Date d'arrêté: 2024/12/31		F:XX (en francs CFA)		
P:A		M:1		
D: BHO				
N.S. : TOG X/XX				
Code	LIBELLES	Proposition de répartition	Répartition effective	
	<u>DETERMINATION DU RESULTAT A AFFECTER</u>			
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	272 281 403	272 281 403	
L70	Report à nouveau (+/-)			
770	RESULTAT A AFFECTER	272 281 403	272 281 403	
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIAIRE</u>			
772	Réserve générale	40 842 210	40 842 210	
773	Réserves facultatives	-	-	
774	Autres réserves	-	-	
776	Report à nouveau bénéficiaire	231 439 193	231 439 193	
777	Autres affectations	-		
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT DEFICITAIRE</u>			
776	*Report à nouveau déficitaire	-		
778	*Prélèvement sur les réserves	-		
779	Autres	-		

Annexe 14 :

ETAT DE TRAITEMENT DE LA REEVALUATION						DIMF 2018		
Etat : TOGO				Etablissement : WAGES				
Date d'arrêté : 2024/12/31		D: BG0		F:89		(en Francs CFA)		
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1				
Biens réévalués	Date de Réévaluation	Nature de Réévaluation		Méthodes de réévaluation		Valeurs Avant Réévaluation (1) (VNC)	Valeur Réévaluée (2)	Ecart de Réévaluation n (2) - (1)
		Libre	Légale	Secteur primaire	Secteur secondaire			
TOTAL								

I- DONNEES GENERALES

- Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)
- Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)
- 1.3 Données sur la gouvernance
 - Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution
 - Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

- Tableau n°2 : Evolution du nombre de points de service

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

- Tableau n° 3.1 Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme
- Tableau n° 3.3: Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs
- Tableau n° 3.4: Evolution du capital social*
- Tableau n° 3.5: Répartition du capital entre les principaux actionnaires

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

- Tableau n°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts
- Tableau n°4.2 : Evolution du nombre de prêt accordés dans l'année (en unité)
- Tableau n°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)
- Tableau n°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme
- Tableau n°4.7 : encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)
- Tableau n°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées
- Tableau n°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

- Tableau n°5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)
- 5.2 Activités de micro assurance : Tableau n° 5.2: Opérations de micro assurance (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 5.3: opérations de change

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

- Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)
- Tableau n°6.2 : répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)
- Tableau 6.3: dons et œuvres sociales
- Tableau n°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

- Tableau n°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFREDERATIONS)

- Tableau n°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

- Tableau n°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

X. PERFORMANCES FINANCIERES

- Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

I- DONNEES GENERALES

Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1)+(2)	452 077	474 309	4,92%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	423 088	444 421	5,04%
. Hommes (a)	186 482	195 974	5,09%
. Femmes (b)	236 606	248 447	5,00%
Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises associations, etc.	28 989	29 888	3,10%
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires	27 642	28 452	2,93%
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques bénéficiaires (3)= (c)+(d)	117 705	120 606	2,46%
. Hommes (c)	34 451	35 041	1,71%
. Femmes (d)	83 254	85 565	2,78%

Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Nombre total de membres, du conseil d'administration ou de l'organe équivalent	7	7	0,00%
Nombre de membres du conseil de surveillance (*)	3	3	0,00%
Nombre de membre du comité de crédit (*)	-	-	
Nombre de membres des autres comités créés par la SFD (**)	8	8	0,00%
Effectif total des employés (3)= (1)+(2)	418	405	-3,11%
. Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	6	6	0,00%
- nationaux	6	6	0,00%
- personnel expatrié	-	-	
. Autres employés (2) = (a)-(b)+(c)	412	399	-3,16%
Agent permanents (a)	270	281	4,07%
Agents contractuels (b)	142	118	-16,90%
personnel expatrié (c)	-	-	

(*) A renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit

(**) 1. Comité de Direction : 8 membres

Tableau N°1.3 : Données sur la gouvernance

Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques	2023	2024	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA	1 688 755 266	1 636 987 499	-3,07%
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service)	125 873 705	143 178 575	13,75%
- Autre personnel.	1 562 881 561	1 493 808 924	-4,42%
Montant des frais généraux en FCFA	2 576 494 322	2 615 271 504	1,51%
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux	65,54%	62,59%	-4,50%
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux	4,89%	5,47%	12,06%

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques	2023	2024	Variation (%)
indemnités de fonctions versées aux administrateurs non salarié en FCFA	13 025 000	12 390 000	-4,88%
Frais de tenues des réunions des organes et des assemblées en FCFA	1 988 400	4 028 475	102,60%
- Perdiem	712 000	666 300	-6,42%
- Transport	-	2 224 000	
- Hébergement	-	-	
- téléphone	4 500	4 500	0,00%
- carburant	-	-	
- Autres	1 271 900	1 133 675	-10,87%

1. Salaire, appointements, indemnités, gratifications et primes occasionnelles ou périodiques versés au personnel, les rémunérations des administrateurs salariés, les cotisations aux régimes de retraite, etc.

2. S'applique aux sociétés (SA, SARL)

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

Tableau N°2 : Evolution du nombre de points de service

Paramètres	2023	2024	Variation (%)
Nombre d'institutions de base	1	1	0,00%
nombre de Guichets ou d'antennes	34	34	0,00%

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau N°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	15 951 416	16 015 209	0,40%
Montant des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	15 127 675	15 263 921	0,90%
. Montant des dépôts des Hommes (a)	7 217 568	7 295 474	1,08%
. Montant des dépôts des Femmes (b)	7 910 107	7 968 447	0,74%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	823 741	751 288	-8,80%

Tableau N° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme

Dépôts à vue		Dépôts à terme		Autres dépôts	
Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)
8 319 988 784	51,95%	775 850 000	4,84%	6 919 370 330	43,20%

Tableau n°3.3 : Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Nombre total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	357 486	376 972	5,45%
Nombre des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	324 589	343 220	5,74%
. Nombre des dépôts des Hommes (a)	154 039	163 193	5,94%
. Nombre des dépôts des Femmes (b)	170 550	180 027	5,56%
Nombre des déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.) (2)	32 897	33 752	2,60%
Nombre de compte actifs	82 349	205 387	149,41%
Nombre des comptes inactifs	45 015	156 961	248,69%
Nombre total de comptes	452 077	474 309	4,92%

Tableau N°3.4 : Evolution du capital social*

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Montant du capital social (en millier de FCFA)			

* pour les sociétés de capitaux.

Tableau N°3.5 : Répartition du capital entre les principaux actionnaires

Noms et prénoms de principaux actionnaires	Montant du capital détenu (2023)	Part du capital détenu (2023)	Montant du capital détenu (2024)	Part du capital détenu (2024)

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau N°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés * (en millions de francs)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Montant des prêt accordés (1)+(2)	20 809 210 668	18 701 506 986	-10,13%
Montant des dépôts des parssonnees physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	19 542 495 793	17 459 115 505	-10,66%
. Montant des prêt accordés aux Hommes (a)	8 777 417 368	9 401 611 487	7,11%
. Montant des prêt accordés aux Femmes (b)	10 765 078 425	8 057 504 018	-25,15%
Montant des prêt accodrdés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	1 266 714 875	1 242 391 481	-1,92%

* Il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau N°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Nombre des prêt accordés (1)+(2)	18 453	16 068	-12,92%
Nombre de crédit accordé à des perssonnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	17 281	15 005	-13,17%
Nombre de crédit accordé à des Hommes (a)	7 368	6 463	-12,28%
Nombre de crédit accordé à des Femmes (b)	9 913	8 542	-13,83%
Nombre des prêt accodrdés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	1 172	1 063	-9,30%
Nombre moyen des prêt accordés (sommes des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	1 127 687	1 163 898	3,21%

Tableau N°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	2023	2024	Variation (%)
Engagement donnée en faveur des institutions financières	-	-	
Engagements de financement données en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	-	-	
Engagements des garantie d'ordre des institutions financières	-	-	
Engagements de garantie d'ordre des membres bénéficiaires ou clients	-	-	

Tableau N°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Encours total de crédits (1)+(2)	16 996 963	16 897 893	-0,58%
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	15 633 097	15 392 879	-1,54%
encours de crédits sur les hommes (a)	9 060 763	9 080 631	0,22%
Encours de crédits sur les femmes (b)	6 572 334	6 312 247	-3,96%
Encours de crédits sur les personnes morales(groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	1 363 866	1 505 015	10,35%

Tableau N°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1)+(2)	17 619	15 829	-10,16%
Nombre de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	16 835	15 101	-10,30%
Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	7 426	6 835	-7,96%
Nombre de crédits en cours sur les femmes (a)	9 409	8 266	-12,15%
Nombre de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	784	728	-7,14%

Tableau N°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2023)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2024)		variation de l'encours des crédit à court terme	variation de l'encours des crédits à moyen et long terme
court terme	Moyen et long terme	court terme	Moyen et long terme		
6 522 465 603	10 474 497 103	6 066 568 753	10 831 324 727	-6,99%	3,41%

Tableau N°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur

Tableau N°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées	-	-	
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées	-	-	
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	

Tableau N°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	802 988	1 230 919	53,29%
Taux brut des créances en souffrance(1)	4,70%	7,28%	54,99%
Taux de remboursement des crédits accordés (2)	77,20%	95,15%	23,26%
Taux de recouvrement des créances en souffrance (3)	27,33%	27,95%	2,27%
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	
taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées (4)	0,00%	0,00%	
Taux de remboursement des crédits accordés sur les ressources affectées (5)	100,00%	100,00%	0,00%
Taux de recouvrement des créances en souffrances sur les ressources affectées (6)	100,00%	100,00%	0,00%
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	128 934	137 212	6,42%
Taux de perte sur créances (7)	0,76%	0,81%	7,23%

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Information d'ordre général :

- Nom et adresse du représentant (Banque, poste) ; **ECOBANK TOGO, Banque Atlantique Togo**
- Nom et adresse de la société représentée (Western Union, Money gram, Wari ; RIA etc.) :
- Nombre d'opérations exécutées au cours de l'année 2024 :

. À l'émission :

. À la réception :

Tableau N° 5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023	2024	Variation (%)
Transferts reçus (1)	-	-	
UEMOA			
Autre pays africains			
Unions européenne			
Etat-Unis			
Autre pays			
Transferts émis (2)	-	-	
UEMOA			
Autre pays africains			
Unions européenne			
Etat-Unis			
Autre pays			
solde des transferts (3)= (1)-(2)	-	-	

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général :

- Nombre de bénéficiaires ;
- Catégories de prestations effets : à détailler.

Tableau N° 5.2 : Opérations de micro assurance (en millier de FCFA)

Montant des primes émises			
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau N° 5.3 : Opérations de change

Devises concernée	Montant des devises achetées	contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)				
Franc Suisse (CHF)				
Livre sterling (GBP)				
Autres				

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)

Indicateurs	2023	2024
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur le dépôts de membres, bénéficiaire ou clients	3,50%	3,50%
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur le dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	5,50%	5,50%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres bénéficiaires ou clients	18,00%	18,00%
Taux d'intérêt effectif global (**)	16,80%	16,80%

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(**) : Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients

N.B. : Le taux effectif est la moyenne des taux effectif de chaque produit de crédit de WAGES

Tableau de calcul de la moyenne des taux effectifs des produits de crédit de WAGES

Produit de crédit	Taux effectif
	Annuel
Crédit ordinaire	22,33%
Crédit domiciliation salaire	19,53%
Crédit sur salaire par ordre de virement permanent	20,03%
Crédit PSAEG	12,73%
Crédit Rural	19,53%
Crédit aux organisations sociales	21,43%
Crédit spécial	28,72%
Crédit à épargne déductible	24,33%
Crédit APSEF 1er et 2è cycle	5,19%
Crédit APSEF 3è et 4è cycle	6,91%
Crédit FAIEJ	8,24%
Crédit PRADEB	12,67%
Moyenne	20,16%

Tableau N°6.2 : Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	2023	2024	Variation (%)
Crédits immobiliers	618 857	546 463	-11,70%
Crédits d'équipement	-	-	
Crédits à la consommation	214 615	163 223	-23,95%
Crédits de trésorerie	16 163 491	16 188 208	0,15%
Autres crédits	-	-	

Tableau N°6.3 : Dons et œuvres sociales

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financière (en FCFA)
N'SOUGAN Komi : Appui financier en faveur du Pasteur ABITOR ds le cadre du concert dédicace de son 9e album le dimanche 18/2/24	Financier	200 000
KPELLY A. L.: Appui financier en faveur de ONG Coup De Pousse	Financier	50 000
AGBEVE Amli : Appui financier en faveur du chef du village de TELESSOU LAVAGNON KLEVE dans le cadre de la nomination du nouveau chef du village	Financier	50 000
DJONDO MAMA : Appui financier en faveur des FDSI pr l'élection des députés et délégués régionaux	Financier	30 000
KOUBALOU-LAOUDEMA M. : Appui financier en faveur de la paroisse Sainte Elisabeth de Hongrie de Bolumodzi	Financier	30 000
APSPD TOGO: Contribution de Wages pour la construction du Siège de l'APSPD	Financier	2 500 000
MERITE INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE-TOGO: Appui financier dans le cadre d'échange culturel Togo-Belgique	Financier	200 000
23E B.I.M. SOKODE: Appui financier dans le cadre du championnat militaire et paramilitaire de football à Sokodé et Kara	Financier	50 000
Commune des lacs : Appui financier pour la préparation de la fête de EKPE EKPE et ANEZAN	Financier	100 000
NOMAGNON Akossiwa G. : Appui financier en faveur du COMITE AYIZA	Financier	100 000
SAMLA K. M. : Appui financier en faveur de EMERGENCE GOSPEL 4e édition	Financier	100 000
ASSOCIATION ADZINUKUZA : Appui financier en faveur de "Comité de la préfecture de Vo" dans le cadre de la célébration de la fête ADZINUKUZA N°0600702	Financier	100 000
Etrene de fin d'année pour les membres et le personnel de WAGES	Financier	6 187 000
Bénéficiaires (Projet WSM/DGD) : Construction d'une aire de séchage de riz à Séva Akodésséwa	Financier	4 049 065
TOTAL		13 746 065

Tableau N°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activités	2023	2024	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	816 079	807 995	-0,99%
Industries extractives	-	-	
Industries manufacturières	-	-	
Bâtiment et travaux publics	-	-	
Commerce, restaurants, hôtels	18 849 738	16 839 576	-10,66%
électricité, Gaz, eau	-	-	
Transports entrepôts et communications	-	-	
assurances, services aux entreprises	-	-	
Immobilier	457 783	307 812	-32,76%
Services divers	685 610	746 124	8,83%

(*) La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau N°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en Milliers de FCFA)	3 550 000	4 350 000	22,54%
Encours des emprunts des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	2 445 258	2 143 522	-12,34%
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières	1 940 916	1 304 400	-32,79%
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	21 439	21 439	0,00%
subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	34 689	33 299	-4,01%
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)	-	-	

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFEDERATIONS)

Tableau N°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Nombre d'institutions affiliées déficitaires			
Montant total du déficit d'exploitation des institution affiliées (en milliers de FCFA)			
Nombre d'institutions affiliées excédentaires			
Montant total de l'excédent d'exploitation des institution affiliées (en milliers de FCFA)			

(*) Tableau à renseigner par les structures faitières

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau N°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Par l'Assemblée Générale	1	1	0,00%
Par le Conseil d'Administration ou l'organe équivalent	9	12	33,33%
Par le conseil de Surveillance (*)	4	4	0,00%
Par le Comité de Crédit (*)	N/A	N/A	
par les autres comités (**)	12	11	-8,33%

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de de crédit

(**) Comité de Direction (CODIR)

X. PERFORMANCES FINANCIERES

Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	2023	2024	Variation (%)
Marges d'intérêt en milliers de FCFA	3 099 803	3 042 228	-1,86%
Produit financier net en milliers de FCFA	3 284 253	3 215 263	-2,10%
Résultat net en milliers de FCFA	427 491	272 281	-36,31%
Taux de marge nette (1)	13,79%	8,95%	-35,10%

(1) Le taux de marge net est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.